

RCS : NIORT
Code greffe : 7901

Documents comptables

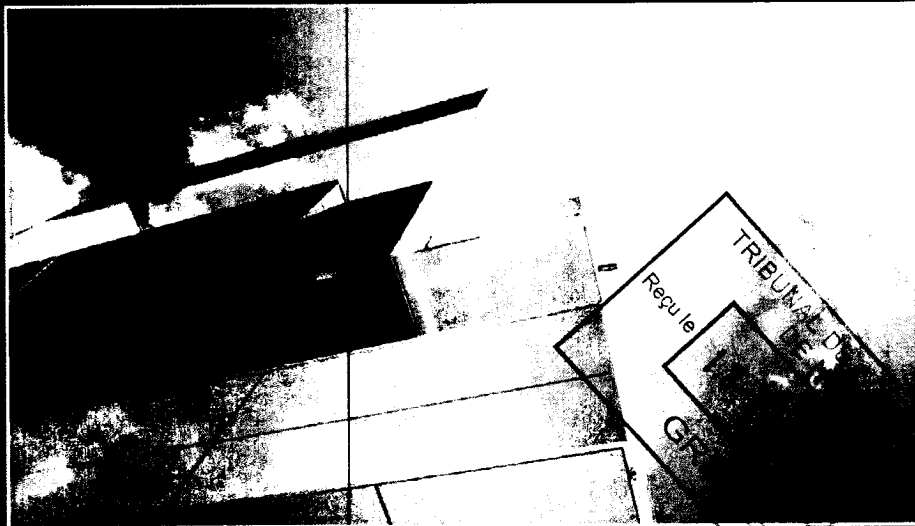
REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de NIORT atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-C)

Numéro de gestion : 1980 B 00107
Numéro SIREN : 320 281 025
Nom ou dénomination : INTER MUTUELLES ASSISTANCE SA

Ce dépôt a été enregistré le 18/07/2018 sous le numéro de dépôt 3110



GROUPE IMA

RAPPORT ANNUEL 2017

Certifié conforme,
Niort, le 3 juillet 2018

Claude SARCIA
Président du Directoire





06

PRÉSENTATION DU GROUPE

24

COMPTES
CONSOLIDÉS 2017

08	1.1	Présentation du Groupe IMA
11	1.2	Contexte et faits marquants du Groupe en 2017
13	1.3	Stratégie et objectifs
14	1.4	Activité et performance économique
16	1.5	Activités des principales entités du Groupe
19	1.6	Événements postérieurs à la clôture de l'exercice
19	1.7	Perspectives
20	1.8	Dispositif de maîtrise des risques
22	1.9	La démarche de responsabilité sociétale (RSE)
23	1.10	Instruments financiers

26	2.1	Bilan
28	2.2	Compte de résultat
29	2.3	Tableau des engagements reçus et donnés
30	2.4	Annexe aux comptes consolidés
58	2.5	Rapports des commissaires aux comptes Rapport sur les comptes consolidés



62



88



92

RAPPORT SUR LE
GOUVERNEMENT
DE L'ENTREPRISE

64	Bilan
66	Compte de résultat
68	Annexe aux comptes
84	Rapports des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

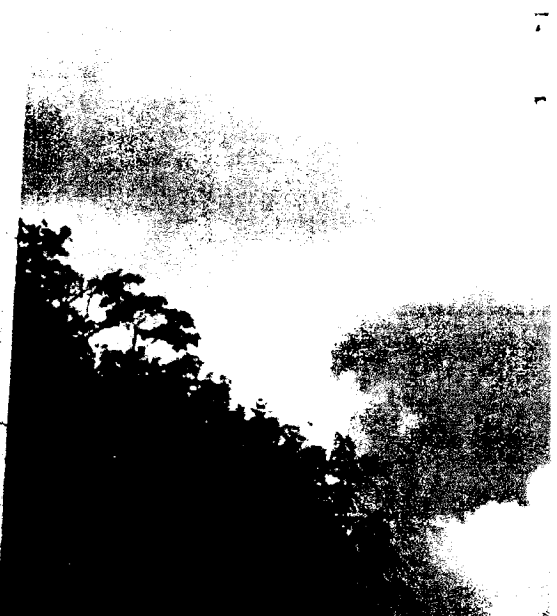
90	Texte des projets de résolutions
----	----------------------------------

94	5.1 Information en matière de gouvernance
96	5.2 Mandats et fonctions des mandataires sociaux
104	5.3 Tableau récapitulatif des délégations de compétence et de pouvoirs accordées par l'assemblée générale au directoire de la SA dans le domaine des augmentations de capital
104	5.4 Observations du Conseil de Surveillance sur le rapport de gestion établi par le Directoire ainsi que sur les comptes de l'exercice

DU E IMA

HI

01





9,5 M€
de résultat net consolidé

696 M€
de chiffre d'affaires
consolidé en 2017

+ de
45 millions
de bénéficiaires

1 200 000
d'actes de soins
par an

3 738
collaborateurs répartis
sur 7 pays traitants

2 649 237
dossiers d'assistance
(Groupe 2017)



01

RAPPORT DE GESTION

1.1	Présentation du Groupe IMA	8	1.8	Dispositif de maîtrise des risques	20
	Le Groupe IMA : un peu d'histoire	8		Le dispositif de maîtrise des risques s'appuie sur...	20
	Les atouts du Groupe IMA	8		Le système de contrôle interne	20
	Les valeurs du Groupe IMA	8		La gestion des risques	20
	Un actionnariat homogène	9		La Conformité	20
	Les sociétés du Groupe	10		L'actuariat	20
1.2	Contexte et faits marquants du Groupe en 2017	11		L'audit interne	20
	Un marché en pleine mutation	11		La démarche Qualité	21
	2017 La croissance se poursuit	11		Le plan de continuité d'activité (PCA)	21
	Des segments d'activités affirmés pour une performance accrue	12	1.9	La démarche de responsabilité sociétale (RSE)	22
	L'innovation : le tournant technologique se poursuit	12		Respecter, voire anticiper les exigences réglementaires	22
	L'Humain au cœur de l'entreprise	12		Répondre aux attentes des actionnaires, clients et bénéficiaires ; proposer et valoriser des produits et services responsables	22
1.3	Stratégie et objectifs	13		Accompagner le Groupe et ses métiers dans la mise en œuvre de pratiques et de comportement responsables	22
	Plan Stratégique 2015-2017	13		Contribuer au développement économique des territoires	22
1.4	Activité et performance économique	14	1.10	Instruments financiers	23
	Les chiffres clés	14			
	La performance économique du Groupe	14			
	L'activité en nombre de dossiers	14			
	Le résultat consolidé	15			
1.5	Activités des principales entités du Groupe	16			
	IMA SA (holding)	16			
	Les filiales françaises	16			
	Les filiales internationales	18			
1.6	Événements postérieurs à la clôture de l'exercice	19			
1.7	Perspectives	19			

1.1

Présentation du Groupe IMA

Le Groupe IMA conçoit, assemble et met en œuvre des solutions d'assistance.

Il distribue ses contrats auprès du monde professionnel (sociétés d'assurance, bancassureurs, mutuelles et organismes de santé, institutions de prévoyance, constructeurs automobiles, loueurs de véhicules, grande distribution...).

Selon le souhait de ses actionnaires et clients, les services et garanties d'assistance sont activés sous leur marque ou sous celle d'IMA.

De l'assistance d'urgence à l'accompagnement dans la durée des bénéficiaires, le Groupe IMA propose une offre complète dans les domaines de l'automobile, du déplacement voyage et de loisirs, de l'habitation, de la santé, des services à la personne, de la mobilité internationale, du conseil et de la relation client...

Chaque année, nous venons en aide à plus de 2 millions de personnes parmi les 45 millions de bénéficiaires assurés chez nos actionnaires et clients.

► Le Groupe IMA : un peu d'histoire

IMA a été créé en 1981 d'une volonté de mutualisation des ressources de 3 grandes mutuelles d'assurance françaises (MAAF, MAIF, Macif) ensuite rejointes par la Matmut, l'Assurance Mutuelles des Motards, l'AGPM, la MAPA...

Issus du secteur de l'économie sociale, les actionnaires ont affirmé, dès le premier jour, leur ambition : offrir un service de haut niveau à leurs assurés, avec lesquels ils ont toujours entretenu une relation de proximité et de confiance forte.

Fidèle à ses origines et à son histoire, IMA SA, société à Directoire et Conseil de Surveillance, conserve son siège social à Niort (France).

► Les valeurs du Groupe IMA

Le respect nous permet d'écouter chaque interlocuteur dans ses différences et ses attentes.

La confiance, nous la démontrons chaque jour dans nos actes. Intégrité, loyauté et transparence nous font gagner la confiance de nos actionnaires, clients et partenaires.

Notre engagement collectif, nourri par la connaissance des enjeux et des objectifs, est porté par un fort sentiment d'appartenance à un Groupe solidaire, riche de sa diversité.

Notre professionnalisme s'appuie sur nos savoir-faire et notre approche humaine du service. Anticipation, réactivité, et adaptabilité, rigueur et éthique, garantissent notre efficacité.

► Les atouts du Groupe IMA

- Une approche du métier résolument humaine.
- La certitude d'une prise en charge des bénéficiaires adaptée et rassurante.
- La recherche de solutions à valeur ajoutée.
- Des processus industrialisés et fiables.

L'écoute et le professionnalisme comme fil conducteur de la relation.

Un ancrage international avec 11 plateformes d'assurances réparties sur le continent européen et au Maroc.

Depuis plus de 30 ans, les collaborateurs d'IMA exercent leur savoir-faire avec la même implication pour porter assistance aux bénéficiaires de ses services, 24h/24 - 7j/7, où qu'ils se trouvent.

► Un actionnariat homogène

Les actionnaires d'IMA sont des sociétés liées au monde de l'assurance.

La croissance et le développement du Groupe IMA s'appuient sur le soutien et la confiance de ses actionnaires français et internationaux.



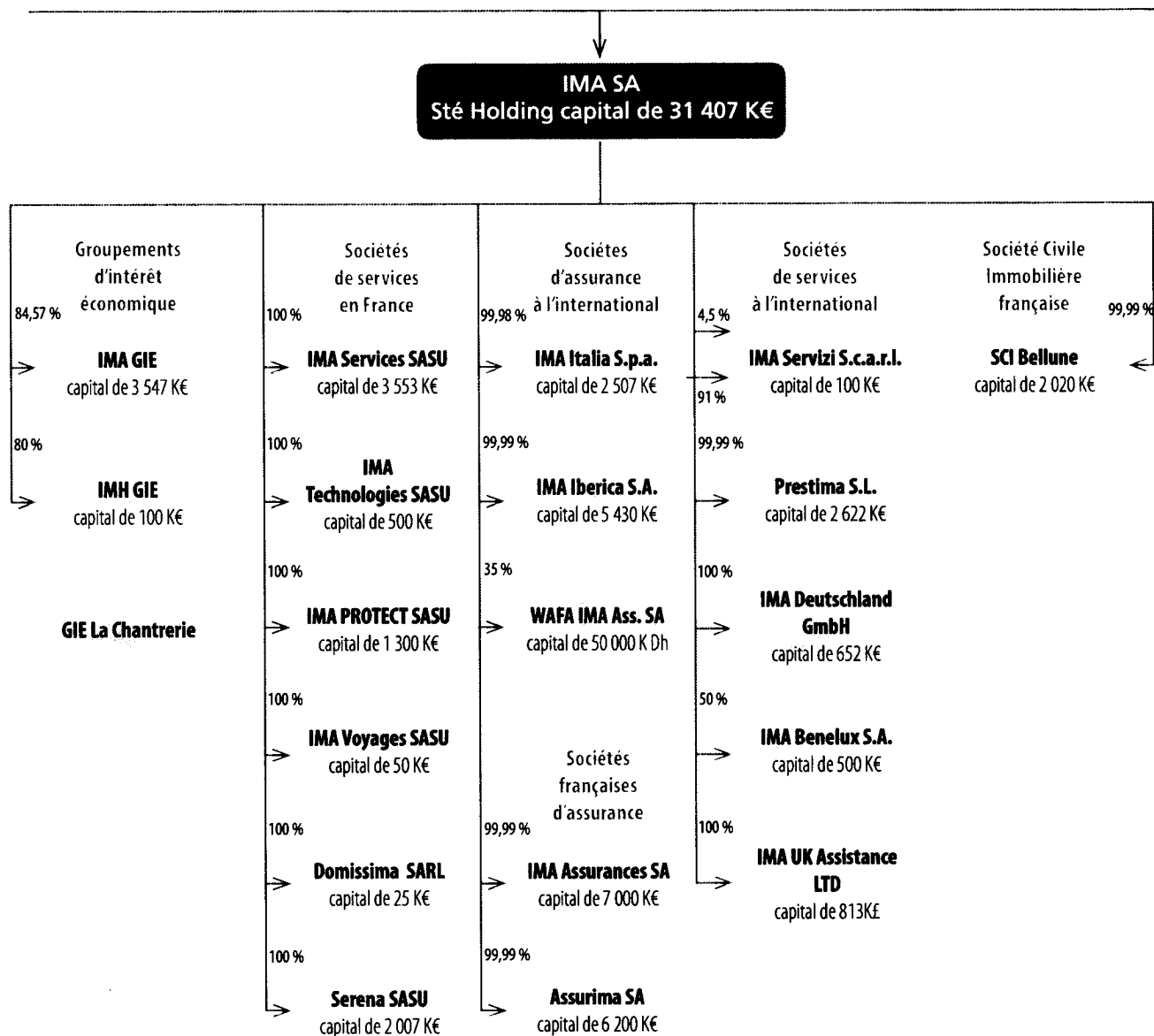
Les sociétés du Groupe

Groupe à vocation internationale, IMA est structuré en 21 entités juridiques distinctes, implantées sur le continent européen et au Maroc. Rattachées à IMA SA, société holding du Groupe, ces entités participent à la dynamique commerciale du Groupe.

Le GIE La Chantrierie constitué sans capital social, a été créé en 2017. Les membres sont IMA Protect, IMA Technologies et Macifin.

Actionnaires d'IMA SA :

MACIF - MACIFILIA - MAIF - Filia MAIF - MATMUT - MATMUT Mutualité - MATMUT Protection Juridique - Inter Mutuelles Entreprises - AMF - AMF Assurances - MAPA Mutuelle d'Assurance - SMACL Assurances - AGPM Assurances - AGPM Vie - MAE - Mutuelle MAE - Assurance Mutuelle Des Motards - ALTIMA Assurances - BPCE Assurances - P&V Assurances - UNI-POLSAI Assicurazioni - WAFA Assurance.



1.2

Contexte et faits marquants du Groupe en 2017

► Un marché en pleine mutation ...

Accompagnant les évolutions de la société, le champ de compétences de l'assistance s'étend de plus en plus de la gestion de l'urgence à l'accompagnement du quotidien.

Les logiques de prévention se développent sous l'impulsion des pouvoirs publics qui encouragent l'adoption de comportements individuels et collectifs plus responsables. Cela se matérialise par la mise en place de l'eCall 112 en Europe, la généralisation de la complémentaire santé en France, la multiplication de mesures en faveur de la sécurité routière ou d'économies d'énergie, ou encore par la promotion du bien-vivre et du bien-vieillir.

Les évolutions sociétales entraînent également l'émergence de nouveaux comportements de consommation : une part croissante des consommateurs privilégie désormais l'usage à la propriété ; c'est le cas par exemple des services de mobilité partagée, nouvelle alternative à l'achat de véhicules.

De nouveaux modèles de consommation se généralisent, tirés par le digital et par la connectivité croissante des objets du quotidien, tels que la consommation à la demande ou la consommation collaborative.

Dans leur quête constante de l'excellence du parcours client et de sa satisfaction, les grands acteurs du numérique ont contribué à accroître le niveau d'exigence des consommateurs et à redéfinir le standard en matière de qualité de service.

La combinaison d'avancées technologiques fortes et d'usages simplifiés a permis au client de prendre la main sur sa relation avec les marques. Disponibilité, choix, transparence, recommandation, rapidité et fluidité sont désormais incontournables dans les propositions de valeurs adressées aux clients.

► 2017 La croissance se poursuit ...

Dans un marché de l'assistance caractérisé par une dynamique plus favorable que celle de l'environnement économique global, le Groupe IMA a réalisé une belle performance commerciale avec une croissance de + 8.6% en 2017.

Une nouvelle fois, deux effets ont favorisé la croissance de l'activité :

- L'extension de l'équipement des portefeuilles actionnaires, favorisée par la demande de contrats plus "couvrants" (0 km automobile, prévention...),
- La bonne performance, sur le marché de l'automobile, des constructeurs partenaires d'IMA.

Les travaux entamés depuis plusieurs années et la dynamique existante dans le Groupe ont permis d'accroître une nouvelle fois le chiffre d'affaires en 2017.

Le Groupe a maintenu sa politique d'investissement afin de maintenir sa performance et continue sa transformation technologique nécessaire à la construction de l'assistance de demain.

La poursuite de la refonte des Systèmes d'Information porte ses fruits : les besoins métiers et les projets clients sont mieux accompagnés, avec des systèmes de plus en plus interopérables :

- Dans la continuité du projet Sigma et du programme Synapse (transformation du back et du middle-office), le projet NOuMA (transformation du front-office) a abouti en 2017 à la mise en place du nouvel outil Higgins sur les plateaux de la Direction Parcours de Vie.
- Osmoz, le nouveau système d'information d'IMH, est également opérationnel sur la partie assistance et téléchiffage.
- Le développement d'applicatifs dans le cadre des nouvelles offres santé entamé depuis 2016.
- La poursuite en 2017 du programme de dématérialisation de l'ensemble des processus d'échanges du Groupe.
- La généralisation de l'API-sation des métiers de l'assistance, permettant d'élargir nos offres de services.
- La digitalisation des services à IMA Protect, permettant ainsi de mieux utiliser et d'enrichir la DATA afin d'augmenter les offres de services proposés aux clients.

► Des segments d'activité affirmés pour une performance accrue...

Pour l'Assistance Déplacement (Assistance générale/Médicale/Constructeurs), l'activité 2017 est en hausse de +6 % par rapport à 2016 en raison notamment :

- Des effets climatiques, ayant un impact sur les fréquences,
- De la poursuite du développement des produits panne 0 km et la hausse de fréquences associée,
- De la poursuite des produits "Peugeot 8 ans" ainsi que de la hausse des parcs automobiles dans le cadre de la garantie constructeur Renault.

Le nombre de dossiers ouverts en Assistance Domicile est en hausse de +19,7 % par rapport à 2016 :

- Le démarrage de nouveaux contrats (UMC, APGIS CARREFOUR),
- La croissance de l'activité sur certains clients (MGEN Santé, MAIF, MACIF),

En ce qui concerne l'Assistance Habitation, le nombre de dossiers ouverts par IMH GIE est supérieur à celui de l'année 2016 (+8,4 %), notamment en raison des événements climatiques.

► L'innovation : le tournant technologique s'accélère...

Le Groupe IMA accélère en 2017 ses réalisations et expérimentations en lien avec la révolution numérique. Cette démarche entamée depuis plusieurs années s'illustre en 2017 dans les projets suivants :

- Lancement de la plateforme SNSA pour la prise en charge des appels ECall 112 ;
- Lancement du programme IMA S@NTE et d'une offre innovante qui associe outils digitaux et accompagnement humain, au service de la santé et du bien-être de chacun ;
- Déploiement du suivi du dépanneur en temps réel sur Smartphone, à l'ensemble des filiales du Groupe ;
- 1^{re} vente réalisée sur les plateaux d'assistance au bénéfice des clients du Groupe Renault IMA ;
- Mise en place de deux MVP* sur une plateforme digitale de services IMA : urgence habitation et dépannage-remorquage auto, est un exemple la synergie de deux entités (IMH-IMA Services) ;
- IMA a réitéré en 2017 la deuxième édition du Hackathon de l'assistance ;
- Déploiement en 2017 de l'offre IMAWAY (assurance/assistance voyage) construite en 2016 en Italie ;
- La création d'un LAB : espace ouvert aux salariés, aux actionnaires et aux partenaires pour toucher et comprendre les évolutions technologiques

*le processus MVP (Minimum Viable Product) est une méthode agile de création d'offre ou de développement informatique

(objets connectés, réalité augmentée, virtualisation de notre environnement....) ;

- Mise en place de l'API management pour favoriser l'API-sation des métiers d'IMA ;

De nouveaux modèles de consommation se généralisent, tirés par le digital et par la connectivité croissante des objets du quotidien, tels que la consommation à la demande ou la consommation collaborative.

Les sollicitations de la part de start-up se multiplient. IMA confirme son attractivité auprès d'acteurs venus du "nouveau monde", qui perçoivent le potentiel du Groupe comme accélérateur de croissance et comme vecteur d'innovation.

En 2017 le Groupe IMA a intégré le capital d'une start-up "Liberty Rider" et capitalise sur le concept de celle-ci : l'urgence digital liée aux deux roues.

IMA continue à investir dans les nouvelles technologies et traduit l'énergie du Groupe à se tourner vers l'avenir afin d'imaginer et de proposer de nouveaux services en lien avec l'évolution des besoins et des comportements des consommateurs.

► L'Humain au cœur de l'entreprise...

En 2017, le Groupe IMA a poursuivi les actions d'accompagnement de ses salariés pour les aider à s'adapter à l'évolution de leurs métiers inhérente aux transformations de son écosystème.

Le Groupe a ainsi développé des dispositifs de sensibilisation, d'apprentissage et de partage d'informations à travers :

- une veille partagée sur les réseaux sociaux d'entreprise,
- l'organisation de conférences RH et de formations spécifiques sur ce sujet,
- le déploiement du digital via le e-learning,
- un événement : le "Digital Tour",
- un concours interne "IDays" favorisant la créativité autour du digital.

Afin de faciliter l'appropriation par les collaborateurs des changements liés à la mise en oeuvre des grands projets internes, une mission d'"accompagnement du changement" a été mise en place.

Les entités du Groupe ont fait preuve d'initiatives en matière de management et d'organisation. C'est le cas du Chemin de la Confiance d'IMA Technologies (démarche orientée vers le client et fondée sur la confiance, la responsabilité et la culture de l'innovation), ou du développement du télétravail à IMH et IMA Protect.

Les actions en faveur de la mobilité professionnelle, intra ou inter entreprise et les détachements se sont accentués, ce qui a permis à près de 150 salariés de s'investir dans de nouvelles missions, occasions de découvrir de nouveaux environnements de travail et de renforcer ou d'acquérir de nouvelles compétences.

Des progrès concrets ont été réalisés en matière d'égalité professionnelle femmes / hommes ainsi qu'en faveur de la diversité.

La prise en compte des besoins des salariés confrontés au handicap est devenue une composante naturelle des projets conduits au sein d'IMA (aménagement des locaux, utilisation du braille, participation au Free Handi'se Trophy...), faisant du Groupe une organisation exemplaire en la matière. Entre fin 2014 et fin 2016, le taux d'emploi des personnes handicapées est passé de 5,04% à 5,67% pour le Groupe. Sur la période, IMA GIE, IMH et Sérénia ont atteint le seuil de 6%.

L'amélioration des conditions de travail a fait l'objet d'investissements importants, au sein du Groupe, avec la mise en place de nouveaux environnements de travail et des réaménagements favorisant la transversalité et le travail collaboratif. Le programme immobilier Nantais, lancé en 2016, permettra de regrouper sur un même site les équipes IMA Technologies et IMA Protect. En matière de RSE, le Groupe renforce son ancrage territorial et

poursuit ses initiatives autour de projets économiques, sociétaux ou culturels locaux tels que :

- l'association niortaise de lutte contre le surendettement, membre du réseau Crésus,
- le partenariat avec l'association Les Transmetteurs (programme de formation dans le domaine de l'accompagnement des personnes en perte d'autonomie crée par le docteur Xavier Emmanuelli).

1.3 Stratégie et objectifs

► Plan Stratégique 2015-2017

L'exercice 2017 correspond à la dernière année du Plan Stratégique 2015-2017. Au cours de cet exercice, le Groupe a dépassé une grande partie de ses objectifs initiaux et a significativement amélioré sa performance économique dans la continuité de la dynamique engagée depuis 2011. Il a, dans le même temps, poursuivi son développement commercial et accentué la diversification de son portefeuille clients.

Ce Plan Stratégique 2015-2017 s'attache à respecter les ancrages qui caractérisent l'entreprise :

- s'inscrire au service de la stratégie de ses actionnaires et de ses clients,
- favoriser l'innovation et la créativité,
- construire des partenariats pérennes,
- se doter d'outils indispensables à sa compétitivité,
- mobiliser les équipes en qualité de ressources actives.

Eléments consolidés en millions d'euros	2013	2014	2015	2016	2017	Plan stratégique 2017
Chiffre d'affaires	545	568	602	641	696	631
Chiffre d'activité	715	787	802	837	909	933
Résultat consolidé	11,9	10,1	11,5	13,9	9,5	8,7

1.4

Activité et performance économique

► Les chiffres clés

	Réel 2017	Réel 2016	Ecart R17/R16
Activité Groupe (nombre de dossiers)	2 649 237	2 476 980	+7,0 %
Activité IMA GIE (nombre de dossiers)	1 282 829	1 182 780	+8,5 %
Chiffre activité (en M€) périmètre consolidation	908,7	836,9	+8,6 %
Chiffre affaires (en M€) périmètre consolidation	696	640,9	+8,6 %
Résultat Net (en M€) périmètre consolidation	9,5	13,9	-31,6 %
Coût moyen/dossier IMA GIE (sinistres + frais internes) (en €)	341,9	343,1	-0,4 %
dont coût interne moyen/dossier (en €)	123,8	124,2	-0,3 %
Coût moyen/dossier IMH yc renseignement (en €)	60,1	60,0	+0,2 %
Effectif moyen du Groupe (réparti sur 7 pays traitants)	3 738	3 518	+6,3 %

Données hors Wafa IMA sauf résultat et effectif moyen

► La performance économique du Groupe

Une progression commerciale répartie sur le Groupe :

Le chiffre d'affaires du Groupe a progressé de 55 M€ sur l'exercice.

Le chiffre d'affaires consolidé de l'exercice 2017 s'élève à 696 M€ par rapport à 641 M€ en 2016, soit +8,6 % et le chiffre d'activité à 908,7 M€, soit +8,6 % par rapport à 2016.

Les primes d'assurance représentent 97,5 M€ (93,5 M€ en 2016).

La dynamique commerciale reste forte.

Les entités françaises ont contribué à hauteur de 56 M€ à cette évolution.

Cela s'est traduit par la croissance d'activité des actionnaires, la poursuite du développement de l'activité constructeur (Renault / Peugeot) et le gain de nouveaux contrats.

Le taux de rendement des placements financiers d'IMA SA est d'environ 0,7 % en moyenne sur l'exercice. Ce pourcentage est obtenu dans un marché de taux bas avec des placements sécurisés de court terme.

Le résultat du Groupe s'établit à 9,5 M€ contre 13,9M€ en 2016.

► L'activité en nombre de dossiers

L'activité des entités d'assistance mesurée en nombre de dossiers est supérieure à celle de 2016 (+7,0 %).

Cette progression est la conséquence :

- de l'augmentation des dossiers traités par IMA GIE du fait d'une hausse de la fréquence, de l'extension des garanties, et la hausse des contrats 0 km,
- du développement du parc Renault (intégration de Renault Révision) et de Peugeot dans une moindre mesure.

Activité par nature d'assistance

Nature d'assistance	2017*	2016	Evolution R17/R16
Déplacement	1 990 720	1 883 024	5,7 %
<i>dont Général</i>	1 555 757	1 512 852	2,8 %
<i>dont Médical</i>	37 555	37 798	-0,6 %
<i>dont Constructeurs</i>	397 408	332 374	19,6 %
Domicile	155 858	130 259	19,7 %
Habitation	499 609	460 868	8,4 %
Inter-sites	3 050	2 829	7,8 %
Total Groupe *	2 649 237	2 476 980	7,0 %
Renseignements	988 883	1 000 751	-1,2 %

*Paramètre : Hors site producteur Maroc et hors intersites

Activité par site

Site	2017	2016	Evolution R17/R16
Assistance France	2 195 693	2 000 941	9,7 %
IMA GIE	1 282 829	1 182 780	8,5 %
Sociétés commerciales	436 925	378 748	15,4 %
IMH GIE	475 939	439 413	8,3 %
Assistance internationale	453 544	476 039	-4,7%
Italie	319 232	343 004	-6,9%
Espagne	56 643	58 094	-2,5 %
Belgique	59 529	55 262	7,7 %
Allemagne	13 020	14 488	-10,1 %
UK	5 120	5 191	-1,4 %
Total (nombre de dossiers)	2 649 237	2 476 980	7,0 %

Le résultat consolidé

Résultat d'exploitation

- Activité assurance non vie (IMA Assurances, Assurima, IMA Italia, IMA Iberica)

Les primes acquises s'élèvent à 97,5 M€. Le résultat d'exploitation courante s'établit à 7,3 M€ contre 13,0 M€ en 2016.

Le résultat net consolidé de l'activité assurance non vie s'élève à 4,9 M€ contre 10,3 M€ en 2016.

- Autres activités

Les autres activités (Télédiagnostic, Relations clients, Télé-surveillance) ont dégagé un résultat d'exploitation courant de 1,9 M€ pour un chiffre d'affaires de 598 M€.

Le résultat d'exploitation des autres activités est affecté par la structure des opérations d'IMA GIE (activité sans marge). Le résultat net consolidé des autres activités s'établit à 4,6 M€ contre 3,6 M€ en 2016.

Résultat net consolidé (groupe + minoritaires)

Le résultat net consolidé ressort à 9,5 M€ contre 13,9 M€ en 2016, soit une baisse de 4,4 M€.

Le résultat 2017 intègre, comme en 2016, du crédit d'impôt compétitivité emploi (3,5 M€) et du crédit d'impôt recherche (128 K€).

1.5

Activités des principales entités du Groupe

► IMA SA (holding)

IMA SA détient des participations dans les sociétés du Groupe pour une valeur de 42,9 M€. Elle assure le financement de ses filiales.

IMA SA a encaissé les dividendes de filiales pour 2 554K€, contre 2 052K€ en 2016.

Elle a bénéficié d'une économie d'impôt de 2 628K€ (dont CIR : 128K€ et CICE : 2 500K€).

Le taux de rémunération de ses placements, du fait d'une politique de placements à court terme, est de 0,7 % en moyenne en 2017 au lieu de 1,51 % en 2016.

Le bénéfice de la société est de 1 511K€.

► Les filiales françaises

	Chiffre d'affaires social en K€			Résultat net social après impôt en K€		
	2017	2016	Variation en % 2017/2016	2017	2016	Variation en valeur 2017/2016
Assistance France	594 256	535 073	11 %	5 333	7 666	-2 333
IMA GIE	481 219	441 114	9 %	0	0	
IMA Assurances*	61 922	54 023	15 %	3 248	6 527	-3 279
ASSURIMA*	13 371	9 955	34 %	1 680	847	833
IMA Services	37 744	29 981	26 %	405	292	113
Autres filiales	93 204	92 151	1 %	2 668	2 776	-108
IMH GIE	28 378	27 514	3 %	0	0	
Séréna	5 662	6 086	-7 %	-423	-376	-47
IMA Technologies	20 323	21 409	-5 %	697	575	122
IMA Protect	33 390	31 782	5 %	1 746	1 656	90
SCI Bellune	4 576	4 600	-1 %	465	816	-351
IMA Voyages	875	760	15 %	183	105	78
Total	687 460	627 224	10 %	8 001	10 442	-2 441

*Primes acquises brutes

Les GIE

En France, le Groupe est organisé autour de deux GIE opérationnels :

IMA GIE, pour gérer les opérations d'assistance déplacement et domicile.

IMH GIE, dédié à la gestion des sinistres habitations.

IMA GIE

Par rapport à 2016, l'activité en nombre de dossiers est en augmentation de 8,5% en 2017. Cette croissance est portée par la progression de l'assistance de proximité.

Baisse du coût moyen du dossier à 341,9€ en 2017 contre 343,1€ en 2016, résultant d'une diminution du coût moyen externe de -0,4% et d'une diminution du coût moyen interne à 123,8€ contre 124,2€ en 2016 soit -0,3%.

IMH GIE

L'activité a été forte. Elle augmente de 8,3 % sur l'année. En 2017, 475 939 dossiers ont été ouverts pour 439 413 en 2016. Ce nombre de dossiers intègre les dossiers de renseignements et de réclamations.

La charge moyenne par dossier facturé est stable à 60,1€ contre 60€ en 2016.

Les sociétés d'assurance

IMA Assurances

Société anonyme à Conseil d'Administration, régie par le code des assurances et agréée pour pratiquer des opérations d'assurance dont celle de la branche 18, assistance. Elle est soumise à la taxe sur les conventions d'assurance.

Le résultat de l'exercice 2017 ressort à 3 248K€ contre 6 527K€ en 2016.

Les primes acquises brutes d'un montant de 61 922K€ (54 023 en 2016) sont en augmentation de 14,6 % par rapport à 2016.

ASSURIMA

Société anonyme à Conseil d'Administration régie par le code des assurances et agréée pour pratiquer des opérations d'assistance de la branche 18. Elle est soumise à la TVA.

Le résultat de l'exercice 2017 ressort à 1 680K€ ; il était de 847K€ en 2016.

Les primes acquises brutes d'un montant de 13 371K€ (9 955 en 2016) sont en augmentation de 34,3 % par rapport à 2016.

SCI Bellune

Société civile immobilière qui porte en grande partie les locaux d'exploitation du Groupe en France.

Le résultat de l'exercice 2017 ressort à 465K€ contre 816K€ en 2016.

Le chiffre d'affaires, constitué des loyers, s'établit à 4 576K€. Les bâtiments sont loués aux sociétés du Groupe IMA (principalement IMA GIE).

Séréna

Société par actions simplifiée unipersonnelle, agréée pour toutes activités qui concourent directement et exclusivement à coordonner et délivrer les services à la personne.

Le résultat de l'exercice 2017 ressort à -423K€ ; il était de -376K€ en 2016.

Le chiffre d'affaires 2017 s'élève à 5 662K€ contre 6 086K€ au 31 décembre 2016, soit une baisse de 7%.

A noter le montant du CICE* au titre de 2017 : 43K€.

*Crédit Impôt Compétitivité et Emploi

Les autres sociétés

IMA Services

Société par actions simplifiée unipersonnelle, commercialise des opérations d'assistance à l'acte en prestations de services.

Le résultat de l'exercice 2017 ressort à 405K€ contre 292K€ en 2016.

Le chiffre d'affaires est en progression de 26 % passant de 29 981K€ à 37 744K€.

IMA Technologies

Société par actions simplifiée unipersonnelle, immatriculée au registre des intermédiaires en assurance, banque et finance (ORIAS), exerce les activités de télédiagnostic, de relation clientèle, d'informations juridiques, vie pratique et help desk informatique.

Le résultat de l'exercice 2017 ressort à 697K€ contre 575K€ en 2016.

Le chiffre d'affaires s'élève à 20 323K€ contre 21 409K€ en 2016 (-5 %).

A noter le montant du CICE* au titre de 2017 : 580K€.

IMA Protect

Société par actions simplifiée unipersonnelle autorisée CNAPS (Conseil National des Activités Privées de Sécurité) et certifiée APSAD de Service de Télésurveillance. Inter Mutuelles Télésassistance est devenue IMA Protect au 1^{er} janvier 2017.

Le résultat de l'exercice 2017 ressort à 1 746K€ contre 1 656K€ en 2016. Le chiffre d'affaires 2017 s'élève à 33 390K€, il était de 31 782K€ en 2016, soit +5 %. Cette progression est due à la croissance du portefeuille, soit 73 032 abonnés contre 68 496 fin 2016 (+6,6%).

A noter le montant du CICE* au titre de 2017 : 362K€.

► Les filiales internationales

	2017	2016	Variation en % 2017/2016		2017	2016	Variation en valeur 2017/2016
IMA Deutschland	4 201	3 682	14 %		-140	-249	109
IMA Iberica	8 916	8 252	8 %		498	239	259
Prestima	11 922	8 699	37 %		391	474	-83
IMA Italia*	13 346	20 059	-33 %		-980	1 035	-2 015
IMA Servizi*	20 869	26 183	-20 %		0	0	0
IMA Benelux**	7 703	7 105	8 %		230	182	48
IMA UK	4 366	4 084	7 %		-58	6	-64
Wafa IMA Assistance**	20 899	17 855	17 %		2 227	1 898	329
Total	92 222	95 919	-4 %		2 168	3 585	-1 417

*Données non définitives pour 2017 **Quote-part 100%

NB : Les chiffres d'affaires d'IMA Iberica, d'IMA Italia et de Wafa IMA Assistance de 2017 et 2016 sont calculés sur la base des primes acquises brutes.

Groupe Espagne (IMA Iberica et Prestima)

Le résultat du Groupe en Espagne s'élève à 889 K€ en 2017 contre 713 K€ à fin 2016.

Le chiffre d'affaires est de 20 838 K€ en 2017 contre 16 951 K€ en 2016.

Le Groupe s'appuie sur deux entités pour réaliser son activité :

IMA Iberica

Société anonyme d'assurance de droit espagnol avec pour objet la réalisation d'opération d'assurance et de réassurance incluse dans la branche 18.

Le résultat de l'exercice 2017 ressort à 498K€ contre 239K€ en 2016.

Les primes acquises brutes en 2017 s'élèvent à 8 916K€. Elles étaient de 8 252K€ en 2016, soit +8 %.

Cette variation est liée essentiellement à la progression des activités des clients Sanitas et Car mobility System.

Prestima

Société à responsabilité limitée.

Le résultat de l'exercice 2017 ressort à 391K€ contre 474K€ en 2016.

Le chiffre d'affaires en 2017 s'élève à 11 922K€ en hausse de 37% par rapport à 2016 (8 699K€).

Cette progression provient essentiellement de la croissance des clients Epsv, Linea Directa, Pelayo, Mutuaide.

Groupe Italie (IMA Italia et IMA Servizi)

Le résultat du Groupe en Italie s'élève à -980K€ en 2017 contre 1 035K€ à fin 2016.

Le chiffre d'affaires est de 34 215K€ en 2017 pour 46 242K€ en 2016.

Le Groupe s'appuie sur deux entités pour réaliser son activité :

IMA Italia

Société d'assurance de droit italien.

Le résultat de l'exercice ressort à -980K€ en 2017 contre 1 035K€ en 2016.

Le montant des primes brutes acquises 2017 est de 13 346K€ contre 20 059K€ en 2016, soit -33 %, suite au départ du client UNIPOL.

IMA Servizi

Société consortile à responsabilité limitée.

Le résultat net est égal à zéro car la société est un consortium (équivalent GIE).

Le chiffre d'affaires est de 20 869 K€ contre 26 183 K€ en 2016, soit une variation de -20 %.

Cette baisse résulte essentiellement de la diminution de l'activité avec IMA Italia liée au départ du client UNIPOL, atténuée avec l'arrivée de nouveaux clients comme Renault ou Arval.

IMA Deutschland

Société à responsabilité limitée avec pour vocation la mise en œuvre de prestations d'assistance.

Le résultat de l'exercice 2017 ressort à -140 K€ contre -249 K€ en 2016.

Le chiffre d'affaires de 4 201 K€ est en progression de +14%, avec l'arrivée d'un nouveau client SOS PZM.

IMA Benelux

Société anonyme de droit belge.

Le résultat de l'exercice 2017 ressort à 230K€ contre 182K€ en 2016.

Par rapport à l'exercice précédent, le chiffre d'affaires est en hausse de 8% à 7 703K€.

Elle correspond essentiellement à l'augmentation de l'activité déplacement et constructeur.

IMA UK

Société à responsabilité limitée de droit anglais.

Le résultat de l'exercice 2017 ressort à -58 K€ contre 6K€ en 2016.

Le chiffre d'affaires sur l'exercice est en hausse de 7 % à 4 366K€ principalement sur l'activité avec les clients HAI European, Britania Rescue.

Wafa IMA Assistance (société mise en équivalence à 35 %)

Société d'assurance de droit marocain.

Le résultat de l'exercice 2017 ressort à 2 227K€ contre 1 898K€ en 2016, soit 780K€ de contribution aux résultats consolidés du Groupe en 2017 par mise en équivalence (hors retraitements de consolidation).

Les primes acquises brutes de l'exercice s'élèvent à 20 899K€ contre 17 855K€ en 2016 soit une progression de 17 %.

Cette augmentation s'explique par la progression de l'ensemble des activités et plus particulièrement de l'assistance automobile et des activités en contrats d'agents et courtiers.

1.6

Événements postérieurs à la clôture de l'exercice

Aucun événement important n'est intervenu sur la période allant de la date d'arrêté des comptes consolidés et la date à laquelle ils ont été établis.

1.7

Perspectives

L'année 2017 est la dernière année du plan stratégique 2015-2017. Celui-ci s'est traduit par des résultats économiques supérieurs aux objectifs.

Notre ambition en 2018, année de démarrage du Plan Stratégique 2018-2020, est de continuer notre développement à l'aide d'initiatives stratégiques qui contribueront à transformer notre modèle.

Trois leviers permettront d'accélérer notre transformation : l'innovation, la plateforme digitale de services, la data et le SI.

Le plan du Groupe s'articule autour de trois plateformes aux objectifs ambitieux :

- **Déplacement** : de l'assistance déplacement à une plateforme "mobilité sécurisée".
 - Faciliter et sécuriser la mobilité quotidienne, les déplacements ponctuels et les voyages des clients.
- **Habitat** : des services à l'habitat à une plateforme "maison connectée et sécurisée".
 - Orchestrer l'ensemble des dispositifs de sécurité et de confort au domicile.
- **Service à la personne** : de l'assistance aux personnes à une plateforme "santé bien-vivre".
 - Aider chacun à vivre mieux, à tous les âges et à faire face aux aléas de la vie.

1.8

Dispositif de maîtrise des risques

► *Le dispositif de maîtrise des risques s'appuie sur :*

- Le système de contrôle interne
- La gestion des risques
- La conformité
- L'actuariat
- L'audit interne
- Le plan de continuité d'activité
- La démarche qualité

► *Le système de contrôle interne*

Le Groupe a mis en place une organisation visant à la maîtrise des activités.

Cette organisation s'appuie sur l'ensemble des collaborateurs du Groupe. Chaque collaborateur doit être un contributeur actif du Contrôle Interne.

Le dispositif repose sur 3 lignes de maîtrise :

- 1^{ère} ligne de maîtrise : des activités de contrôles définies et mises en œuvre par les opérationnels
- 2^{ème} ligne de maîtrise : structuration et coordination du dispositif de maîtrise des activités
- 3^{ème} ligne de maîtrise : une évaluation globale et indépendante du dispositif.

► *La gestion des risques*

La Gestion des Risques est une des composantes de la deuxième ligne de maîtrise des activités du Groupe. Elle s'appuie sur une démarche d'identification et d'évaluation des principaux risques, de gestion des incidents, de suivi des plans d'action.

Ces éléments nourrissent les travaux menés pour l'ORSA (évaluation interne des risques et de la solvabilité) et la bonne information de la gouvernance.

L'identification des risques est mise à jour et affinée par une démarche croisée « top down et bottom up ».

Sur cette base, une cartographie des risques est établie et des préconisations définies.

Les incidents sont tracés dans un outil spécifique de Gestion des Risques. Ces informations viennent enrichir les cartographies.

De l'analyse de ces cas et des informations issues des cartographies, naissent des plans d'action qui font l'objet d'un suivi par le service de Gestion des Risques pour les plus importants d'entre eux.

► *La Conformité*

La fonction conformité, prévue à l'article L 354-1 du code des assurances, a été mise en place selon une approche par thématique.

Les thématiques générales traitées en priorité sont :

- la protection de la clientèle,
- la protection des données personnelles,
- les codes déontologiques professionnels,
- la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme,
- l'externalisation.

La fonction conformité agit principalement pour le compte des entités d'assurance : IMA Assurances et Assurima.

Par ailleurs, la fonction conformité inclut la lutte anti-fraude interne ou externe.

► *L'actuariat*

La fonction actuarielle, prévue à l'article 48 de la directive Solvabilité 2, a été mise en place en fin d'année 2015. Les travaux font l'objet d'un rapport annuel qui traite les thématiques suivantes :

- les provisions techniques,
- la politique de souscription,
- la réassurance,
- la contribution de la fonction actuarielle au système de gestion des risques.

Le rapport portant sur l'exercice 2016 a été produit en 2017.

► *L'audit interne*

L'audit interne a pour mission d'apporter aux instances de surveillance et aux dirigeants une assurance globale sur le degré de maîtrise des opérations du Groupe ainsi que des conseils d'amélioration. Il constitue la troisième ligne de maîtrise des activités du Groupe.

Afin de garantir son indépendance, l'Audit Interne est rattaché hiérarchiquement au Président du Directoire et dépend fonctionnellement du Comité d'Audit et des Risques.

Le suivi du plan d'audit 2017 et la mise en œuvre des recommandations ont fait l'objet d'un examen régulier par le Comité d'Audit et des Risques.

► La démarche Qualité

Elle s'assure que l'organisation, les modes de fonctionnement apportent, de manière permanente, le service souhaité par les clients du Groupe IMA.

Cette démarche prend appui sur la maîtrise des activités et leur amélioration continue. Elle participe à l'optimisation du pilotage de l'entreprise (amélioration permanente via la description de la cartographie des processus, satisfaction client via le baromètre clients basé sur un dispositif d'enquêtes de satisfaction) en complément du contrôle des risques (gestion des risques, conformité, contrôle permanent) et de l'audit interne (évaluation périodique, sécurisation de l'atteinte des objectifs).

Le Groupe s'est engagé de manière volontaire, dans une démarche de certification en s'appuyant sur la norme ISO 9001.

En 2014, IMA GIE a été certifié Qualité ISO 9001 V 2008 pour le périmètre "développement et mise en service des prestations d'assistance déplacement et voyage pour les bénéficiaires des actionnaires et clients, 24 h/24, 7 J/7, 365 J/365". L'audit de renouvellement en 2016 (V 2008) a confirmé l'excellent niveau de maturité du système de management de la qualité et la certification ISO maintenue. L'audit effectué en 2017 sur la nouvelle version 2015 de la norme ISO 9001 a encore confirmé la qualité du système de management de la qualité avec 3 axes du référentiel qualifiés « d'exemplaire » qui est le niveau maximal. La certification est renouvelée.

Cette certification s'ajoute à celles obtenues par d'autres entités du Groupe : IMA Technologies, IMA Italia, IMA Iberica, IMH GIE et IMA Protect qui sont également maintenues. La certification NF 399 Logiciel de Sécurité Civile et ISO 25051, délivrée en 2015 pour notre application de Front Office Assistance, vient compléter la liste des certificats obtenus par le Groupe IMA. Cette certification a été renouvelée en septembre 2016 puis à la même période en 2017.

Les niveaux de satisfaction clients demeurent très élevés en 2016 avec un taux de satisfaction global (toutes natures d'assistance confondues) de 95% et un taux d'excellence de 75%. Les résultats du premier semestre 2017 sont dans la même tendance.

► Le plan de continuité d'activité (PCA)

Compte tenu de la spécificité du métier d'assistant et de l'importance du risque opérationnel, un plan de continuité d'activité a été mis en place et fait l'objet d'un suivi permanent.

A ce titre, les objectifs prévus pour 2017 au titre de ce plan ont été réalisés, à savoir :

- la convocation de la cellule de crise,
- les tests opérationnels des Plans de Reprise d'Activité (PRA), toutes les entités disposant dorénavant d'un tel dispositif de repli,
- le passage du fonctionnement du site déporté de Trévins en mode plateau distant avec validation de fonctionnement en mode autonome,
- les mises à jour des PCA de toutes les entités du Groupe,
- les tests sur des procédures critiques des PCA.

Ces travaux permettent d'établir une description et une auto-évaluation des principaux risques opérationnels, une information sur les contrôles existants et visent à atteindre, par des plans d'actions si nécessaire, la maîtrise des risques.

1.9

La démarche de responsabilité sociétale (RSE)

Le Groupe IMA a fait le choix de s'engager dans une démarche de Responsabilité Sociétale de l'Entreprise (RSE) afin de généraliser à l'ensemble du Groupe les bonnes pratiques sociales, sociétales, environnementales et économiques, piliers d'un développement durable et fondées sur les valeurs de l'économie sociale dont le Groupe est issu. Pour structurer sa démarche et couvrir tous les champs de la RSE, le Groupe s'est appuyé sur la norme internationale de Responsabilité Sociétale ISO 26000. La démarche se construit avec les entités et les métiers du Groupe afin de la rendre opérationnelle et concrète dans chacune de ses activités.

Intégrée aux plans stratégiques, la RSE s'articule autour de 4 axes de travail prioritaires pour le Groupe IMA :

► *Respecter et anticiper les exigences réglementaires*

Le respect de la réglementation constitue le socle de notre engagement RSE. Les évolutions réglementaires s'accroissent ces dernières années : article 173 de la Loi de Transition Énergétique, Déclaration de Performance Extra-Financière, lutte contre le gaspillage alimentaire, prévention et gestion des déchets, lutte contre la corruption... IMA publie depuis 2012 son Bilan des Emissions de Gaz à Effet de Serre (BEGES-r) et met en place les actions de réduction de GES et de consommations en énergie et en ressources naturelles. Des informations sociales, sociétales et environnementales sont volontairement intégrées depuis l'exercice 2014 dans les bilans annuels ou en annexe. Dans le domaine social, de nombreux accords ont été signés (égalité professionnelle femmes/hommes, diversité, GPEC, santé, risques psychosociaux ...).

► *Répondre aux attentes des actionnaires, clients et bénéficiaires ; proposer et valoriser des produits et services responsables*

Au même titre que la qualité de service, la prise en compte des enjeux RSE doit être assurée tout au long de la chaîne de valeur, de l'assurance à l'assistance. Dans la continuité des engagements pris par les mutuelles actionnaires et les clients en faveur du développement durable, IMA propose des produits et services responsables qui répondent aux attentes d'une société en mutation : évolution des modes de vie, vieillissement de la population, développement de nouvelles technologies et du numérique... Par ailleurs, les entreprises donneuses d'ordres étant attendues sur leur devoir de vigilance dans leurs relations avec les fournisseurs, IMA se met en capacité de répondre à leurs exigences concernant ses propres engagements RSE.

► *Accompagner les métiers du Groupe dans la mise en œuvre de pratiques responsables*

L'intégration opérationnelle de la RSE dans la stratégie du Groupe implique la mobilisation des salariés et des métiers sur les enjeux d'une démarche RSE pour IMA, tant pour son développement économique et humain que pour ses relations avec ses partenaires. Elle se traduit concrètement par la mise en œuvre de pratiques et de projets responsables (efficacité énergétique des bâtiments, dématérialisation des flux papier, intégration de critères RSE dans les achats et la charte d'engagement Qualité-RSE des prestataires réseau)... et la recherche de partenariats et d'engagements durables en continuité avec nos activités d'assistance.

► *Contribuer au développement des territoires et renforcer notre politique de partenariat*

L'ancrage territorial constitue un axe fondateur de l'engagement RSE d'IMA. Le Groupe poursuit sa politique de soutien direct à l'emploi et à l'économie locale : maintien des activités sur les territoires d'implantation (non-délocalisation des plateaux d'assistance), recours privilégié à des sous-traitants et fournisseurs locaux, soutien aux initiatives d'insertion par le travail, investissement dans l'économie numérique... Le Groupe contribue également au rayonnement du territoire au travers de partenariats culturels, sportifs, pédagogiques et de solidarité ou en lien avec ses métiers, notamment dans la santé et le médical. En parallèle, IMA reste activement engagée auprès des collectivités sur des projets de développement durable.

1.10

Instruments financiers

Aucun instrument financier à terme (IFT) n'est souscrit par les entités du Groupe.



COMPTES CONSOLIDÉS 2017

2.1	Bilan	26
	Bilan actif	26
	Bilan passif	27
2.2	Compte de résultat	28
2.3	Tableau des engagements reçus et donnés	29
2.4	Annexe aux comptes consolidés	30
	Référentiel comptable	30
	Faits marquants de l'exercice	30
	Périmètre de consolidation	30
	Modalités de consolidation	32
	Méthodes et règles d'évaluation	33
	Informations complémentaires sur les postes du bilan	39
	Informations complémentaires sur les postes du compte de résultat	50
	Comptes de résultats sectoriels	56
	Événements postérieurs à la clôture de l'exercice	57
2.5	Rapport des commissaires aux comptes	58
	Rapport des Commissaires aux Comptes sur les Comptes Consolidés	58

2.1 Bilan

Bilan actif

IMA consolidé (en Euro)

	NET N TOTAL 31/12/2017	NET N-1 TOTAL 31/12/2016
<i>Ecart d'acquisition</i>		
<i>Actifs incorporels</i>	34 947 230	30 876 435
<i>Placements des entreprises d'assurance</i>	61 703 100	61 036 389
Terrains et constructions	2 232 705	2 253 873
Placements dans les entreprises liées et dans des entreprises avec lesquelles existe un lien de participation	0	0
Autres placements	59 470 395	58 782 516
<i>Placements représentant les engagements en UC</i>		
<i>Placements des autres entreprises</i>	88 661 365	99 014 456
Terrains et constructions	38 961 853	39 177 397
Placements dans les entreprises liées et dans des entreprises avec lesquelles existe un lien de participation	25 020	25 020
Autres placements	49 674 492	59 812 039
<i>Titres mis en équivalence</i>	3 452 794	3 086 504
<i>Part des cessionnaires et rétrocessionnaires dans les provisions techniques</i>	2 387 432	2 167 409
Provisions pour primes non acquises	1 769 635	1 347 440
Provisions pour sinistres	617 797	819 969
Autres provisions techniques	0	0
<i>Créances nées des opérations d'assurance et de réassurance</i>	8 369 026	14 936 896
Primes acquises non émises	1 991 654	3 404 213
Autres créances nées d'opérations d'assurance directe	5 713 550	6 067 524
Créances nées d'opérations de réassurance	663 822	5 465 159
<i>Créances sur les entreprises du secteur bancaire</i>	29 153 007	30 238 407
Compte courant et caisse	29 153 007	30 238 407
<i>Autres créances</i>	116 699 554	92 311 246
Personnel	200 941	182 400
Etat, organismes de Sécurité Sociale, collectivités publiques	10 682 920	8 291 697
Débiteurs divers	105 815 693	83 837 149
Capital appelé non versé	0	0
<i>Autres actifs</i>	34 018 542	29 806 504
Actifs corporels d'exploitation	28 876 142	26 045 694
Autres	5 142 400	3 760 810
<i>Comptes de régularisation - Actif</i>	4 267 838	4 054 319
Frais d'acquisition reportés	1 309 179	1 201 522
Autres	2 958 659	2 852 797
<i>Différence de conversion</i>	0	0
Total de l'actif	383 659 888	367 528 565

Bilan passif

IMA consolidé (en Euro)

	NET N TOTAL 31/12/2017	NET N-1 TOTAL 31/12/2016
Capitaux propres du Groupe	155 178 712	145 924 143
Capital social	31 407 217	31 407 217
Primes d'émission	21 485 819	21 485 819
Résultat de l'exercice	9 444 927	13 848 572
Réserves	92 865 894	79 167 202
Autres	-25 145	15 333
Intérêts minoritaires	794 206	754 270
Passifs subordonnés		
Provisions techniques brutes	33 887 438	31 501 003
Provisions techniques Vie		
Provisions techniques non-Vie	33 887 438	31 501 003
Provisions techniques en UC		
Provisions pour risques et charges	2 813 254	2 692 557
Dettes nées des opérations d'assurance et de réassurance	7 199 554	8 877 557
Dettes représentées par des titres		
Dettes envers les entreprises du secteur bancaire	23 300 824	28 535 215
Autres dettes	159 083 410	147 560 911
Comptes de régularisation - Passif	1 402 490	1 682 909
Différence de conversion	0	0
Total du passif	383 659 888	367 528 565

2.2

Compte de résultat

IMA consolidé (en Euros)

	ACTIVITES ASSURANCE NON-VIE	AUTRES ACTIVITES	TOTAL 31/12/2017	TOTAL 31/12/2016
Primes émises	97 899 475		97 899 475	96 285 902
Variation des primes non acquises	-344 129		-344 129	-2 795 453
Primes acquises	97 555 346	0	97 555 346	93 490 449
Produits d'exploitation bancaire			0	0
Chiffre d'affaires ou produits des autres activités		597 689 302	597 689 302	545 847 136
Autres produits d'exploitation	714 952	3 609 726	4 324 678	3 943 432
Produits financiers nets de charges	-21 650	-222 404	-244 054	73 026
Produits d'exploitation courants	98 248 648	601 076 624	699 325 272	643 354 043
Charges des prestations d'assurance	-73 708 994		-73 708 994	-66 966 295
Charges ou produits nets des cessions en réassurance	-403 764		-403 764	-549 809
Charges des autres activités		-318 907 288	-318 907 288	-285 591 397
Charges de gestion	-16 851 004	-280 298 745	-297 149 749	-275 624 154
Charges d'exploitation courantes	-90 963 762	-599 206 033	-690 169 795	-628 731 655
Résultat de l'exploitation courante	7 284 886	1 870 591	9 155 477	14 622 388
Autres produits nets			31 670	33 684
Résultat exceptionnel			-367 388	1 293 270
Impôts sur les résultats			-61 775	-2 779 033
RÉSULTAT NET DES ENTREPRISES INTÉGRÉES			8 757 984	13 170 309
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence			726 878	705 555
Dotation aux amortissements des écarts d'acquisition			0	0
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ			9 484 862	13 875 864
Intérêts minoritaires			39 935	27 292
RÉSULTAT NET (PART DU GROUPE)			9 444 927	13 848 572

2.3

Tableau des engagements reçus et donnés

IMA consolidé (en K€uros)

	31/12/2017	31/12/2016
Engagements reçus	4 257	4 196
Entreprises d'assurance	860	1 219
Entreprises du secteur bancaire	0	0
Autres entreprises	3 397	2 977
Engagements donnés	37 807	39 861
Entreprises d'assurance	0	0
Entreprises du secteur bancaire	0	0
Autres entreprises	37 807	39 861

2.4

Annexe aux comptes consolidés

► *Référentiel comptable*

Les comptes consolidés du Groupe sont établis conformément aux dispositions de la législation française définies par :

- la loi du 3 janvier 1985 et son décret d'application du 17 février 1986,
- la loi n° 94-679 du 8 août 1994,
- les décrets n° 94-481 et 94-482 du 8 juin 1994,
- l'arrêté du 20 juin 1994,
- le règlement n° 2000-05 du 7 décembre 2000 relatif aux règles de consolidation et de combinaison des entreprises régies par le code des assurances.

► *Faits marquants de l'exercice*

Le chiffre d'affaires consolidé s'élève 696 M€ par rapport à 641 M€ en 2016, soit +8,6 % et le chiffre d'activité est de 908,7 M€ contre 837M€ en 2016, soit + 8,6 %.

Les primes d'assurance représentent 97,5 M€ (93,5 M€ en 2016).

La dynamique commerciale reste forte.

Les entités françaises ont contribué à hauteur de 56 M€ à cette évolution.

Cela s'est traduit par la croissance d'activité des actionnaires, la poursuite du développement de l'activité Groupe Renault / Peugeot Citroën, le gain de nouveaux contrats. Le taux de rendement des placements financiers d'IMA SA est d'environ 0,7 % en moyenne sur l'exercice. Ce pourcentage est obtenu dans un marché de taux bas avec des placements sécurisés de court terme. Le résultat du Groupe s'établit à 9,5M€ contre 13,9M€ en 2016.

► *Périmètre de consolidation*

Toutes les entreprises contrôlées par IMA SA ou sur lesquelles elle exerce une influence notable sont incluses dans le périmètre de consolidation.

Toutes les entreprises incluses dans le périmètre de consolidation sont sous contrôle exclusif à l'exception de WAFA IMA Assistance et d'IMA Benelux.

WAFA IMA Assistance est consolidée selon la méthode de mise en équivalence depuis 2011. IMA Benelux est consolidée selon la méthode de l'intégration proportionnelle à partir de 2012.

La SARL Domissima, au capital de 25K€, détenue à 100 % par IMA SA a été créée en 2008.

Le montant des titres de cette société n'étant pas significatif, elle n'est pas consolidée en 2017.

Il n'y a pas eu de mouvements sur le périmètre de consolidation en 2017.

Le GIE La Chantreterie, groupement d'intérêt économique, situé 1 impasse Claude Nougaro 44800 Saint Herblain, a été créé en 2017. Les membres sont IMA Technologies, IMA Protect et MACIFIN. Cette entité qui a démarré son activité fin 2017 n'a pas été consolidée.

Périmètre et méthode

Nom commercial et siège social	Pays	% contrôle	% intérêt	Méthode
1 - Activité Holding				Conso- lidante
<u>IMA SA</u> 118 avenue de Paris – NIORT	France	100,00	100,00	
2 - Activité Assurance				
<u>IMA Iberica</u> Julián Camarillo n°29 – MADRID	Espagne	100,00	100,00	Globale
<u>IMA Italia Assistance</u> Piazza Indro Montanelli n°20 – Sesto San Giovanni (MILAN)	Italie	100,00	100,00	Globale
<u>IMA Assurances</u> 118 avenue de Paris – NIORT	France	100,00	100,00	Globale
<u>Assurima</u> 118 avenue de Paris – NIORT	France	100,00	100,00	Globale
<u>Wafa IMA Assistance</u> Casablanca Business Center, lot°2 lotiss. Mandarouna Sidi Maârouf, CASABLANCA	Maroc	35,00	35,00	Equiva- lence
3 - Activité hors assurance				
Assistance				
<u>IMA GIE</u> 118 avenue de Paris – NIORT	France	84,57	84,57	Globale
<u>IMA Services</u> 118 avenue de Paris – NIORT	France	100,00	100,00	Globale
<u>Séréna</u> 118 avenue de Paris – NIORT	France	100,00	100,00	Globale
<u>IMA Deutschland</u> 250 B Leopoldstrasse –80807MUNICH	Allemagne	100,00	100,00	Globale
<u>Prestima</u> Julián Camarillo n°29 – MADRID	Espagne	100,00	100,00	Globale
<u>IMA Servizi</u> Piazza Indro Montanelli n°20 – Sesto San Giovanni (MILAN)	Italie	100,00	99,31	Globale
<u>IMA Benelux</u> Parc d’Affaires Zénobe Gramme – Bât 11/12 Square des Conduites d’Eau – LIEGE	Belgique	50,00	50,00	Propor- tionnelle
<u>IMA UK Assistance Limited</u> Cottingley Business Park – BD 16 – 1PY WEST YORKSHIRE	Angleterre	100,00	100,00	Globale
<u>Inter Mutuelles Habitat GIE</u> 471 rue Puits Japie, ZA Le Luc – ECHIRE	France	80,00	80,00	Globale
Autres activités				
<u>IMA Technologies</u> 1 impasse Claude Nougaro – SAINT HERBLAIN	France	100,00	100,00	Globale
<u>IMA Protect</u> 10 rue Henri Picherit – NANTES	France	100,00	100,00	Globale
<u>IMA Voyages</u> 118 avenue de Paris – NIORT	France	100,00	100,00	Globale
Immobilier				
<u>SCI Bellune</u> 118 avenue de Paris – NIORT	France	100,00	100,00	Globale

Modalités de consolidation

Méthode de consolidation

Les seize filiales, sous contrôle exclusif, ont été consolidées par intégration globale. WAFA IMA Assistance est mise en équivalence et IMA Benelux est consolidée selon la méthode de l'intégration proportionnelle.

Harmonisation et retraitements de consolidation

Les comptes sociaux des sociétés françaises et étrangères du Groupe IMA sont établis, pour leur activité respective, selon les règles comptables en vigueur dans les pays considérés.

Les retraitements nécessaires à l'harmonisation des méthodes d'évaluation retenues par les sociétés consolidées sont effectués lorsqu'ils présentent un caractère significatif.

Ainsi, aucun retraitement d'homogénéisation n'a été jugé nécessaire pour ce qui concerne les provisions techniques, les placements ; les cadences d'amortissements sont harmonisées conformément aux dispositions du règlement CRC 2002-10.

Les retraitements de consolidation ont porté notamment sur les opérations de location financement et les impôts différés.

Date de clôture

La consolidation est réalisée à partir des comptes annuels de chaque société arrêtés au 31 décembre.

Conversion des comptes d'entreprises établissant leurs comptes en monnaies étrangères

Les comptes des filiales IMA UK et WAFA IMA Assistance, hors zone euro, sont convertis selon la méthode du cours de clôture :

- les éléments bilanciels sont convertis au cours de clôture, les produits et charges au cours moyen de la période,
- les écarts de conversion constatés sur le bilan d'ouverture et le résultat sont inscrits au poste "écarts de conversion".

Elimination des opérations internes au Groupe

Toutes les opérations internes au Groupe sont éliminées.

Lorsque ces opérations affectent le résultat consolidé, l'incidence de leur élimination est répartie entre les intérêts du Groupe et les intérêts minoritaires dans l'entreprise ayant réalisé le résultat.

L'élimination des incidences des opérations internes portant sur des actifs a pour conséquence de les ramener au coût historique consolidé.

Les opérations internes éliminées portent notamment sur :

- les créances et dettes réciproques, ainsi que les produits et charges réciproques,
- les dividendes intra-groupes,
- les dépréciations des titres de sociétés consolidées ou de créances détenues sur celles-ci.

Imposition différée

Des impôts différés ont été calculés sur toutes les différences significatives liées à des décalages temporaires entre la base imposable et le résultat comptable selon la méthode du report variable.

En application de la loi de finances 2018 qui prévoit une diminution du taux d'impôts sur les sociétés de 33,33 % à 25 % d'ici 2022, les impôts différés actifs et passifs ont été comptabilisés en prenant en compte les taux d'impôts qui seront applicables lorsque les différences temporaires se résorberont.

Ce traitement se traduit par un impôt différé actif comptabilisé pour 13K€ et un impôt différé passif de 74K€.

Les impôts différés actifs et passifs sont présentés respectivement en comptes de régularisation actifs et passifs.

Les actifs et passifs d'impôts différés concernant une même entité fiscale ont été compensés. Ils concernent les sociétés faisant partie de l'intégration fiscale d'IMA SA : IMA GIE (84,57 %), IMA Services, SCI Bellune, IMA Technologies, Inter Mutuelles Téléassistance, IMA Assurances, Assurima, Inter Mutuelles Habitat (80 %) et Sérénia.

L'actif d'impôts différés, estimé à 183K€ et relatif à la filiale IMA UK, n'a pas été comptabilisé car sa récupération n'est pas jugée probable, dans un avenir proche, du fait de la situation déficitaire actuelle de cette société.

Il en est de même pour la filiale Prestima ; l'actif d'impôts différés non comptabilisé est estimé à 61 K€. En ce qui concerne IMA Deutschland, il est évalué à 312K€.

Ecarts de première consolidation

Lors de l'entrée dans le périmètre de consolidation d'une entreprise, la différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation de l'ensemble des actifs et passifs identifiés constitue l'écart d'acquisition.

Les écarts d'évaluation constatés sur des actifs et passifs identifiables sont imputés sur l'écart d'acquisition.

Les écarts d'acquisition résiduels sont, lorsqu'ils sont positifs, inscrits à l'actif immobilisé et amortis sur une durée fonction du contexte de l'acquisition. Lorsqu'ils sont négatifs, ils représentent une provision pour risques qui est inscrite au passif du bilan.

Comptes sociaux des entités italiennes

Les comptes sociaux des entités italiennes, intégrés en consolidation, sont réalisés selon des données provisoires au 31 décembre 2017. Leurs comptes sociaux définitifs sont arrêtés postérieurement aux comptes consolidés du Groupe IMA.

La différence entre les résultats sociaux provisoires et définitifs de ces sociétés est constatée dans les résultats consolidés de l'exercice suivant.

L'impact sur les comptes consolidés 2017 est une charge de 533 K€ correspondant à un écart sur le résultat 2016.

► Méthodes et règles d'évaluation

■ Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

L'option d'activation des projets développés par IMA GIE (Livraisons A Soi Même : LASM) a été prise en 2006 pour l'ensemble du Groupe IMA de manière irréversible, engageant l'ensemble des sociétés du Groupe IMA sur l'ensemble de leurs projets.

Chaque projet est analysé chaque année en 4 étapes :

Etape 1

- identification des parties autonomes acquises sur le marché,
- identification des projets développés par des salariés d'IMA GIE et/ou des prestataires informatiques externes,
- lotissement des projets chaque fois que :
 - . des lots se distinguent du fait de dates de recettes ou de durées d'utilisation distinctes,
 - . des lots sont destinés à une ou plusieurs entités du Groupe IMA.

Etape 2

Pour les projets développés en interne, vérification de la validité de tous les critères d'immobilisation.

Critères	Immobilisation	Charges
1- Faisabilité technique	oui	Un "non" suffit. Les 6 critères doivent être simultanément réunis pour chaque projet passé au crible des critères au moment de la préparation budgétaire de l'année N où ils débutent, ceci étant validé par le dernier Directoire de l'année N-1
2- Intention d'achever	oui	
3- Capacité à utiliser	oui	
4- Avantages futurs	oui	
5- Disponibilité des ressources	oui	
6- Evaluation possible	oui	

Etape 3 : évaluation des composantes immobilisables des projets

• Phases

Pour chaque projet, seuls les coûts encourus sur certaines phases sont activables :

Phase PsNext	Phase DAF	Charge / Immo
Pré-étude	Etude préalable	Charge
Mise en œuvre	Analyse fonctionnelle	Immo
Mise en œuvre	Analyse organique (conception détaillée de l'application)	Immo
Mise en œuvre	Programmation (appelée parfois codification)	Immo
Mise en œuvre	Tests et jeux d'essais	Immo
Mise en œuvre	Documentation destinée à une utilisation interne et externe	Immo
Production et Post-production	Formation de l'utilisateur	Charge
Production et Post-production	Suivi de logiciel (maintenance)	Charge

• Centres de coûts

Seules les dépenses contribuant à la construction de la solution du projet sont prises en compte (essentiellement dépenses identifiées dédiées au projet et les charges relatives aux équipes de développement informatique).

Etape 4 : paramètres d'immobilisation

Montant	. Salaires (salariés fonctionnels dédiés au projet) = Nombre jours x coût budget . Salaires (salariés développeurs informatiques) = Nombre jours x coût budget . Frais externes AMOE = Réel TTC (y compris factures non parvenues).
Durée d'amortissement	Durée d'utilisation techniquement prévue pour le matériel/licences. La durée d'amortissement est la durée d'utilisation prévue par la direction sur la base de données techniques ou commerciales.
Date de début	Date du procès-verbal de réception (recette du lot du projet)

Logiciels acquis

Ils comprennent des logiciels informatiques acquis et amortis sur une durée de 3 ans en linéaire.

Logiciels développés en interne

Conformément à la réglementation, les dépenses de recherches sont enregistrées en charges sur l'exercice au cours duquel elles sont encourues et les frais de développement et de création de logiciels en interne sont immobilisés dès lors qu'ils remplissent les critères énoncés par les textes.

Au sein du Groupe IMA, les projets suivants sont en mesure de satisfaire aux conditions décrites ci-dessus.

◆ IMA GIE

Dans le cadre du schéma directeur informatique, la refonte de la partie front-office (projet Nouma domicile) a démarré en 2015. Certains projets ont été livrés et mis en service en 2015, d'autres projets liés à Nouma ont été mis en service en 2017 (Nouma Connexe, Nouma domicile) suite à la mise en production de la V1 Higgins. D'autres projets sont en cours en 2017.

Le tableau ci-dessous représente l'évolution des projets LASM entre 2016 et 2017 :

	31.12.16			31.12.17		
	Valeur brute	Amortissements	Valeur nette	Valeur brute	Amortissements	Valeur nette
Projets en service	1 521	104	1 417	7 345	745	6 600
Projets encore en cours en fin d'exercice	5 549	-	5 549	5 021	-	5 021
Total des projets LASM inventoriés en fin d'exercice	7 070	104	6 966	12 366	745	11 621
dont projet NOUMA	4 551	0	4 551	7 975	619	7 356

◆ Inter Mutuelles Habitat GIE

Au titre de l'exercice un applicatif OS MOZ lot 2 a été mis en production. Cette immobilisation fait l'objet d'un amortissement sur sa durée d'utilisation estimée de 7 ans.

■ Placements financiers

Les placements financiers et les titres de participation non consolidés sont évalués à leur valeur historique d'acquisition, nette de frais d'acquisition, sous réserve des dispositions prévues aux articles R 343-9 et R 343-10 du code des assurances.

Titres de participation non consolidés

La valeur de référence des placements dans les entreprises avec lesquelles existe un lien de participation correspond à leur valeur d'usage, laquelle est fonction de l'utilité que représente la participation pour le Groupe.

Une provision est constituée ligne à ligne dans le cas où cette valeur est inférieure au coût historique.

Au 31 décembre 2017, les titres de participation présents au bilan concernent essentiellement DOMISSIMA dont IMA SA détient 100 % du capital (25 K€ : société créée en 2008 dont le siège social est situé 118 avenue de Paris – CS 40 000 - 79033 NIORT Cedex 9) ; ils ne sont pas consolidés en raison de leur caractère non significatif.

Valeurs mobilières amortissables à taux fixe (article R 343-9 du code des assurances)

Les valeurs mobilières amortissables (obligations, titres de créances négociables,...) sont inscrites pour leur prix d'achat (hors intérêts courus).

La différence entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement de chaque ligne de titres est rapportée au résultat sur la durée résiduelle des titres.

Cet amortissement figure en compte de régularisation actif ou passif et est intégré dans le résultat financier.

Une dépréciation est constituée si le débiteur n'est pas en mesure de respecter ses engagements (paiement des intérêts et remboursement du principal notamment).

Au 31 décembre 2017, IMA Assurances et Assurima détiennent des certificats de dépôt qui sont éligibles au régime de l'article R 343-9 mais ne font pas l'objet d'un traitement particulier.

Titres et autres placements financiers affectés ou non à la représentation des engagements techniques (article R 343-10 du code des assurances)

Ces titres, essentiellement des SICAV obligataires et monétaires, figurent au bilan à leur coût d'acquisition.

L'évaluation des titres est effectuée conformément à l'article R 343-11 :

- titres cotés : sur la base du dernier cours coté au jour de l'inventaire,
- titres non cotés : valeur d'utilité pour l'entreprise.

Lorsque leur valeur actuelle à la date de clôture est inférieure à la valeur d'actif brut, une provision pour dépréciation est constituée conformément aux dispositions de l'article R 343-10 du code des assurances.

Le règlement n°2015-11 du 26 novembre 2015 de l'Autorité des Normes Comptables précise dans ses articles 123-6 à 123-19 les règles de comptabilisation des valeurs amortissables visées à l'article R 343-10 du Code des assurances.

Lorsque l'entreprise a l'intention et la capacité de détenir les valeurs amortissables relevant de l'article R.343-10 du code des assurances jusqu'à leur maturité, les valeurs recouvrables s'analysent au regard du seul risque de crédit.

Provision pour dépréciation durable

La provision pour dépréciation durable (PDD) est constituée si la valeur de marché d'un actif est inférieure à sa valeur au bilan, et si cette situation de moins-value latente est considérée comme durable.

La PDD doit être calculée à l'unité pour chaque titre du portefeuille détenu par le Groupe IMA.

En pratique, la règle est de constituer une PDD si un actif baisse de plus de 20 % (30 % en période de forte volatilité des marchés, identifiée comme telle par l'Autorité des Marchés Financiers) pendant au moins 6 mois.

Lorsque les titres concernés voient leur valeur augmenter à nouveau, il est possible de procéder à une reprise de PDD.

Au 31 décembre 2017, le Groupe IMA n'a pas à constater de provision pour dépréciation durable.

Provision globale pour risque d'exigibilité

La provision pour risque d'exigibilité est constituée lorsque les placements mentionnés à l'article R 343-10 se trouvent en situation de moins-value latente globale (VNC > valeur globale).

La valeur globale se détermine de la manière suivante :

- pour les valeurs mobilières cotées et les titres cotés, la valeur retenue est le cours moyen des trente derniers jours précédant le jour de l'inventaire ou à défaut, le dernier cours coté avant cette date,
- pour les actions de sociétés d'investissement à capital variable et les parts de fonds communs de placements, la valeur retenue est la moyenne des prix de rachat publiés au cours des trente derniers jours précédant le jour de l'inventaire ou, à défaut, le dernier prix de rachat publié avant cette date,
- pour les autres actifs, leur valeur est évaluée selon les règles prévues à l'article R 343-11.

Compte tenu de la nature des titres en portefeuille, il n'y a pas lieu de constituer une telle provision au 31 décembre 2017.

Allocation des produits financiers au compte technique

Le résultat des placements (produits moins charges de placement) est ventilé dans les entités d'assurance concernées en affectant au résultat technique, la part issue des provisions techniques et au résultat non technique, la part revenant aux capitaux propres.

Placements financiers des entreprises non assurance

Ils sont principalement constitués de valeurs mobilières de placement. Elles représentent des parts d'OPCM, des certificats de dépôt négociables et des comptes à terme. Elles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. La valeur d'inventaire est égale au dernier cours connu.

Une dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'entrée.

■ Patrimoine immobilier et autres actifs corporels d'exploitation

Les éléments constituant le patrimoine immobilier et les autres actifs corporels d'exploitation sont évalués à leur coût d'acquisition (prix d'achat majoré des frais accessoires).

Les amortissements sont calculés en fonction des règles de la société consolidante et des retraitements sont opérés sur les comptes des filiales étrangères.

Les taux couramment pratiqués sont les suivants :

- agencements installations	10 ans linéaire
- installations et matériels techniques	3 à 10 ans linéaire
- matériel de bureau	5 à 8 ans linéaire
- mobilier	5 à 8 ans linéaire
- matériel informatique et téléphonique	1 à 8 ans linéaire
- matériel de transport	3 à 5 ans linéaire

L'application du règlement CRC 2002-10 a conduit à la détermination de composants et de nouvelles durées d'amortissements suivantes pour les bâtiments :

Composants	Mode d'amortissement comptable	Durées d'amortissement comptable
Terrains	Non amortis	
VRD et gros œuvre	Linéaire	30 ou 50 ans
Façades	Linéaire	10 ou 20 ans
Terrasses	Linéaire	10 ou 20 ans
Aménagements extérieurs	Linéaire	15 ou 30 ans
Aménagements intérieurs	Linéaire	10 ans

■ Stocks et encours

A la clôture de l'exercice, un certain nombre de services d'Inter Mutuelles Habitat ne sont pas totalement terminés, l'entité a valorisé ces services en fonction du temps passé en 2017 pour un montant de 4 308K€ dans ses comptes sociaux.

■ Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

■ Frais d'acquisition reportés

Conformément aux dispositions comptables prévues par l'article 151-1 du Règlement ANC 2015-11, la société a inscrit à l'actif du bilan la partie non imputable à l'exercice des frais d'acquisition des contrats constatés en charges de l'exercice.

Soit l'information disponible pour certains contrats permet le calcul du montant reporté contrat par contrat, dans les mêmes conditions et selon les mêmes méthodes que la provision pour primes non acquises.

Soit, pour les autres contrats les frais d'acquisitions non directement affectables contrats par contrat sont reportés selon le prorata des items (a) et (b) définis ci-dessous :

- (a) partie de la provision pour primes non acquises correspondant aux contrats non affectés,
- (b) partie des primes émises correspondant aux contrats non affectés.

Au 31 décembre 2017, les frais d'acquisition reportés s'élèvent à 1 309K€ et concernent les sociétés Assurima, IMA Iberica et IMA Assurances.

■ Provisions techniques

Les provisions constituées sont destinées à couvrir des charges échues de l'exercice ou à garantir un risque dont l'entreprise a connaissance à la clôture de l'exercice.

Les provisions techniques sont élaborées en conformité avec les règles du code des assurances.

Provisions pour primes non acquises et risques en cours

La provision pour primes non acquises est destinée à constater la part des primes se rapportant à la période comprise entre la date de l'inventaire et la date de la prochaine échéance de la prime.

Elle est calculée en fonction des paramètres des contrats, contrat par contrat, au prorata temporis.

La provision pour risques en cours est destinée à couvrir, pour chacun des contrats payables d'avance, la charge de sinistres et de frais pour la période qui s'écoule entre la date d'inventaire et la première échéance de prime ou de terme du contrat pour la part de ce coût non couverte par la provision pour primes non acquises.

Le calcul est effectué en fonction d'un taux moyen de sinistralité observé sur chacun des contrats concernés sur les exercices N et N-1.

Sur les contrats pluriannuels pour lesquels les prévisions de coûts de sinistres dépassent, sur la période comprise entre la date de l'inventaire et la date d'échéance du contrat, la part des primes se rapportant à cette période post clôture, le différentiel a été provisionné en "provision pour risque en cours".

Provisions pour sinistres

Les provisions pour sinistres représentent la valeur estimée des dépenses en principal et en frais tant internes qu'externes, relatives au règlement des dossiers d'assistance ouverts à la clôture de l'exercice.

Ces provisions sont calculées selon des méthodes statistiques et récapitulées par exercice de survenance. Les dépenses sont estimées à leur coût futur non actualisé.

Les provisions pour sinistres comprennent notamment les provisions pour "sinistres inconnus" ou "tardifs", y compris déclarés tardivement (après la date d'inventaire).

Elles sont augmentées d'une provision pour frais de gestion de sinistres : ce taux de chargement est déterminé annuellement en fonction du taux moyen de règlement des dossiers réellement observé sur les trois dernières années. Les modalités de calcul de la provision pour frais de gestion de sinistres ont été ajustées au cours de l'exercice 2017 et portent le taux de chargement à 20,32 % en 2017 contre 17,11 % en 2016.

Provisions pour risques croissants

Chez IMA Assurances, la provision pour risque croissant dont le solde au 31.12.15 était de 560K€ sur la base du business plan actualisé, suite à la mise en place en 2013 d'un contrat lié à la dépendance, a été recalculé au 31.12.17 au vu de l'évolution de l'activité dépendance en 2017.

Cette provision a donc été intégralement reprise et dotée à nouveau pour le même montant.

Cette provision reste évaluée sur la base d'une projection d'un résultat technique sur un horizon de 5 ans et correspond par conséquent, au déséquilibre des primes sur les sinistres et frais des contrats concernés.

Provisions pour risques et charges

Ces provisions sont destinées à couvrir les risques et les charges que les événements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisés quant à leur objet, mais dont la réalisation, l'échéance ou le montant sont incertains.

Les provisions pour risques et charges incluent :

- des provisions pour litiges, pour risques prud'homaux,
- les provisions pour indemnités de fin de carrière,

Provisions pour indemnités de fin de carrière

Les engagements de retraite vis-à-vis du personnel des sociétés consolidées sont couverts soit par un contrat d'assurance volontaire, soit par un contrat d'assurance obligatoire, ou encore font l'objet d'un engagement hors bilan en comptabilité sociale.

◆ IMA GIE

Le contrat d'assurance souscrit auprès de Parnasse MAIF couvre les indemnités de fin de carrière des salariés prévu par la convention collective (cadres et techniciens).

L'engagement total est estimé pour les techniciens et les cadres d'IMA GIE sur la base des droits acquis par les salariés à partir d'hypothèses relatives à l'âge de départ à la retraite et au "turn over". Il est de 15 348 K€ au 31 décembre 2017. Il inclut les charges sociales correspondantes.

Le fonds constitué auprès de l'assureur en 2013 couvre désormais le montant total de cet engagement. Il n'y a donc plus de provision en consolidation depuis 2013.

◆ Autres entités françaises

Le montant des IFC des salariés d'IMA Technologies, d'Inter Mutuelles Téléassistance et de Sérénité prévu par la convention collective et non couvert par un contrat d'assurance figure au passif. Il est de 368K€ au 31 décembre 2017.

Le taux d'actualisation retenu est de 0,5 %. L'âge de départ à la retraite pris en compte est de 65 ans.

Au 31 décembre 2017, le montant de la provision pour indemnités de fin de carrière, comptabilisé en consolidation, s'élève à 368 K€. Il inclut les charges sociales correspondantes.

La variation de la provision pour IFC entre l'année 2017 et 2016 a généré une charge qui a diminué le résultat consolidé de 81K€, soit 54K€ nets d'impôts différés.

Chez Inter Mutuelles Habitat, les IFC des cadres et des employés sont couvertes par un contrat d'assurance souscrit auprès de Parnasse Maif.

■ **Règles retenues pour l'imputation des charges par destination**

La comptabilisation des charges par destination est réalisée selon les dispositions du Plan Comptable particulier à l'assurance et à la capitalisation.

Une comptabilisation des charges est effectuée dans un premier temps dans des comptes par nature auxquels sont affectées des sections analytiques (services). Ces comptes par nature sont soldés et répartis dans les comptes par destination mensuellement.

L'affectation dans les différentes destinations est effectuée en fonction du couple charge par nature/section analytique.

Les spécificités inhérentes à l'activité d'assistance ont été intégrées. Les charges des plateaux d'assistance sont, par exemple, comptabilisées sur la ligne prestations et frais payés.

■ **Charges et produits exceptionnels**

Pour les activités d'assurance et autres, les charges et produits qui ont un caractère non récurrent et étranger à l'exploitation figurent en résultat exceptionnel.

■ **Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE)**

Le CICE est comptabilisé au crédit d'un compte de charges de personnel des sociétés du Groupe IMA concernées (IMA Technologies, Inter Mutuelles Téléassistance, IMA Voyages et Sérénia) conformément à la note d'information du 28 février 2013 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC). Le montant total s'élève à 1 000K€.

IMA SA comptabilise sa quote-part de CICE relative aux entités IMA GIE et Inter Mutuelles Habitat en crédit d'impôt soit 2 500K€.

Les éléments ci-après sont présentés en milliers d'euros.

Informations complémentaires sur les postes du bilan

■ Ecart d'acquisition

Aucun écart d'acquisition n'a été constaté à l'actif

■ Actifs incorporels

Valeur brute				
	Montant au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant à la fin de l'exercice
Frais d'établissement	0			0
Fonds de commerce et droit au bail*	50			50
Autres actifs incorporels	85 577	11 871	-2 341	95 107
Total	85 627	11 871	-2 341	95 157

* Dont le fonds de commerce IMA UK pour 50 K€ sur 5 ans.

Amortissements et dépréciations					Valeur nette à la fin de l'exercice
	Montant au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant à la fin de l'exercice	
Frais d'établissement	0			0	0
Fonds de commerce et droit au bail	50			50	0
Autres actifs incorporels	54 701	7 503	-2 044	60 160	34 947
Total	54 751	7 503	-2 044	60 210	34 947

■ Placements des entreprises d'assurance

	31.12.17			31.12.16	
	Valeur brute	Valeur nette	Valeur de réalisation (1)	Plus ou moins values latentes	Plus ou moins values latentes
1. Placements immobiliers	2 352	2 233	2 424	191	146
2. Actions et autres titres à revenu variable autres que les parts d'OPCVM	6	6	6		
3. Parts d'OPCVM (autres que celles visées en 4.)	13 049	13 049	13 173	124	134
4. Parts d'OPCVM détenant exclusivement des titres à revenu fixe					
5. Obligations et autres titres à revenu fixe	39 125	39 125	39 460	335	376
6. Prêts hypothécaires					
7. Autres prêts et effets assimilés					
8. Dépôts auprès des entreprises cédantes	3 240	3 240	3 240		
9. Autres dépôts	4 050	4 050	4 050		
10. Actifs représentatifs de contrats en unités de compte					
11. Autres instruments financiers à terme					
Total	61 822	61 703	62 353	650	656
Total des placements cotés	26 557	26 557	27 016	459	510
Total des placements non cotés	35 265	35 146	35 337	191	146
Part des placements d'assurance Non Vie	61 822	61 703	62 353	650	656
Part des placements d'assurance Vie					

(1) La réalisation de plus-values latentes donnerait naissance à des droits en faveur des bénéficiaires de contrats et des actionnaires minoritaires ainsi qu'à des impositions.

■ **Placements des autres entreprises**

	31.12.17			31.12.16
	Valeur brute	Amortissements/ Dépréciations	Valeur nette	Valeur nette
Terrains et constructions	58 541	19 579	38 962	39 177
Immobilisations financières	637		637	517
Participations	327		327	75
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	88		88	189
Prêts	222		222	253
Autres immobilisations financières				
Valeurs mobilières de placements	49 084	22	49 062	59 320
Autres				
Total	108 262	19 601	88 661	99 014

■ **Part des cessionnaires et rétrocessionnaires dans les provisions techniques**

Ventilation entre activités Non Vie, Vie et nature des provisions techniques

Nature	31.12.17			31.12.16
	Activité Non Vie	Activité Vie	Total	
Provisions pour primes non acquises et risques en cours	1 769		1 769	1 347
Provisions pour sinistres	618		618	820
Provisions pour participation aux bénéfices				
Autres provisions techniques				
Total	2 387		2 387	2 167

■ Créances nées d'opérations d'assurance et de réassurance

Ventilation par échéance

Nature	31.12.17			Montant net total
	Echéances			
	Jusqu'à 1 an	Plus d'1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	
Primes acquises non émises	1 992			1 992
Autres créances nées d'opérations d'assurance directe	5 713			5 713
Créances nées d'opérations de réassurance	664			664
Total	8 369			8 369

Ventilation par nature

Nature	31.12.17			31.12.16
	Activité Non Vie	Activité Vie	Montant net total	
Primes acquises non émises	1 992		1 992	3 404
Autres créances nées d'opér. d'ass. directe	5 713		5 713	6 068
Créances nées d'opérations de réassurance	664		664	5 465
Total	8 369		8 369	14 937

Montant des valeurs brutes et des dépréciations

Nature	31.12.17		Montant net total	31.12.16
	Valeurs brutes	Dépréciations		
Primes acquises non émises	2 138	146	1 992	3 404
Autres créances nées d'opér. d'ass. directe	5 713		5 713	6 068
Créances nées d'opérations de réassurance	664		664	5 465
Total	8 515	146	8 369	14 937

■ Créances sur les entreprises du secteur bancaire
Ventilation par échéance

Nature	31.12.17			Montant net total
	Jusqu'à 1 an	Plus d'1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	
Comptes courants et caisses	29 153			29 153
Total	29 153			29 153

Ventilation par nature

Nature	31.12.17				31.12.16
	Activité Non Vie	Activité Vie	Autres activités	Montant net total	Montant net total
Comptes courants et caisses	17 118		12 035	29 153	30 238
Total	17 118		12 035	29 153	30 238

Montant des valeurs brutes et des dépréciations

Nature	31.12.17			31.12.16
	Valeurs brutes	Dépréciations	Montant net total	
Comptes courants et caisses	29 153		29 153	30 238
Total	29 153		29 153	30 238

■ **Autres créances***Ventilation par échéance*

Nature	31.12.17			Montant net total
	Jusqu'à 1 an	Echéances Plus d'1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	
Personnel	173	28		201
Etat, organismes de Sécurité Sociale, collectivités publiques	10 683			10 683
Débiteurs divers	105 523	292		105 815
Total	116 379	320		116 699

Ventilation par nature et entre activités non vie et vie

Nature	31.12.17			31.12.16	
	Activité Non Vie	Activité Vie	Autres activités	Montant net total	Montant net total
Personnel			201	201	182
Etat, organismes de Sécurité Sociale, collectivités publiques	1 764		8 919	10 683	8 292
Débiteurs divers	3 522		102 293	105 815	83 837
Total	5 286		111 413	116 699	92 311

Montant des valeurs brutes et des dépréciations

Nature	31.12.17		Montant net total	31.12.16
	Valeurs brutes	Dépréciations		
Personnel	201		201	182
Etat, organismes de Sécurité Sociale, collectivités publiques	10 683		10 683	8 292
Débiteurs divers	106 535	720	105 815	83 837
Total	117 419	720	116 699	92 311

■ Autres actifs

Montant des valeurs brutes et des dépréciations

	31.12.17			31.12.16		
	Valeurs brutes	Amortis./ Dépréciations	Montant net total	Valeurs brutes	Amortis./ Dépréciations	Montant net total
Actifs corporels d'exploitation						
Activité Non Vie	121	73	48	121	50	71
Activité Vie						
Autres activités	111 167	82 339	28 828	103 791	77 816	25 975
Stocks et en-cours						
Autres activités	5 142		5 142	3 761		3 761
Total	116 430	82 412	34 018	107 673	77 866	29 807

Ventilation par nature et entre activités non vie et vie

Nature	31.12.17				31.12.16
	Activité Non Vie	Activité Vie	Autres activités	Montant net total	Montant net total
Actifs corporels d'exploitation	48		28 828	28 876	26 046
Stocks et en-cours			5 142	5 142	3 761
Total	48		33 970	34 018	29 807

■ Comptes de régularisation – actif

Frais d'acquisition reportés : ventilation entre les activités Non Vie, Vie et autres activités

Nature	31.12.17				31.12.16
	Activité Non Vie	Activité Vie	Autres activités	Montant net total	Montant net total
Frais d'acquisition reportés	1 309			1 309	1 202
Total	1 309			1 309	1 202

Autres comptes de régularisation actif : ventilation entre les activités Non Vie, Vie et autres activités

Nature	31.12.17			31.12.16	
	Activité Non Vie	Activité Vie	Autres activités	Montant net total	Montant net total
Intérêts courus à recevoir	143		382	525	567
Impôts différés actifs			13	13	14
Charges constatées d'avance diverses et autres comptes de régularisation actif	82		2 339	2 421	2 271
Total	225		2 734	2 959	2 852

■ **Tableau de variation des capitaux propres**

	Capital social	Primes	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Ecart de conversion	Autres postes	Total	Total des capitaux propres du Groupe	Intérêts minoritaires	Total des CP du Groupe + Intérêts minoritaires
Montant au 31.12.15	31 407	21 486	67 837	11 453		-5	-5	132 178	726	132 904
Affectation du résultat 31.12.15			11 453	-11 453						
Résultat 31.12.16				13 848				13 848	28	13 876
Variation des écarts de conversion			-102					-102		-102
Montant au 31.12.16	31 407	21 486	79 188	13 848		-5	-5	145 924	754	146 678
Affectation du résultat 31.12.16			13 848	-13 848						
Résultat 31.12.17				9 445				9 445	40	9 485
Variation des écarts de conversion			-190					-190		-190
Montant au 31.12.17	31 407	21 486	92 846	9 445		-5	-5	155 179	794	155 973

■ **Provisions techniques**

Ventilation entre activités Non Vie, Vie et nature des provisions techniques

Nature	31.12.17		31.12.16	
	Activité Non Vie	Activité Vie	Total	
Provisions pour primes non acquises	15 186		15 186	17 429
Provisions pour sinistres	11 314		11 314	8 437
Provisions pour participation aux bénéfices et ristournes	5 126		5 126	3 367
Autres provisions techniques	2 261		2 261	2 268
Total	33 887		33 887	31 501

■ Provisions

Décomposition de la variation des provisions pour risques et charges

Nature	Valeur brute début d'exercice	Augmentation	Diminution	Valeur brute fin d'exercice
Provisions pour risque prud'hommial	103	295	-48	350
Provisions pour litiges	2	24	-2	24
Provisions indemnités fin de carrière et primes liées à l'ancienneté	287	81		368
Titres mis en équivalence				
Ecarts d'acquisition				
Autres provisions pour risques et charges	2 300	800	-1 029	2 071
Total	2 692	1 200	-1 079	2 813

■ Dettes nées des opérations d'assurance ou de réassurance

Ventilation par échéance

Nature	31.12.17			Montant net total
	Echéances			
	Jusqu'à 1 an	Plus d'1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	
Dettes nées d'opér. d'assurance directe	3 685			3 685
Dettes nées d'opérations de réassurance	2 897			2 897
Dettes pour dépôts en espèces reçus des réassureurs	618			618
Total	7 200			7 200

Ventilation par nature et entre activités Non Vie et Vie

Nature	31.12.17				31.12.16
	Activité Non Vie	Activité Vie	Autres activités	Montant net total	Montant net total
Dettes nées d'opér. d'assu- rance directe	3 685			3 685	4 727
Dettes nées d'opérations de réassurance	2 897			2 897	3 330
Dettes pour dépôts en espèces reçus des réassureurs	618			618	820
Total	7 200			7 200	8 877

■ **Dettes envers les entreprises du secteur bancaire**

Ventilation par échéance

Nature	31.12.17			Montant net total
	Echéances			
	Jusqu'à 1 an	Plus d'1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	
Dettes envers les établissements de crédit	6 018	12 446	4 837	23 301
Total	6 018	12 446	4 837	23 301

Ventilation par nature et par activité Non Vie et Vie

Nature	31.12.17			31.12.16	
	Activité Non Vie	Activité Vie	Autres activités	Montant net total	Montant net total
Dettes envers les établissements de crédit	164		23 137	23 301	28 535
Total	164		23 137	23 301	28 535

■ **Autres dettes**

Ventilation par échéance

Nature	31.12.17			Montant net total
	Echéances			
	Jusqu'à 1 an	Plus d'1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	
Autres emprunts, dépôts et cautionnements reçus				
Personnel	28 522			28 522
Etat, organismes de Sécurité Sociale et collectivités publiques	34 993			34 993
Créanciers divers	95 556	12		95 568
Total	159 071	12		159 083

Ventilation par nature et par activité

Nature	31.12.17			31.12.16	
	Activité Non Vie	Activité Vie	Autres activités	Montant net total	Montant net total
Autres emprunts, dépôts et cautionnements reçus					
Personnel	299		28 223	28 522	27 572
Etat, organismes de Sécurité Sociale et collectivités publiques	928		34 065	34 993	31 249
Créanciers divers	3 442		92 126	95 568	88 740
Total	4 669		154 414	159 083	147 561

■ **Comptes de régularisation – passif**

Ventilation par nature et par activité

Nature	31.12.17				31.12.16
	Activité Non Vie	Activité Vie	Autres activités	Montant net total	Montant net total
Impôts différés passif			74	74	393
Produits perçus d'avance et autres comptes de régularisation	552		776	1 328	1 290
Total	552		850	1 402	1 683

■ **Tableau des engagements reçus et donnés**

	31.12.17			31.12.16
	Assurance	Autres	Total	Total
Engagements reçus	860	3 397	4 257	4 196
Engagements donnés		37 807	37 807	39 861
- avals, cautions et garanties de crédit		37 093	37 093	39 147
- titres et actifs acquis avec engagements de revente				
- autres engagements sur titres, actifs ou revenus		714	714	714
- autres engagements donnés				
Valeurs reçues en nantissement des cessionnaires et rétrocessionnaires				
Valeurs remises par des organismes réassurés avec caution solidaire ou avec substitution				
Valeurs appartenant à des institutions de prévoyance				
Autres valeurs détenues pour le compte de tiers				

Les engagements hors bilan donnés concernent essentiellement des cautions bancaires et des garanties sur des paiements de loyers. A l'occasion de diverses opérations sur des participations stratégiques (IMA Benelux, WIA), IMA SA a été conduite en 2011 prendre et à recevoir des garanties de ventes ou de rachats sur titres à dire d'expert d'actions.

► Informations complémentaires sur les postes du compte de résultat

■ Ventilation des primes brutes émises

Libellés	31.12.17	31.12.16
France	69 387	59 690
UE	28 512	36 596
Total	97 899	96 286

■ Ventilation des primes acquises et des provisions techniques brutes par catégorie

	31.12.17		31.12.16	
Catégories	Primes acquises	Provisions techniques	Primes acquises	Provisions techniques
Affaires directes	79 554	28 452	66 173	23 804
Acceptations en réassurance (Non Vie)	18 001	5 435	27 317	7 697
Total	97 555	33 887	93 490	31 501

■ Chiffre d'affaires des autres activités

	31.12.17	31.12.16
Prestations d'assistance	536 783	486 670
Abonnés télésurveillance	32 998	31 439
Télédiagnostic et autres activités	27 908	27 738
Total	597 689	545 847

■ Autres produits d'exploitation

	31.12.17	31.12.16
Reprises sur provisions pour dépréciation des immobilisations et pour risques et charges	1 675	1 852
Autres	2 649	2 091
Total	4 324	3 943

■ **Produits financiers nets de charges**

	Assurance Non Vie	Assurance Vie	Autres activités	Total 31.12.17	Total 31.12.16
Revenus des placements	254			254	250
Autres produits de placements	31			31	37
Produits provenant de la réalisation des placements	212			212	287
Ajustements ACAV (plus-values)					
Total produits financiers	497			497	574
Frais int. et ext. de gestion des placements	-295			-295	-312
Autres charges des placements	-88			-88	-104
Pertes provenant de la réalisation des placements	-136			-136	-175
Ajustements ACAV (moins values)					
Total charges financières	-519			-519	-591
Produits financiers nets de charges Assurances	-22			-22	-17
Sociétés non assurance (autres activités)					
Produits financiers			724	724	1 092
Charges financières			-946	-946	-1 002
Résultat financier des autres activités			-222	-222	90
Produits financiers nets de charges				-244	73

■ **Charges des prestations d'assurance**

	Assurance Vie	Non Assurance Vie	Total 31.12.17	Total 31.12.16
Prestations et frais payés	69 552		69 552	66 188
Charges des provisions pour sinistres (variations)	2 747		2 747	-1 242
Charges des autres provisions techniques	-227		-227	-270
Participation aux résultats	1 637		1 637	2 290
Total	73 709		73 709	66 966

■ Charges ou produits nets des cessions en réassurance

	Assurance Non Vie	Assurance Vie	Total 31.12.17	Total 31.12.16
Primes cédées	5 484		5 484	5 494
Variation des primes non acquises et risques en cours cédées	-422		-422	-430
Charges de sinistres cédées	-3 353		-3 353	-3 420
Participation aux résultats				-64
Commissions cédées	-1 305		-1 305	-1 030
Total	404		404	550

■ Détail des charges des autres activités

	31.12.17	31.12.16
Frais de sinistres prestations	319 384	286 289
Rabais, remises, ristournes obtenues assistance	-775	-900
Autres	298	202
Total	318 907	285 591

■ Charges de gestion

	Assurance Non Vie	Assurance Vie	Autres activités	Total 31.12.17	Total 31.12.16
Sociétés d'assurance					
Frais d'acquisition	9 997			9 997	9 832
Frais d'administration	3 982			3 982	3 609
Autres charges techniques	2 872			2 872	1 062
Participation des salariés					
Sociétés non assurance (autres activités)					
Charges de personnel (y compris participation des salariés)			173 443	173 443	165 786
Autres charges d'exploitation			66 203	66 203	57 408
Impôts et taxes			19 162	19 162	17 593
Dotations aux amortissements et aux provisions			21 490	21 490	20 334
Total	16 851		280 298	297 149	275 624

■ **Autres produits nets**

	31.12.17	31.12.16
Rabais, remises, ristournes accordées assistance	0	0
Autres produits	32	34
Total	32	34

■ **Résultat exceptionnel**

	31.12.17	31.12.16
Produits exceptionnels		
Produits sur exercices antérieurs	120	167
Produits des cessions d'éléments actifs	48	22
Quote-part de subvention d'investissement virée au compte de résultat		
Reprises sur dépréciations et provisions		349
Autres produits exceptionnels	424	1 350
Total produits exceptionnels	592	1 888
Charges exceptionnelles		
Charges sur exercices antérieurs	25	103
Pertes sur avances de fonds		
Pertes sur créances		
Charges sur cessions d'éléments d'actifs	295	130
Autres charges exceptionnelles	639	362
Total charges exceptionnelles	959	595
Résultat exceptionnel	-367	1 293

■ **Impôts sur les résultats**

La charge d'impôt du Groupe est constituée par la somme de la charge d'impôt exigible et de la charge d'impôt différé.

Au 31 décembre 2017, cette somme conduit à constater une charge d'impôt de 62 K€.

	31.12.17	31.12.16
Charge d'impôt exigible	380	1 780
Charge d'impôt différé	-318	999
Total	62	2 779

La charge d'impôt théorique s'élève à :

	31.12.17	31.12.16
Résultat net consolidé	9 485	13 876
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	-727	-706
Charge nette d'impôt	62	2 779
Résultat avant impôt	8 820	15 949
Taux d'impôt théorique	34,43 %	34,43 %
Charge théorique d'impôt	3 037	5 491

L'écart entre la charge d'impôt théorique et la charge nette d'impôt s'analyse de la manière suivante :

	31.12.17	31.12.16
Charge théorique d'impôt	3 037	5 491
Différences permanentes	-2 947	-2 220
Différences de taux liées aux pays	-568	-209
Retraitements de consolidation n'ayant pas donné lieu à calcul d'impôt différé	208	-289
Impact des déficits	332	6
Autres impôts exigibles		
Charge nette d'impôt	62	2 779

■ Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions

Libellés	31.12.17	31.12.16
Dotations aux amortissements	20 029	18 086
Dotations aux dépréciations et aux provisions	1 594	2 653
Total	21 623	20 739

■ Personnel

Effectif moyen du personnel	31.12.17			31.12.16
	Assurance	Autres activités	Total	
Cadres	22	633*	655	633
Techniciens	26	2 915**	2 941	2 759
Total	48	3 548	3 596	3 392
Charges de personnel	2 935	173 335	176 270	168 262

L'effectif moyen ci-dessus inclut la quote-part contrôlée des effectifs employés par les entreprises consolidées par intégration proportionnelle en 2017 (* cadres : 5, ** techniciens : 26) et exclut le Maroc.

L'effectif des personnels sous contrat à durée indéterminée au 31.12.17 représente 2 983 personnes (hors Maroc et incluant la quote-part des effectifs employés par les entreprises consolidées par intégration proportionnelle).

■ Honoraires des Commissaires aux comptes

- Honoraires comptabilisés au titre du contrôle légal des comptes : 624 K€.
 - dont Mazars : 439 K€
 - Groupe Y : 175 K€
 - Marca Cardinal : 10 K€

Comptes de résultats sectoriels

Compte technique de l'assurance Non Vie

	Opérations brutes	Cessions et rétroces- sions	Opérations nettes 31.12.17	Opérations nettes 31.12.16
Primes acquises	97 555	-5 062	92 493	88 426
- Primes	97 899	-5 484	92 415	90 792
- Variation des primes non acquises	-344	422	78	-2 366
Part du compte technique dans les produits nets de placements	37		37	46
Autres produits techniques	715		715	1 546
Charges de sinistres	-72 299	3 353	-68 946	-61 526
- Prestations et frais payés	-69 552	3 555	-65 997	-62 725
- Charges des provisions pour sinistres	-2 747	-202	-2 949	1 199
Charges des autres provisions techniques	227		227	270
Participation aux résultats	-1 637		-1 637	-2 226
Frais d'acquisition et d'administration	-13 979	1 305	-12 674	-12 411
- Frais d'acquisition	-9 997		-9 997	-9 832
- Frais d'administration	-3 982		-3 982	-3 609
- Commissions reçues des réassureurs		1 305	1 305	1 030
Autres charges techniques	-2 872		-2 872	-1 062
Variation de la provision pour égalisation				
Résultat technique de l'assurance Non Vie	7 747	-404	7 343	13 063
Participation des salariés				
Produits nets des placements hors part du compte technique	-59		-59	-63
Résultat de l'exploitation courante	7 688	-404	7 284	13 000

	31.12.17	31.12.16
Chiffre d'affaires	597 689	545 847
Autres produits d'exploitation	3 609	2 397
Achats consommés	-318 907	-285 591
Charges de personnel (y compris la participation des salariés)	-173 443	-165 786
Autres charges d'exploitation	-66 203	-57 408
Impôts et taxes	-19 162	-17 593
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	-21 490	-20 334
Résultat d'exploitation	2 093	1 532
Produits financiers	724	1 092
Charges financières	-946	-1 002
Résultat de l'exploitation courante	1 871	1 622

Aucun événement important n'est intervenu sur la période allant de la date d'arrêté des comptes consolidés et la date à laquelle ils ont été établis.

2.5

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les Comptes Consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2017

A l'Assemblée Générale de la société Inter Mutuelles Assistance SA,

1 ► Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Inter Mutuelles Assistance SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2 ► Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

3 ► Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice :

- Certains postes techniques propres à l'assurance, à l'actif et au passif des comptes consolidés de votre Groupe, sont estimés en utilisant des données statistiques et des techniques actuarielles. Il en est ainsi notamment des provisions techniques. Les modalités de détermination de ces éléments ainsi que les montants concernés sont relatées dans la note "Provisions techniques" de l'annexe.

Nous nous sommes assurés de la cohérence d'ensemble des hypothèses et des modèles de calcul retenus par votre Groupe ainsi que de la conformité des évaluations obtenues avec les exigences de son environnement réglementaire et économique.

- Votre Groupe détaille les modalités de valorisation et de dépréciation retenues pour les placements dans la note "Placements financiers" de l'annexe aux comptes. Nous avons vérifié que les valorisations et les dépréciations retenues étaient cohérentes avec l'intention de détention de ces titres par le Groupe et examiné, en tant que de besoin, les données, les hypothèses retenues et la documentation préparée dans ce cadre.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

4 ► Vérification du rapport sur la gestion du groupe

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

5 ► Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire.

6 ► Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Niort et à Paris La Défense, le 1^{er} juin 2018

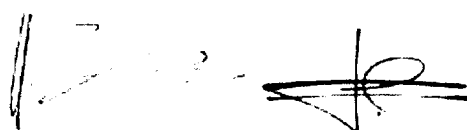
Les Commissaires aux Comptes

GROUPE Y AUDIT



Christophe MALÉCOT

MAZARS



Pascal PARANT

Nicolas DUSSON

GROUPE Y AUDIT

Siège social : 53 rue des Marais - CS 18421 - 79 024 Niort Cedex
Tel : +33 (0) 5 49 32 49 01 - Fax : +33 (0) 5 49 32 49 17
Société par actions simplifiée d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes
Capital de 37 000 Euros - RCS Niort B 377 530 563

MAZARS

Siège social : 61 rue Henri Regnault - 92075 Paris La Défense Cedex
Tel : +33 (0) 1 49 97 60 00 - Fax : +33 (0) 1 49 97 60 01
Société Anonyme d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes à Directoire et Conseil de Surveillance
Capital de 8 320 000 Euros - RCS Nanterre B 784 824 153

Description détaillée des responsabilités des commissaires aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;

- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.



COMPTES IMA SA

3.1	Bilan	64	3.4	Rapports des Commissaires aux Comptes	84
	Bilan actif	64		Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels	84
	Bilan passif	65		Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions réglementées	87
3.2	Compte de résultat	66			
3.3	Annexe aux comptes	68			
	Faits caractéristiques de l'exercice	68			
	Principes comptables et modes d'évaluation retenus	68			
	Changement de méthode	69			
	Événements marquants depuis la clôture de l'exercice	69			
	Informations complémentaires sur le bilan	69			
	Etats des placements et de la trésorerie	72			
	Informations complémentaires sur les autres postes du passif	78			
	Autres informations sur les postes du bilan	78			
	Engagements hors bilan	79			
	Informations sur le compte de résultat	80			
	Autres informations	82			

Bilan actif

Rubriques	Montant Brut	Amortissements	31/12/2017	31/12/2016
Capital souscrit non appelé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concessions, brevets et droits similaires				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage				
Autres immobilisations corporelles	300		300	300
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	56 960 212	5 578 713	51 381 499	49 346 212
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
Actif immobilisé	56 960 512	5 578 713	51 381 799	49 346 512
Stocks et en-cours				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés/commandes				
Créances				
Créances clients et comptes rattachés				
Autres créances	19 758 513		19 758 513	4 988 491
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres)	40 334 289	21 536	40 312 753	56 319 996
Disponibilités	5 635 471		5 635 471	8 531 226
Comptes de régularisation				
Charges constatées d'avance				
Actif circulant	65 728 273	21 536	65 706 737	68 839 713
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	122 688 785	5 600 249	117 088 536	119 186 225

Bilan passif

Rubriques	31/12/2017	31/12/2016
Capital social ou individuel (dont versé)	31 407 217	31 407 217
Primes d'émission, de fusion, d'apport	21 485 819	21 485 819
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence)		
Réserve légale	2 804 531	2 725 524
Réserves statutaires ou contractuelles	9 833	9 833
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)	7 353	7 353
Autres réserves (dont achat d'œuvres originales artistes)		
Report à nouveau	26 439 055	24 937 921
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	1 511 470	1 580 139
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Capitaux propres	83 665 277	82 153 806
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Autres fonds propres		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
Provisions pour risques et charges		
Dettes financières		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	193	
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes d'exploitation		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	99 155	178 568
Dettes fiscales et sociales	35 078	
Dettes diverses		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	33 288 833	36 853 848
Comptes de régularisation		
Produits constatés d'avance		
Dettes	33 423 259	37 032 419
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	117 088 536	119 186 225

Résultat de l'exercice en centimes 1 511 470,49

Total du bilan en centimes 117 088 536,47

3.2

Compte de résultat

Rubriques	France	Exportation	31/12/2017	31/12/2016
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services				
Chiffres d'affaires nets				
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges				
Autres produits			22 772	27 064
Produits d'exploitation			22 772	27 064
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats matières premières, autres approvisionnements (et droits de douane)				
Variations de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			3 257 834	3 142 553
Impôts, taxes et versements assimilés			524	268
Salaires et traitements				
Charges sociales				
Dotations d'exploitation				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements				
Sur immobilisations : dotations aux provisions				
Sur actif circulant : dotations aux provisions				
Pour risques et charges : dotations aux provisions				
Autres charges			30 000	30 000
Charges d'exploitation			3 288 358	3 172 821
Résultat d'exploitation			(3 265 587)	(3 145 757)
Opérations en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
Produits financiers				
Produits financiers de participations			2 553 759	2 052 099
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			246 212	612 494
Reprises sur provisions et transferts de charges			5 266	
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			188 254	223 972
Produits financiers			2 993 492	2 888 566
Dotations financières aux amortissements et provisions			1 644 076	682 953
Intérêts et charges assimilés			654	14 345
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			935	13 745
Charges financières			1 645 664	711 043
Résultat financier			1 347 828	2 177 523
Résultat courant avant impôts			(1 917 759)	(968 234)

Rubriques	31/12/2017	31/12/2016
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		21
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Produits exceptionnels		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1	1
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
Charges exceptionnelles	1	20
Résultat exceptionnel		
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	(3 429 230)	(2 548 354)
Total des produits	3 016 263	2 915 652
Total des charges	(1 504 793)	(1 335 512)
Bénéfice ou perte	1 511 470	1 580 139

Annexe aux comptes

► Faits caractéristiques de l'exercice

En tant que société holding, IMA SA détient des participations dans les sociétés du Groupe pour une valeur nette de 42,4M€. Elle assure aussi des financements pour ses filiales.

En 2017, IMA SA a procédé à :

- Une augmentation de capital pour les filiales suivantes :
 - Assurima pour un montant de 2M€,
 - Serena pour un montant de 1,5M€.
- Une avance en compte courant pour la filiale SCI Bellune d'un montant total de 2,6M€.

IMA SA a perçu 2 554 K€ de dividendes (1 900K€ d'IMA Assurances, 350K€ d'IMA Protect et 204K€ de WAFA-IMA, 100K€ d'IMA Technologies).

Les filiales françaises du Groupe sont intégrées dans une centralisation de trésorerie dont IMA SA est le pivot.

Le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), applicable à compter du 1er janvier 2013, a eu un impact positif de 2 500K€ sur le résultat d'IMA SA pour 2017.

Il provient des filiales IMA GIE et IMH GIE qui emploient des salariés.

Le crédit d'impôt recherche obtenu au titre de l'année 2016 et comptabilisé dans les comptes 2017 s'élève à 128K€.

► Principes comptables et modes d'évaluation retenus

Les présents comptes ont été établis conformément :

- Aux dispositions des articles L 123-12 à L 123-28 du Code de commerce ;
- Aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur en France : Le règlement de l'ANC 2016-07 du 4 novembre 2016, modifiant le règlement 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, a été homologué par arrêté du 26 décembre 2016.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité d'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Bilan actif

■ Actif immobilisé

Immobilisations incorporelles

La société ne possède aucune immobilisation incorporelle.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat majoré des frais accessoires).

Les amortissements sont calculés en fonction de la durée réelle d'utilisation selon le mode linéaire.

Immobilisations financières

Placements dans des entreprises liées et dans des entreprises avec un lien de participation

Les titres de participation sont représentés essentiellement par les actions détenues par notre société dans ses filiales. Ils sont enregistrés au bilan à leur coût d'acquisition.

L'évaluation des titres est effectuée sur la base de l'actif net comptable et d'éléments prévisionnels. Les titres en moins-value font l'objet d'un examen en vue de déterminer le caractère durable de la dépréciation. A partir de ces principes, IMA Services, Sérénia et IMA UK ont été partiellement dépréciés sur les exercices précédents.

En 2017 au vu des perspectives de la filiale Serena, une provision complémentaire a été constituée pour un montant de 1 622 540 euros, portant ainsi la provision totale à hauteur de 2 453 173 euros à fin décembre 2017 et qui est relative à l'entreprise Serena.

Autres titres immobilisés

Il s'agit des titres, autres que les titres de participation, que notre société a l'intention de conserver durablement. Ils sont représentatifs de parts de capital ou de placements à long terme.

Leur détention n'est pas directement liée à l'activité de la société. Ils sont comptabilisés à leur coût d'acquisition.

■ Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une dépréciation est pratiquée pour les créances lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

■ Valeurs mobilières de placement

Ces valeurs représentent des parts d'OPCVM, des certificats de dépôt négociables et des comptes à terme. Elles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

La valeur d'inventaire de ces titres est calculée sur la base du dernier jour coté au jour de l'inventaire.

Une dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'entrée.

Le montant brut total du poste "valeurs mobilières de placement" au 31 décembre 2017 est de 40 334 289 euros.

Ces placements représentent pour une partie la contrepartie de la centralisation de trésorerie (sommes prêtées par les autres sociétés du Groupe pour 12 183K€) et, pour le solde des fonds propres d'IMA SA (28 151K€).

Actif avec clause de réserve de propriété

Aucune acquisition d'immobilisation non réglée au 31 décembre 2017.

Nature	Dépréciation cumulée fin d'exercice	Dotations aux dépréciations de l'exercice	Pertes sur dépréciation de l'exercice	Dépréciations cumulées fin d'exercice
Immobilisations financières				
. Autres participations	3 957	1 622		5 579
. Autres titres immobilisés				
Créances				
. Autres créances rattachées à des participations				
Total	3 957	1 622		5 579

Nature	Valeur brute fin d'exercice	Dépréciations	Valeur nette fin d'exercice
Immobilisations financières			
. Autres participations	48 174	*5 578	42 596
. Autres titres immobilisés	252		252
. Prêts et autres immobilisations financières	8 534		8 534
Créances			
. Autres créances rattachées à des participations	16 191		16 191
Total	73 151	5 578	67 573

(*) Dépréciation des titres de participation 986 K€ IMA UK / 2 140 K€ IMA Services / 2 453 K€ Sérénia

■ **Etat des échéances des créances**

Etat des créances	Montant	1 an au plus	Plus d'1 an
Créances clients			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée			
Etat impôt sur les sociétés	3 543	3 543	
Groupe et Associés	16 191	16 191	
Débiteurs divers et produits à recevoir	25	1	24
Total	19 759	19 735	24

■ **Autres créances**

Libellés	31/12/2017	31/12/2016
Comptes courants des entreprises liées	16 191	2 644
Débiteurs divers	25	24
Produits à recevoir		
Charges constatées d'avance		
Total	16 216	2 668

Etat, Sécurité Sociale et collectivités publiques

Libellés	31/12/2017	31/12/2016
Impôt sur les sociétés	3 543	2 321
Total	3 543	2 321

■ **Etat des échéances des dettes**

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 33 423 K€..

Etat des dettes	Moins de 1 an	1 an au plus	Plus de 1 an et moins de 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès d'établissement de crédit				
Fournisseurs et comptes rattachés	99	99		
Etat : Taxe sur la valeur ajoutée	35	35		
Autres impôts, taxes et assimilés				
Dettes : sur immobilisations				
Groupe et associés*	33 289	33 289		
Charges à payer				
Total	33 423	33 423		

*Dettes de cash pooling : 28 374 K€.

■ **Autres dettes**

Etat, organismes Sécurité Sociale et collectivités publiques

Libellés	31/12/2017	31/12/2016
Impôt sur les sociétés		
Charges à payer		
Taxes collectées		
Total	0	0

Créditeurs divers nets

Libellés	31/12/2017	31/12/2016
Comptes courants des entreprises liées	32 356	36 735
Dette d'intégration fiscale des filiales	933	119
Fournisseurs frais généraux	0	0
Charges à payer	90	179
Total	33 379	37 033

■ États des placements et de la trésorerie

Les montants ci-après sont présentés en milliers d'euros.

■ Centralisation de trésorerie

La centralisation de la trésorerie est une procédure qui consiste à faire remonter sur une même société, les encaissements et les décaissements affectant les comptes bancaires d'entités formant un groupe d'entreprises afin d'optimiser la gestion de la trésorerie.

Dans le Groupe IMA, c'est dans la société IMA SA que le compte centralisateur (ou compte pivot) est ouvert. IMA SA est chargée de collecter, de distribuer ou de placer les fonds disponibles.

La centralisation de trésorerie a été mise en place à compter du 1 mars 2006 sur les sociétés françaises du Groupe.

La position des soldes bancaires du 31 décembre 2017, apportée à la centralisation de la trésorerie, s'établit ainsi :

	Solde bancaire restant à centraliser
Société Générale	12 183
Total	12 183

Cette somme est comptabilisée au bilan pour les montants suivants :

ACTIF	Autres créances	-16 191 K€
PASSIF	Autres dettes	28 374 K€
		12 183 K€

La position globale de la trésorerie du compte centralisateur au 31 décembre 2017 s'établit ainsi

	Sociétés participantes
IMA GIE	-6 017
IMA Assurances	14 656
IMA Services	-3 947
IMA Voyages	227
ASSURIMA	4 569
IMA Technologies	2 317
IMA Protect	5 175
SCI Bellune	-2 562
Inter Mutuelles Habitat GIE	-3 665
Domissima	15
Séréna	1 415
Total	12 183

La centralisation de trésorerie repose sur des mouvements effectifs de fonds entre le compte centralisateur et les comptes participants et génère, par conséquent, une relation de prêt/emprunt intragroupe nécessitant la mise en place d'une rémunération calculée de la façon suivante :

Les avances consenties portent intérêt au taux Eonia -0,20 (avec un taux minimum de 0 %) sur les positions créditrices (emprunts) et Eonia +0,20 sur les positions débitrices (prêts).

Ces rémunérations ressortent comme suit pour l'exercice :

	Intérêts perçus
Exercice 2017	0

■ Placements

Etat détaillé des placements IMA SA au 31/12/17

Les montants ci-après sont présentés en euros.

Codes ISIN	Nombre et désignation des valeurs	Localisation	Valeur inscrite au bilan		Valeur nette au bilan	Valeur de réalisation
			Valeur brute	Correction valeur		
Valeurs immobilières de placement						
FR0000011066	OFI GLOBAL BOND ABSOLUTE RETURN	FRANCE	283 561		283 561	288 816
FR0000971160	OFI RS EURO EQUITY C	FRANCE	132 372		132 372	147 372
FR0000979866	OFI RS EURO CREDIT SHORT TERM I	FRANCE	2 743 386		2 743 386	2 788 433
FR0010058164	OFI RISK ARB ABSOLU	FRANCE	644 664		644 664	658 500
FR0010191908	ECOFI CONVERTIBLES EURO	FRANCE	447 462		447 462	452 129
FR0010320887	TAUX REELS EUROPEENS AC	FRANCE	192 860	441	192 419	192 419
FR0010473876	SYCOMORE L/S MARKET NEUTRAL I	FRANCE	209 863	1 307	208 556	208 556
FR0010473991	SYCOMORE L/S OPPORTUNITES I	FRANCE	300 322		300 322	302 971
FR0010814806	TIKEHAU TAUX VARIABLES	FRANCE	624 787		624 787	629 463
FR0010947184	OFI DIVERSIFIED ABS RETURN R	FRANCE	628 992	18 392	610 600	610 600
FR0011381227	OFI RS MONETAIRE IC	FRANCE	2 002 290		2 002 290	2 005 622
FR0012046621	OFI RS EURO EQUITY SMART BETA	FRANCE	176 205		176 205	179 525
IE0033758917	MUZINICH ENHANCEDYIELD SHORT TERM	IE	294 432	652	293 780	293 780
LU0185497350	OFI INVEST RS ETHICAL EUROPEAN EQ I	LUXEMBOURG	113 411		113 411	138 990
LU0227127643	AXA WF EURO CDT SHORT DUR I	LUXEMBOURG	556 809		556 809	560 087
LU0336374540	OFI FUND GLOBAL CONVERTIBLE BOND I	LUXEMBOURG	267 640		267 640	278 633
LU0482270666	AXA WF GLOBAL INFLATION BOND	LUXEMBOURG	255 622		255 622	259 091
LU1111643042	ELEVA EUROPEAN SELECTION	LUXEMBOURG	132 993		132 993	135 419
LU1161526659	EDR FUND - BOND ALLOCATION K EUR	LUXEMBOURG	335 790		335 790	336 480
LU1274527842	SSP M (LZA) EURO EQUITY CLASS O	LUXEMBOURG	177 000	743	176 257	176 257
Sous-total OPCVM			10 520 460	21 536	10 498 924	10 643 140
Certificat de dépôt - BMTN - Compte à terme						
	CAT TRESO LIBRE LCL 09/12/17 - 09/01/18 reconductible	FRANCE	3 286 086		3 286 086	3 286 397
	CAT TRESO LIBRE LCL 11/12/17 - 11/01/18 reconductible	FRANCE	1 027 743		1 027 743	1 027 831
	CAT TRESO PLUS SG 17/12/17 - 17/01/18 reconductible	FRANCE	5 000 000		5 000 000	5 000 616
	CSL CE	FRANCE	10 000 000		10 000 000	10 018 250
	CAT CE 60 mois 13/07/17 - 13/07/22	FRANCE	3 000 000		3 000 000	3 011 200
	CAT CE 60 mois 18/10/17 - 18/10/22	FRANCE	2 600 000		2 600 000	2 603 322
	CAT CE 60 mois 18/10/17 - 18/10/22	FRANCE	2 600 000		2 600 000	2 603 322
	CAT FIDELIS 3 ans BP 28/11/17 - 28/11/19	FRANCE	2 300 000		2 300 000	2 300 949
Sous-total CDN - BMTN - CAT			29 813 829		29 813 829	29 851 886

* Placements (suite)

Codes ISIN	Nombre et désignation des valeurs	Localisation	Valeur inscrite au bilan		Valeur nette au bilan	Valeur de réalisation
			Valeur brute	Correction valeur		
Titres de participation en France						
	3000000 - IMA GIE - 84,57% du capital	FRANCE	3 000 000		3 000 000	3 285 609
	1045097 - IMA SERVICES	FRANCE	6 547 354	2 140 000	4 407 354	4 717 592
	20966 - IMA TECHNOLOGIES	FRANCE	642 686		642 686	4 739 776
	115313 - IMA TELEASSISTANCE	FRANCE	4 317 460		4 317 460	12 336 608
	3280 - IMA VOYAGES	FRANCE	95 793		95 793	970 974
	699994 - IMA ASSURANCES	FRANCE	6 999 990		6 999 990	30 442 437
	419994 - ASSURIMA	FRANCE	6 199 990		6 199 990	12 468 581
	8000 - IMA HABITAT - 80% du capital	FRANCE	80 000		80 000	80 000
	1500 - DOMISSIMA	FRANCE	25 000		25 000	25 000
	8436250 - SERENA	FRANCE	3 007 829	2 453 173	554 656	1 754 656
	1 - TELEMEDICINE TECHNOLOGIES	FRANCE	20		20	20
	PRET SCI BELLUNE	FRANCE	8 534 000		8 534 000	8 534 000
	10099 - SCI BELLUNE	FRANCE	2 019 800		2 019 800	7 238 314
	80 - SCI IMIS	FRANCE	121 959		121 959	243 000
	2 - SCI DU GEMA	FRANCE	29 786		29 786	103 430
	Titres de participation à l'étranger					
	25000 - IMA BENELUX - 50% du capital	BELGIQUE	250 000		250 000	1 433 065
	38235 - IMA IBERICA SA	ESPAGNE	4 201 843		4 201 843	10 116 845
	21795 - IMA ITALIA SPA	ITALIE	2 319 608		2 319 608	13 886 598
	155000 - IMA UK	ANGLETERRE	2 022 059	985 540	1 036 519	887 803
	3600 - IMA DEUTSCHLAND GMBH	ALLEMAGNE	650 660		650 660	1 594 637
	IMA SERVIZI SPA - 4,5% du capital	ITALIE	702		702	74 625
	15049 - PRESTIMA	ESPAGNE	4 001 256		4 001 256	4 095 090
	174998 - WAFA IMA ASSISTANCE - 35% du capital	MAROC	1 640 812		1 640 812	3 396 245
Sous-total Titres de participation			56 708 608	5 578 713	51 129 895	122 424 913
Autres titres immobilisés						
	2 - TITRES D'ARVA	FRANCE	1 524		1 524	1 566
	6040 - TITRES S.A.C.R.A	FRANCE	92 079		92 079	92 110
	800 - TITRES SEMTAN	FRANCE	8 000		8 000	8 000
	7500-LIBERTY RIDER	FRANCE	150 000		150 000	150 000
Sous-total autres titres			251 603		251 603	251 676
Ensemble des valeurs			97 294 500	5 600 249	91 694 252	163 171 615

■ Entreprises liées ou avec lesquelles il existe un lien de participation

Les montants ci-après sont présentés en milliers d'euros.

Tableau des filiales et participations au 31 décembre 2017

Toutes les filiales clôturent leurs comptes au 31 décembre.

Les données d'IMA UK et WAFA IMA Assistance sont converties au taux de clôture.

Sociétés	Capital	Autres capitaux propres	% du capital détenu	Valeur brute	Valeur nette	Prêts avances consentis par IMA SA	Cautions avals donnés par IMA SA	CA HT ou primes brutes acquises de l'exercice	Résultat net comptable de l'exercice	Dividendes encaissés par IMA SA en 2017
Filiales détenues à plus de 50 %										
Sociétés d'assurance										
. IMA Assurances (SA)	7 000	23 326	99,99	7 000	7 000	-	-	61 922	3 248	1 900
. ASSURIMA (SA)	6 200	6 270	99,99	6 200	6 200	-	-	13 371	1 680	
Filiales et participations										
. IMA Italia (SPA)	2 507	11 382	99,98	2 320	2 320	-	-	*13 346	*-980	
. IMA Iberica (SA)	5 430	4 690	99,99	4 202	4 202	-	-	8 916	498	
* Données non définitives										
Sociétés d'assistance										
. Prestima (SRL)	2 623	1 473	99,99	4 001	4 001	-	-	11 922	391	
. IMA Deutschland (GMBH)	652	942	100,00	651	651	-	-	4 201	-140	
. IMA UK Assistance (Ltd)	916	-29	100,00	2 022	1 037		-	4 366	-58	
GIE										
. IMA GIE	3 547	338	84,57	3 000	3 000	-	-	481 219	0	
. IMH GIE	100	0	80,00	80	80	-	-	28 378	0	
Sociétés de services										
. IMA Voyages (SASU)	50	921	100,00	96	96	-	-	875	183	
. IMA Technologies (SASU)	500	4 240	100,00	643	643	-	-	20 323	697	100
. IM Protect (SASU)	1 300	11 037	100,00	4 317	4 317	-	-	33 390	1 746	350
. IMA Services (SASU)	3 553	1 164	100,00	6 547	4 407	-	-	37 744	405	
. Sérèna (SA)	2 008	-253	100,00	3 008	555			5 662	-423	
. Domissima (SARL)	25		100,00	25	25			0	0	
SCI										
. SCI Bellune	2 020	5 218	99,99	2 020	2 020	8 534	-	4 576	465	

✱ Entreprises liées ou avec lesquelles il existe un lien de participation (suite)

Sociétés	Capital	Autres capitaux propres	% du capital détenu	Valeur brute	Valeur nette	Prêts avances consentis par IMA SA	Cautions avals donnés par IMA SA	CA HT ou primes brutes acquises de l'exercice	Résultat net comptable de l'exercice	Dividendes encaissés par IMA SA en 2017
Sociétés d'assurance										
. WAFA IMA Assistance	4 573	5 231	35,00	1 641	1 641	-	-	20 899	2 277	204
Sociétés d'assistance										
. IMA Benelux	500	2 366	50,00	250	250	-	-	7 703	230	
Autres participations										
Participations françaises non comprises en A2										
. SCI IMIS	700	311	14,29	122	122	-	-	41	nc	
. SCI du GEMA	2	nc	2	30	30	22	-	nc	nc	
Participations étrangères non comprises en A2										
. IMA Servizi (SPA)	100	1 558	4,50	1	1	-	-	20 869	0	

Renseignements globaux sur toutes les filiales et participations

	Filiales		Participations	
	Françaises	Etrangères	Françaises	Etrangères
Valeur comptable des titres détenus				
Brute	32 936	13 196	403	1 892
Nette	28 343	12 210	403	1 892
Montant des prêts et avances accordés (valeurs brutes)	8 534	-	-	-

■ **Placements et opérations se rapportant à des entreprises liées et à des entreprises avec lesquelles existe un lien de participation**

Société	Montant brut des créances	Montant brut des créances	Montant brut des créances
IMA Assurances	7 000	14 656 (4)	505 (2)
Assurima	6 200	414 (2)	4 569 (4)
IMA Benelux	250		
IMA Deutschland (GMBH)	651		
IMA GIE	3 000	6 017 (4)	
IMA Iberica (SA)	4 202		
IMA Italia (SPA)	2 320		
IMA Services	6 547	3 947 (4)	228 (2)
IMA Servizi (SPA)	1		
IMA Technologies	643	2 317 (4)	584 (2)
			13 (3)
IMA UK Assistance (LTD)	2 022		
IMA Voyages	96	22 (2)	227 (4)
IMIS	122		
Inter Mutuelles Téléassistance	4 317	5 175 (4)	272 (2)
			4 000 (1)
Inter Mutuelles Habitat	80	3 665 (4)	
Prestima (SRL)	4 001		9 (3)
SCI Bellune	2 020	8 534 (5)	
		2 562 (4)	
WAFA IMA Assistance	1 641	17 (1)	
Domissima	25		15 (4)
Serena	3 008		235 (2)
			1 414 (4)
Autre Titres (dont titres du Gema)	281		
Total	56 960	25 406	33 992
Dépréciations	-5 579	0	0
Montants nets	51 382	25 406	33 992
Dont au titre d'opérations d'assurance	21 363	431	19 730
Dont au titre d'autres opérations	30 019	24 975	14 262

(1) compte courant	17	4 000
(2) intégration fiscale	664	1 596
(3) créances clients / dettes fournisseurs	0	22
(4) centralisation trésorerie	16 191	28 373
(5) prêts / autres dettes	8 534	

Informations complémentaires sur les autres postes du passif

Les montants ci-après sont présentés en milliers d'euros.

Composition de l'actionnariat

Le capital social à la clôture de l'exercice est constitué de 2 060 841 actions simples d'une valeur nominale de 15,24 euros.

Chaque action confère un et un seul droit de vote à son détenteur.

Aucune obligation convertible n'a été émise par IMA SA.

Mouvements des fonds propres et réserves

Nature	31.12.16	Affectation du résultat N-1	Mouvements N résultat	31.12.17
Capital	31 407			31 407
Primes liées au capital	21 486			21 486
Réserve légale	2 726	79		2 805
Réserve statutaire (1)	10			10
Autre réserve	7			7
Report à nouveau	24 938	1 501		26 439
Résultat de l'exercice	1 580	-1 580	1 511	1 511
Total	82 153	0	1 511	83 664

(1) Réserve statutaire créée dans le cadre de statuts antérieurs

Réévaluation au cours de l'exercice

Aucun élément du bilan n'a fait l'objet d'une réévaluation au cours de l'exercice.

Provisions pour risques et charges

La société ne dispose pas de provisions pour risques et charges au 31 décembre 2017.

Autres informations sur les postes du bilan

Les montants ci-après sont présentés en milliers d'euros.

Détail des charges à payer

Charges à payer	31.12.17	31.12.16
Dettes fournisseurs comptes rattachés		
Factures à recevoir	90	179
Total des charges à payer	90	179

Détail des charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance	31.12.17	31.12.16
Charges d'exploitation		
Charges constatées d'avance	0	0
Total des charges constatées d'avance	0	0

Détail des produits à recevoir

Produits à recevoir	31.12.17	31.12.16
Disponibilités		
. 518700 Intérêts courus à recevoir	38	185
Total des produits à recevoir	38	185

Engagements hors bilan

Les montants ci-après sont présentés en milliers d'euros.

Libellé	Total 31/12/2017	dont engagement à l'égard des			Total 31/12/2016
		Dirigeants	Entreprises liées	Participation	
Engagements reçus (1)			0	3 396	3 137
Engagements donnés	11 614		111 614	0	104 603
Avals, cautions et garanties de crédit donnés (2)	4 937		4 937	0	4 937
Titres et actifs acquis avec engagement de revente	0		0	0	0
Autres engagements sur titres, actifs ou revenus (3)	714		714	0	714
Autres engagements donnés (4)	105 964		105 964	0	105 964
(1) Engagements reçus	3 396		0	3 396	3 137
. PRESTIMA : abandon de créance en mai 2006 avec clause de retour à meilleure fortune	0		0		
. Garantie de ventes d'actions	3 396		3 396		
(2) Avals, cautions et garanties de crédit donnés	4 937		4 937		6 159
. caution solidaire d'IMA SA en faveur d'AMEX pour l'utilisation de la carte IMA Voyages	50		50		
. caution d'IMA SA en faveur de la Société Générale pour l'utilisation de la carte bleue VISA IMA Voyages	120		120		
. caution solidaire d'IMA SA à l'égard du bailleur SCI Marie Galante dont le siège social est situé 2 rue Fernand Pelloutier à Nantes (44300) avec la société Inter Mutuelles Télésassistance à l'exécution de l'ensemble des clauses du sous bail pour la location de bureaux sis 10 rue Henri à Nantes (début de location 01/05/2008)	877		877		
. caution solidaire d'IMA SA à l'égard du bailleur SARL Bâti France Finances dont le siège social est situé 60 rue Félix Thomas à Nantes (44000) avec la société Inter Mutuelles Assistance Technologies à l'exécution de l'ensemble des clauses du bail pour la location de bureaux sis Zac Armor à Saint Herblain (début de location 1/01/2008)	3 150		3 150		
. caution solidaire en faveur du prêteur avec la société SCI Bellune pour le remboursement d'un emprunt de 8 200 000 euros contracté en mars 2006 pour la construction d'un nouveau bâtiment au 30 rue de Bellune à Niort (79000)	677		677		
. caution solidaire en faveur du prêteur avec la société Inter Mutuelles Assistance Technologies pour le remboursement d'un emprunt de 2 500 000 € contracté le 18 octobre 2007 auprès de la Caisse d'Epargne pour une durée de 10 ans	63		63		
(3) Autres engagements sur titres, actifs ou revenus	714	0	714		714
. Garantie de rachats d'actions	714		714		
(4) Autres engagements donnés	105 964		105 964		97 731
. Engagements liés à la responsabilité d'associés ou de membres de certaines entités					
. Passifs externes	105 964		105 964		
- SCI Bellune : quote-part du passif externe de la filiale à la clôture de l'exercice	20 680		20 680		
- IMA GIE : passif externe de la filiale à la clôture de l'exercice	71 726		71 726		
- IMH GIE : passif externe de la filiale à la clôture de l'exercice	13 559		13 559		
- IMA UK : lettre de soutien pour les 12 prochains mois non valorisée					

A l'occasion de diverses opérations sur des participations stratégiques (IMA Benelux, WIA), IMA SA a été conduite à prendre et à recevoir des garanties de ventes ou de rachats sur titres à dire d'expert.

A l'occasion de deux contrats de prêt souscrits par la SCI Bellune auprès de la Société Générale pour la construction d'un nouveau bâtiment, IMA SA a pris l'engagement de conserver les parts qu'elle détient dans la SCI Bellune et dans IMA GIE jusqu'au remboursement complet des emprunts.

■ Informations sur le compte de résultat

Les montants ci-après sont présentés en milliers d'euros.

■ Commissions

La société n'a perçu aucune commission sur l'exercice 2017.

■ Ventilation du chiffre d'affaires

La société ayant uniquement une activité de gestion de participations et de trésorerie, elle n'a donc comptabilisé aucun chiffre d'affaires en 2017.

■ Entrées et sortie du portefeuille

Voir paragraphe précédent.

■ Production immobilisée

La société n'a réalisé aucune production immobilisée en 2017.

■ Ventilation des produits et des charges de placement

Ventilation des produits et des charges de placement de l'exercice

Nature des revenus	Produits IMA	Autres revenus	Total
Revenus des participations			
dont dividendes reçus des filiales (IMA Assurances : 1 900 K€, IMT : 350 K€, WAFA : 204 K€, IMA Technologies : 100 K€)	2 554		2 554
dont autres revenus des titres de participations			
dont intérêts sur comptes courants des filiales			
dont intérêts cash pooling			
Revenus des placements immobiliers			
Revenus des autres placements		434	434
Autres revenus financiers (commissions, honoraires,...)			
Reprise sur dépréciation des éléments financiers		5	5
Total	2 554	439	2 993
Frais financiers (commission, honoraires, intérêts et agios,...)			
Dotation provision pour dépréciation de comptes courants	22		22
Dotation provision pour dépréciation des titres de participation	1 622		1 622
Pertes sur créances			
Total des autres charges de placements (moins values, dotations aux amortissements et provisions, charges internes,...)		2	2
Total	1 644	2	1 646

■ Ventilation des charges de personnel

IMA SA n'a aucun salarié depuis le transfert de l'ensemble de son personnel à IMA GIE au 1^{er} janvier 2001.

■ Proportion dans laquelle le résultat de l'exercice a été affecté par des dérogations aux principes généraux d'évaluation

Aucune dérogation aux principes généraux d'évaluation en application de la réglementation fiscale n'a été pratiquée au cours de l'exercice.

■ Impôt sur les sociétés

Ventilation de l'impôt sur les sociétés (montants en euros)

	Résultat avant impôt	Impôt	Résultat après impôt
Opérations ordinaires	-1 917 760	-3 429 230	1 511 470
Opérations exceptionnelles	0	0	0
Total	-1 917 760	-3 429 230	1 511 470

Situation fiscale différée ou latente (montants en milliers d'euros)

	Déductions - réintégrations fiscales			Impôt
	Début d'exercice	Variation	Fin d'exercice	
1. Décalage certains ou éventuels				
Provisions pour dépréciations non déductibles temporairement	3 962	1 639	5 601	1 867
Charges non déductibles temporairement	0	0	0	0
Plus-values latentes imposées	230	-86	144	48
Moins-values latentes déduites				
Ecart de conversion passif				
Ecart de conversion actif				
Plus values en instance d'imposition				
Moins values en instance d'imposition				
Total	4 192	1 553	5 745	1 915

2. Eléments à imputer

Amortissements différés

Moins values à long terme

3. Eléments de taxation éventuelle

Intégration fiscale (montants en milliers d'euros)

L'application de la convention d'intégration fiscale emporte pour l'exercice 2017, les conséquences suivantes :

Le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), applicable à compter du 1er janvier 2013, a permis une diminution globale de l'impôt du Groupe IMA de 2 500 K€ pour 2017.

	Résultat avant IS et CICE	Impôt (-) ou subvention IS (+)	CICE	Résultat net
IMA SA *	-1 918	929	2 500	1 511
IMA Technologies	113	4	580	697
IMA Voyages	251	-82	15	183
IMA Protect	1 909	-525	362	1 746
IMA Services	655	-250		405
Assurima	2 482	-801		1 680
IMA Assurances	5 300	-2 052		3 248
Domissima	-1	0		-1
SERENA	-657	192	43	-423
Groupe fiscal	8 134	-2 585	3 500	9 048

* Dont 118K€ de régularisation sur l'impôt 2016 comptabilisé en 2017 (crédit impôt recherche, crédit impôt apprentissage).

Le CICE est comptabilisé au crédit des comptes de charges de personnel pour les sociétés qui emploient des salariés (IMA Technologies, IMA Voyages, IMA Protect et Sérénia).

Dans les comptes d'IMA SA, du fait de la transparence fiscale des GIE (IMA GIE et IMH GIE), cela se traduit, en 2017, par un produit d'impôt sur le trésor de 2 500K€ qui vient diminuer l'impôt sur les sociétés versé.

Cette économie est utilisée par IMA SA dans l'intérêt du Groupe et cela se traduit, notamment, par des créations d'emplois, des investissements destinés à améliorer la compétitivité.

La répartition de l'impôt au sein du Groupe est la suivante :

- Chaque société filiale verse à IMA SA, la société mère, au titre de sa contribution au paiement de l'impôt sur les sociétés du Groupe, une somme égale à l'impôt qui aurait grevé son résultat ou sa plus-value à long terme de l'exercice si elle était imposable distinctement.
- En cas de déficit ou de moins-value nette à long terme, chaque société filiale recevra à titre définitif de la société mère, une subvention égale à l'économie d'impôt sur les sociétés procurée à cette dernière par la prise en compte de ce déficit ou de cette moins-value nette.

L'incidence de l'intégration fiscale pour IMA SA est la suivante :

Charge d'impôt 2017 : -3 353 K€
(sans intégration fiscale)

Impôt comptabilisé 2017: -3 331 K€
(avec intégration fiscale)
(hors régularisations au titre des exercices antérieurs)

La différence provient des retraitements liés à l'intégration fiscale (quote-part de dividende déductible et supplément de contribution sociale sur l'impôt).

■ Ventilation des produits et charges exceptionnels

Produits exceptionnels

Libellés	31/12/2017	31/12/2016
Profits sur exercices antérieurs		
Produits cession immobilisations financières	0	0
Reprises sur dépréciations exceptionnelles	0	0
Total	0	0

Charges exceptionnelles

Libellés	31/12/2017	31/12/2016
Valeurs nettes des immobilisations financières cédées	0	0
Dotations aux provisions exceptionnelles	0	0
Total	0	0

■ Autres informations

■ Identité de la société consolidante

Les comptes du Groupe IMA sont consolidés par mise en équivalence dans les groupes :

- MACIF
- MAIF
- MATMUT

IMA SA et ses filiales forment un sous-groupe de consolidation qui comprend les sociétés suivantes :

- Inter Mutuelles Assistance SA
- IMA Assurances
- Assurima
- IMA GIE
- IMA Services
- IMA Voyages
- IMA Iberica
- IMA Italia
- IMA Deutschland
- IMA Servizi
- Prestima
- IMA Benelux
- IMA Technologies
- Inter Mutuelles Téléassistance
- SCI Bellune
- IMA UK Assistance Limited
- Inter Mutuelles Habitat GIE
- WAFA IMA Assistance
- Séréna

IMA SA consolide :

- En intégration globale les filiales dans lesquelles elle détient une part majoritaire soit toutes sauf WAFA IMA Assistance et IMA Benelux.
- En intégration proportionnelle, les filiales dans lesquelles sa participation est égale à 50 %, seule IMA Benelux est concernée.
- En mise en équivalence, les filiales dans lesquelles sa participation est inférieure à 50 %, c'est le cas de WAFA IMA Assistance.

■ **Personnel et dirigeants**

Conformément à l'article 24-18 du décret du 29 novembre 1983, notre société ne fournit pas cette information car elle permet d'identifier la situation d'un membre déterminé des organes de direction.

■ **Effectifs**

IMA SA n'a aucun salarié depuis le transfert de l'ensemble de son personnel à IMA GIE au 1^{er} janvier 2001.

■ **Informations diverses**

Dénomination sociale	Inter Mutuelles Assurances S. A.
Forme	Société Anonyme à Directoire et conseil de surveillance
Siège social	118 avenue de Paris – 79000 NIORT
Capital social	31 407 216 euros
Identifiant	RCS NIORT N°320 281 025

3.4

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2017

A l'Assemblée Générale de la société Inter Mutuelles Assistance SA,

1 ► Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Inter Mutuelles Assistance SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2 ► Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

3 ► Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition et dépréciés sur la base de leur valeur d'utilité selon les modalités décrites dans la note de l'annexe « Immobilisations financières ».

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont notamment consisté à apprécier les données sur lesquelles se fondent ces valeurs d'utilité, notamment à revoir l'actualisation des perspectives de résultats des sociétés concernées et de réalisation des objectifs, et à contrôler la cohérence des hypothèses retenues avec les données prévisionnelles issues des business plans établis pour chacune des entités sous le contrôle de la Direction Générale.

Dans le cadre de nos appréciations, nous avons vérifié le caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4 ► *Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires*

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Rapport sur le Gouvernement d'Entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Conseil de Surveillance sur le Gouvernement d'Entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

5 ► *Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels*

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anoma-

lies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire.

6 ► *Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels*

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Niort et à Paris La Défense, le 1^{er} juin 2018

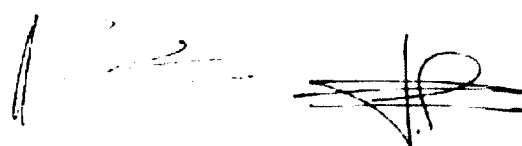
Les Commissaires aux Comptes

GROUPE Y AUDIT



Christophe MALÉCOT

MAZARS



Pascal PARANT

Nicolas DUSSON

GROUPE Y AUDIT

Siège social : 53 rue des Marais - CS 18421 - 79 024 Niort Cedex
Tel : +33 (0) 5 49 32 49 01 - Fax : +33 (0) 5 49 32 49 17
Société par actions simplifiée d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes
Capital de 37 000 Euros - RCS Niort B 377 530 563

MAZARS

Siège social : 61 rue Henri Regnault - 92075 Paris La Défense Cedex
Tel : +33 (0) 1 49 97 60 00 - Fax : +33 (0) 1 49 97 60 01
Société Anonyme d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes à Directoire et Conseil de Surveillance
Capital de 8 320 000 Euros - RCS Nanterre B 784 824 153

Description détaillée des responsabilités des commissaires aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que des informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent des opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions réglementées

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017

A l'Assemblée Générale de la société Inter Mutuelles Assistance SA,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-58 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-58 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

▮ Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée et conclue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 225-86 du Code de commerce.

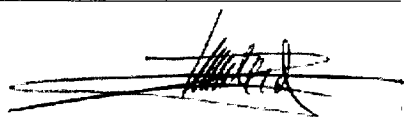
▮ Conventions déjà approuvées par l'assemblée générale

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par l'assemblée générale dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Fait à Niort et à Paris La Défense, le 1^{er} juin 2018

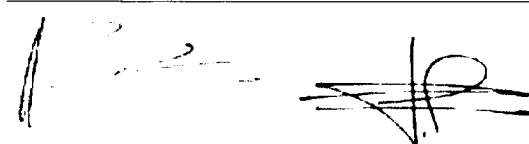
Les Commissaires aux Comptes

GROUPE Y AUDIT



Christophe MALÉCOT

MAZARS



Pascal PARANT

Nicolas DUSSON

GROUPE Y AUDIT

Siège social : 53 rue des Marais - CS 18421 - 79 024 Niort Cedex
Tel : +33 (0) 5 49 32 49 01 - Fax : +33 (0) 5 49 32 49 17
Société par actions simplifiée d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes
Capital de 37 000 Euros - RCS Niort B 377 530 563

MAZARS

Siège social : 61 rue Henri Regnault - 92075 Paris La Défense Cedex
Tel : +33 (0) 1 49 97 60 00 - Fax : +33 (0) 1 49 97 60 01
Société Anonyme d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes à Directoire et Conseil de Surveillance
Capital de 8 320 000 Euros - RCS Nanterre B 784 824 153



04

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 26 JUIN 2018

41 Texte des projets de résolutions 90

4.1

Texte des projets de résolutions

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

► PREMIÈRE RESOLUTION

(Approbation des comptes sociaux)

L'Assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion et du rapport des Commissaires aux comptes sur l'exercice clos le 31 décembre 2017, approuve le rapport de gestion et les comptes annuels (à savoir le bilan, le compte de résultat et son annexe) tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations retracées dans ces comptes et rapports.

En conséquence, l'assemblée générale donne quitus de leur gestion, pour l'exercice écoulé, aux membres du directoire et du conseil de surveillance.

► DEUXIÈME RESOLUTION

(Approbation des comptes consolidés)

L'Assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Groupe et du rapport des commissaires aux comptes, approuve les comptes consolidés arrêtés au 31 décembre 2017 tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations retracées dans ces comptes et rapports.

En conséquence, l'assemblée générale donne quitus de leur gestion, pour l'exercice écoulé, aux membres du directoire et du conseil de surveillance.

► TROISIÈME RESOLUTION

(Affectation du résultat)

L'Assemblée générale décide d'affecter le bénéfice net comptable s'élevant à 1 511 470,49 euros de la façon suivante :

Réserve légale :	75 573,52 €
Report à nouveau :	1 435 896,97 €
	1 511 470,49 €

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, il est précisé qu'il n'a pas été distribué de dividendes au titre des trois précédents exercices.

► QUATRIÈME RESOLUTION

(Conventions réglementées : absence de conventions réglementées)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport spécial des Commissaires aux comptes mention-

nant l'absence de convention soumise aux dispositions de l'article L 225-86 du Code de commerce conclue au cours de l'exercice, en prend acte purement et simplement.

► CINQUIÈME RESOLUTION

(Renouvellement de mandats de membres du Conseil de Surveillance)

L'Assemblée Générale, constate que les mandats des membres du Conseil de Surveillance de :

- A. MONTARANT,
- D. HAVIS,
- AGPM Assurances,
- MAE,
- MATMUT,
- P&V Assurances,
- WAFA Assurance,
- C CIMBRI,

sont arrivés à leur terme.

Elle décide de renouveler les mandats de :

- A. MONTARANT,
- D. HAVIS,
- AGPM ASSURANCES,
- MAE,
- MATMUT,
- P&V Assurances,
- WAFA Assurance,

pour une nouvelle période de six années, venant à expiration à l'issue de l'assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos en 2023.

► SIXIÈME RESOLUTION

(Nomination d'un membre au conseil de surveillance)

L'Assemblée Générale décide de nommer :

CARDIF IARD, Société Anonyme au capital de 79 270 euros, immatriculée au RCS de Paris 824 686 109, entreprise régie par le Code des Assurances dont le Siège social est 1, boulevard Haussmann 75009 Paris, en qualité de membre au Conseil de Surveillance, en adjonction aux membres actuellement en fonction, pour une durée de six années, venant à expiration à l'issue de l'assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos en 2023. CARDIF IARD a fait part de son souhait de devenir membre du Conseil par courrier du 24 octobre 2017.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

■ SEPTIEME RESOLUTION

(Modification de l'article 35 des statuts pour autoriser la convocation électronique des assemblées générales)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire et après examen du projet des statuts modifiés, ci-annexé, décide de permettre la convocation par voie électronique en assemblée.

En conséquence, l'Assemblée Générale Extraordinaire décide de modifier comme suit le paragraphe 2 de l'article 35 des statuts :

ARTICLE 35 - CONVOCATION - ORDRE DU JOUR

.....

La convocation des Assemblées Générales, conformément aux dispositions en vigueur, est faite par une lettre ordinaire ou envoi électronique adressé à chaque actionnaire, quinze jours au moins avant la date prévue pour la réunion de la première assemblée. Ce délai est réduit à six jours pour les Assemblées Générales réunies sur deuxième convocation et pour les Assemblées prorogées.

.....

Le reste de l'article est inchangé.

■ HUITIEME RESOLUTION

(Modification de l'article 43 des statuts pour supprimer l'obligation de nommer des commissaires aux comptes suppléants)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire et après examen du projet des statuts modifiés, ci-annexé, décide de supprimer l'obligation de désigner des commissaires aux comptes suppléants.

En conséquence, l'Assemblée Générale Extraordinaire décide de modifier comme suit le paragraphe 2 de l'article 43 des statuts :

ARTICLE 43 - DESIGNATION - DUREE DES FONCTIONS - RENOUELEMENT

.....

A l'expiration du mandat des premiers Commissaires aux Comptes, l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes du sixième exercice désigne deux Commissaires aux Comptes titulaires.

.....

Le reste de l'article est inchangé.

■ NEUVIEME RESOLUTION

(Pouvoirs en vue des formalités)

L'Assemblée Générale délègue tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.



RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

5.1	Information en matière de gouvernance	94	5.4	Observations du Conseil de Surveillance sur le rapport du Directoire et les comptes de l'exercice	104
5.2	Mandats et fonctions des mandataires sociaux	96			
	Liste des mandats et/ou fonction exercés par les Mandataires Sociaux d'Inter Mutuelles Assistance SA en 2017	96			
5.3	Tableau récapitulatif des délégations de compétence et de pouvoirs accordées par l'assemblée générale au directoire de la SA dans le domaine des augmentations de capital	104			

5.1

Information en matière de gouvernance

► La gouvernance

IMA SA	
Conseil de Surveillance	
Président	Daniel Havis
Vice-Présidents	Patrick Jacquot
	Dominique Mahé
	Alain Montarant
Membres d'honneur	Gérard Andreck
	Roger Belot
	Serge Caillaud
	Paul Marcus
	Jean Simonnet
	Jacques Vandier
Membres	MACIF - Représentée par Jean-Marc Raby
	MACIFILIA - Représentée par Philippe Perrault
	MAIF - Représentée par Jean-Philippe Mariette
	FILIA-MAIF - Représentée par Pascal Demurger
	MATMUT - Représentée par Nicolas Gomart
	MATMUT Protection Juridique - Représentée par François Farcy
	BPCE Assurances - Représentée par Nathalie Broutèle
	MAPA Mutuelle d'Assurance - Représentée par Vincent Loizeil
	AGPM Assurances - Représentée par Nathalie Barre-Tricoire
	MAE - Représentée par Philippe Benet
	P&V Assurances - Représentée par Hilde Vernailen
	WAFA Assurance - Représentée par Ali Harraj
	UnipolSai Assicurazioni S. p. A. - Représentée par Carlo Cimbri
	MATMUT - Représentée par Thierry Masson
Censeurs	AMF - Représentée par Jean-Luc Nodenot
	SMACL Assurances - Représentée par Christian Ottavioli
Directoire	
Président	Claude Sarcia
Membres	Pierre Dufour
	Jean-Philippe Merit

IMA GIE	
Directeur Général	Claude Sarcia
Membres de la Direction Générale	Frédéric Chevalier
	Pierre Dufour
	Virginie Genieys
	Jean-Philippe Merit

► Le Conseil de Surveillance

Un représentant de membre du Conseil de Surveillance a été remplacé au cours de l'année 2017 :

Philippe BENET a remplacé Edgard MATHIAS en tant que représentant de MAE à compter du 22 février 2017.

► La composition et le rôle des comités spécialisés

Les comités spécialisés du Conseil de Surveillance ont vocation à instruire et préparer les dossiers en amont des prises de décision.

Le Conseil de Surveillance a constitué les comités suivants :

- le Comité d'Audit et de Risques,
- le Comité Stratégique,
- le Comité des Sélections et des Rémunérations.

► Le Comité d'Audit et des Risques

Le Comité d'Audit et des Risques a pour objet de produire des avis ou recommandations au Conseil de Surveillance dans les domaines du contrôle des comptes (fiabilité des états financiers, efficacité des procédures internes d'établissement des comptes, sélection et fonctionnement du collège des commissaires aux comptes), de l'audit et du contrôle interne.

Le comité se compose de :

- Macif représentée par Jean-Marie GUILLEVIC, président,
- Matmut représentée par Philippe VORIN,
- Maif représentée par Jean-Philippe MARIETTE,
- WAFA Assurance représentée par Toufik BENJELLOUN représentant les actionnaires minoritaires détenant au moins 2 % du capital,
- AMF représentée par Jean-Luc NODENOT représentant les autres actionnaires minoritaires.

Ce comité s'est réuni à 4 reprises en 2017.

► Le Comité Stratégique

Ce comité a pour vocation d'éclairer le Conseil de Surveillance sur la stratégie conduite par le Groupe IMA.

Il se compose de :

- Jean-Philippe DOGNETON (Macif), président,
- Bruno BARREAU (Matmut),
- Jean-Marc WILLMANN (Maif),
- Michel HUERGA (AGPM, représentant les actionnaires minoritaires).

En 2017, ce comité s'est réuni de façon régulière en amont des réunions du Conseil de Surveillance.

► Le Comité des Sélections et des Rémunérations

Le Comité des Sélections et des Rémunérations a pour vocation d'assister le Conseil de Surveillance. Il peut proposer ou préconiser toute orientation dans la politique sociale et de rémunération des mandataires sociaux.

Il se compose de :

- Daniel HAVIS, Président du Conseil de Surveillance d'IMA SA (Matmut),
- Dominique MAHE (Maif),
- Alain MONTARANT (Macif),
- Hilde VERNAILLEN (P&V, représentant les actionnaires minoritaires détenant au moins 2 % du capital),
- Patrick JACQUOT (Assurance Mutuelle des Motards, représentant les autres actionnaires minoritaires).

Ce comité tient au moins une réunion par an sur convocation de son président. En 2017, il s'est réuni à 2 reprises.

5.2

Mandats et fonctions des mandataires sociaux

► Liste des mandats et/ou fonctions exercés par les Mandataires Sociaux d'Inter Mutuelles Assistance SA en 2017.

Prénom/ Nom	Société	Forme juridique	Mandat 2017	Dates ⁽¹⁾
Nathalie BARRE- TRICOIRE	Inter Mutuelles Assistance	SA	Représentant AGPM Assurances au Conseil de Surveillance	
	AGPM Assurances	SAM	Directeur général délégué	
	AGPM Services	Société coopérative	Directeur général délégué	
	AGPM Vie	SAM	Directeur général délégué	
	Epargne Crédit des Militaires	UES	Directeur général	
	AGPM Conseil	SARL	Gérant	
	AGPM Groupe	SGAM	Directeur général délégué	Début le 6 déc.
	SCP AGPM	Société civile	Gérant	
	Banque Populaire Méditerranée	SA	Censeur	
Philippe BENET	Inter Mutuelles Assistance	SA à directoire et CS	Représentant MAE au Conseil de Surveillance	Début le 22 fév.
	MAE	SAM	Directeur général délégué	Début le 22 fév.
	Mutuelle MAE	SA	Président	Début le 22 fév.
	MAE VIE	SA	Président	Début le 22 fév.
	SGAM MAE		Président	Début le 22 fév.
	GIE DES MAE		Président	Début le 22 fév.
	Fédération Nationale de la MAE Solidarité		Président	Début le 22 fév.
	MAE de l'Aude		Président	
	Arts et Vie		Administrateur	Début le 15 mai.

(1) Date de début ou de fin de mandat si changement en cours d'année

Prénom/ Nom	Société	Forme juridique	Mandat 2017	Dates ⁽¹⁾
Nathalie BROUTELE	BPCE Assurances	SA	Directeur Général	
	Inter Mutuelles Assistance	SA	Représentant BPCE Assurances au Conseil de Surveillance	
	NATIXIS Assurances	SA	Directeur général	
	ADIR (Liban)	SA	Administrateur	
	BPCE APS		Présidente du comité de surveillance	
	BPCE IARD		Membre du directoire	
	Natixis Wealth Management		Administrateur	
Carlo CIMBRI	Unipol Assicurazioni	S.p.A *	Président	
	Unipol Gruppo Finanziario	S.p.A *	Administrateur Délégué et Directeur Général	
	EURESA	GEIE	Administrateur	
	Fondazione Unipolis	S.p.A *	Administrateur	
	Rizzoli Corriere della Sera MediaGroup	S.p.A.*	Administrateur	
	Inter Mutuelles Assistance	SA	Membre du Conseil de surveillance	
Pascal DEMURGER	ALTIMA	SA	Président du CA	
	BPCE Assurances	SA	Administrateur	Fin le 16 nov.
	Inter Mutuelles Assistance	SA	Représentant FILIA-MAIF au Conseil de Surveillance	
	MAIF	SAM	Directeur Général	
	PARNASSE MAIF	SA	Administrateur	
Pierre DUFOR	Inter Mutuelles Assistance	SA à Dir. et CS	Membre du directoire	
	IMA UK	SARL	Directeur	Début le 1 ^{er} janv.
	IMA Assurances	SA	Administrateur	Début le 1 ^{er} janv.
	Assurima	SA	Administrateur	Début le 1 ^{er} janv.
François FARCY	Inter Mutuelles Assistance	SA	Représentant MATMUT PJ au Conseil de Surveillance	
	AFA		Vice-Président de la commission IARD Membre du bureau et de la CADORA	
	DARVA	SA à Directoire et CS	Membre du Conseil de Surveillance	Fin en juin
	SFEREN Réparation	SAS	Censeur	30/06/2017
	SFEREN Réparation	SAS	Membre du Comité de gestion	
	MATMUT Mutualité	Mutuelle LIVRE II	Directeur Opérationnel	28/03/2017
	BATIWEB Group	SAS	Censeur	En 2017
	LIBERTY RIDER	SAS	Membre du Conseil d'Administration	En 2017

* Société Par Actions (Società per Azioni)

(1) Date de début ou de fin de mandat si changement en cours d'année

Prénom/ Nom	Société	Forme juridique	Mandat 2017	Dates ⁽¹⁾
Nicolas GOMART	ALLAN BEKER	SAS	Président du Conseil de Surveillance	
	AMF Assurances	SA	Vice- Président du Conseil d'Administration	26/01/2017
	CARDIF IARD	SA	Administrateur	31/01/2017
	Groupe MATMUT	SGAM	Administrateur	
	Inter Mutuelles Assistance	SA à directoire et CS	RP MATMUT au Conseil de Surveillance	
	INFRAVIA Capital Partner	SAS	Membre du Collège de Surveillance	
	Inter Mutuelles Entreprises	SA à directoire et CS	Président du Conseil de Surveillance	
	MATMUT	SAM	Directeur Général	
			Administrateur	10/06/2017
	MATMUT Développement	SAS	Directeur Général	Fin en 2017
	MATMUT Innovation	SAS	Président	
	MATMUT Protection Juridique	SA	Président du Conseil d'Administration	26/01/2017
	MATMUT VIE	SA	Président du Conseil d'Administration	26/01/2017
	MUTEX	SA	RP MM2 au Conseil de Surveillance	Début en mai
	MUTRE	SA	Administrateur	
	OFI ASSET Management	SA	RP MATMUT - Administrateur	
	OFI Holding	SA	RP MATMUT - Administrateur	
	OFI LUX (Luxembourg)	SA	Administrateur	Fin en 2017
	PHENIX Aviation	SA	Président du CA	
	FONCIERE DU LUTECE	SA	RP MATMUT - Administrateur	
	SCI GALVANI	SCI	Gérant	Début en juin
	SCI LA SALLE	SCI	Gérant	Fin en 2017
	SCI LANCEREAUX	SCI	Gérant	Fin en 2017
	SCI MPI	SCI	Gérant	Fin en 2017
	SOCRAM		Censeur	19/06/2017
	VIANA	SGAM	RP MATMUT VIE - Administrateur	Fin en 2017
	ZENCAP ASSET Management	SAS	Président du Conseil de Surveillance	Début en juin
Ali HARRAJ	Wafa ASSURANCE	SA	Président Directeur Général	
	LA COMPAGNIE NOUVELLE D'AS- SURANCE (ATTUARI ASS. TUNISIE)		Représentant Wafa ASSURANCE en qualité d'Administrateur	
	PANORAMA	SA	Président Directeur Général	
	Wafa IMA ASSISTANCE	SA	Président du Conseil d'Administration	
	Wafa Assurance SENEGAL	SA	Administrateur intuitu personae.	
	Wafa Assurance VIE SENEGAL	SA	Administrateur intuitu personae	
	Wafa Assurance Vie CAMEROUN	SA	Administrateur	
	Wafa Assurance VIE Cote d'Ivoire		Administrateur	
	A6 IMMOBILIER	SA	Représentant Wafa ASSURANCE en qualité d'Administrateur	
	ACAMSA	SA	Représentant Wafa ASSURANCE en qualité d'Administrateur	
	INTER MUTUELLE ASSISTANCE	SA à directoire et CS	Représentant Wafa ASSURANCE en qualité d'Administrateur	
	Atlas Hospitality Maroc		Administrateur Intuitu personae	
	SUTA	SA	Représentant Wafa ASSURANCE en qualité d'Administrateur	
	SUCRUNION	SA	Représentant Wafa ASSURANCE en qualité d'Administrateur	
	MOROCCAN INFRASTRUCTURE FUND (MIF)	SA	Représentant Wafa ASSURANCE en qualité d'Administrateur	

(1) Date de début ou de fin de mandat si changement en cours d'année

Prénom/ Nom	Société	Forme juridique	Mandat 2017	Dates ⁽¹⁾
Ali HARRAJ (suite)	AKWA AFRICA	SA	Représentant Wafa ASSURANCE en qualité d'Administrateur	
	COSUMAR	SA	Représentant Wafa ASSURANCE en qualité d'Administrateur	
	LESIEUR		Administrateur Intuitu personae	
	MARSA Maroc		Représentant Wafa ASSURANCE au Conseil de Surveillance	

Daniel HAVIS	Allan Beker	SA à directoire et CS	Censeur	Fin en 2017
	AMF Assurances	SA	Administrateur	26/01/2017
	BOEILDIEU	SCCV	Gérant	
	CARDIF IARD	SA	Administrateur	26/01/2017
	CORNEILLE	SCCV	Gérant	
	FLAUBERT	SCCV	Gérant	
	GALVANI	SCI	Gérant	Fin en 2017
	GERICAULT	SCI	Gérant	
	GL EVENTS		Administrateur	Début en juin
	Groupe MATMUT	SGAM	Président du Conseil d'Administration	Fin en 2017
	Inter Mutuelles Assistance	SA à directoire et CS	Président du Conseil de Surveillance	
	MATMUT	SAM	Président du Conseil d'Administration	
	MATMUT Développement	SAS	Président	
	Inter Mutuelles Entreprises	SA à directoire et CS	Président du Conseil de Surveillance	
	MATMUT Immobilier	SASU	Président	
	MATMUT Loc. de véhicules	SASU	Président	
	MATMUT Mutualité	Mutuelle Livre II	Président du Conseil d'Administration	
	MATMUT Mutualité Livre III	Mutuelle Livre III	Président du Conseil d'Administration	
	MATMUT Protection Jur.	SA à Directoire	Vice-Président du Conseil d'Administration	26/01/2017
	MATMUT Santé Prévoyance	Mutuelle Livre II	Président du Conseil d'Administration	Fin en 2017
	MATMUT Vie	SA à directoire et CS	Vice-Président du Conseil de Surveillance	26/01/2017
	MAUPASSANT	SCCV	Gérant	
	MUTRÉ SA	SA	Administrateur	
	OCIANE	Mutuelle Livre II	Vice-Président et Administrateur	
	OFI ASSET MANAGEMENT	SA	Président du Conseil d'Administration	
	OFI HOLDING	SA	Président Directeur Général	
	OFI LUX	SA Luxembourgeoise	Administrateur	Début en sept.
	OFIMALLIANCE	SA	Rep. OFI Asset Management Administrateur	
	OFIVALMO Partenaires	SA à directoire et CS	Rep. MATMUT Administrateur	
	Palais des Congres de Rouen	SCI	Gérant	
	VIANA	SGAM	Président du Conseil d'Administration	Fin en 2017
	VISAUDIO	SAS	Représentant FNMF au Conseil de Surveillance	

Patrick JACQUOT	Assurance Mutuelle Des Motards	SAM	Président Directeur Général	
	EES France	SA	Administrateur	
	Inter Mutuelles Assistance	SA à directoire et CS	Vice-Président du Conseil de Surveillance	
	MATMUT - Protection Juridique	SA	Membre du Conseil de Surveillance	
	OFI HOLDING	SA	Administrateur	
	OFIVALMO Partenaires	SA	Administrateur	
	SOCRAM	SA	Administrateur	

(1) Date de début ou de fin de mandat si changement en cours d'année

Prénom/ Nom	Société	Forme juridique	Mandat 2017	Dates ⁽¹⁾
Vincent LOIZEIL	Inter Mutuelles Assistance	SA	Représentant Permanent MAPA - Membre du Conseil de Surveillance	
	MAPA	Sté d'Assurance Mutuelle	Directeur Général	
	MATMUT Protection Juridique	SA à Directoire	Représentant Permanent MAPA - Membre du Conseil de Surveillance	
	MUTAVIE	SA à Directoire	Membre du Conseil de Surveillance	
	OFIVALMO PARTENAIRES	SA à Directoire	Représentant Permanent MAPA - Membre du Conseil de Surveillance	
	SOCRAM	SA	Représentant Permanent MAPA - Administrateur	
	RCBF	Sté d'Assurance Mutuelle	Directeur Général	
Dominique MAHE	FILIA MAIF	SA	Président du Conseil d'Administration	
	Inter Mutuelles Assistance	SA à directoire et CS	Vice-Président du Conseil de Surveillance	
	MAIF	Sté Assurance Mutuelle	Président du Conseil d'Administration	
	PARNASSE	SA	Président du Conseil d'Administration	
	BPCE Assurances	SA	MAIF Administrateur/Représentant permanent	Fin le 16 nov.
	SOCRAM Banque	SA	Censeur	
Jean-Philippe MARIETTE	Inter Mutuelles Assistance	SA à directoire et CS	Représentant MAIF au Conseil de Surveillance	
	FILIA-MAIF	SA	Administrateur	
	MAIF	SAM	Administrateur	
Thierry MASSON	Inter Mutuelles Assistance	SA à directoire et CS	Membre du Conseil de Surveillance	
	Inter Mutuelles Entreprises	SA à directoire et CS	Président du Directoire	01/01/2017
	Inter Mutuelles Solutions	SAS	Président du Comité Stratégique	01/01/2017
	EQUASANTE	SAS	Administrateur	
	MUTEX	SA à Dir. & CS	Rep. MATMUT Mutualité au Conseil de Surveillance	Fin en 2017
	VIANA	SGAM	Rep. MATMUT au Conseil de Surveillance	Fin en 2017
	MATMUT Vie	SA à directoire et CS	Président du Directoire	Fin en 2017
	MATMUT Mutualité	Mutuelle livre III	Administrateur	
	MATMUT Santé Prévoyance	Mutuelle livre II	Directeur Général	Fin en 2017
	OFI GP	SA à directoire et CS	Membre du Conseil de Surveillance	
Edgard MATHIAS	CASDEN	SA coopérative	Administrateur	
	Inter Mutuelles Assistance	SA à directoire et CS	Représentant MAE au Conseil de Surveillance	Fin le 21 fév.
	MAE du Haut-Rhin		Président	
	OFI MANDATS	SA	Membre du Conseil de Surveillance	

(1) Date de début ou de fin de mandat si changement en cours d'année

Prénom/ Nom	Société	Forme juridique	Mandat 2017	Dates ⁽¹⁾
Jean-Philippe MERIT	ASSURIMA	SA	Directeur Général Délégué, Dirigeant Effectif	Début le 1 ^{er} janv.
	IMA Assurances	SA	Directeur Général Délégué, Dirigeant Effectif	Début le 1 ^{er} janv.
	Inter Mutuelles Assistance	SA à Dir. & CS	Membre du Directoire	
	IMA Technologies	SASU	Représentant du Président Inter Mutuelles Assistance SA	
	SCI Bellune	SCI	Gérant	Fin le 30 sept.
	2 M Immobilier	SCI	Co-gérant	
	IMA Iberica	SA	Représentant du Président, IMA SA	Début le 11 janv.
	IMA Italia	SA	Administrateur	
Alain MONTARANT	APIVIA MUTUELLE (ex SMIP)	Mutuelle Code de la Mutualité	Administrateur	
	BPCE ASSURANCES	SA	Administrateur	Fin le 16 nov.
	Compagnie foncière de la MACIF	SAS	Administrateur	
	Foncière De Lutèce	SA	Administrateur	
	Inter Mutuelles Assistance	SA	Vice-président et membre du conseil de surveillance	
	MACIF	SAM	Président du conseil d'administration et administrateur	
	MACIFIMO	SAS	Membre du conseil d'orientation	
	MACIF Participations	SAS	Administrateur	
	MACIF SGAM	SGAM	Président du conseil d'administration et administrateur	
	MACIF-MUTUALITE	Mutuelle Code de la Mutualité	Administrateur	
	MUTAVIE	SE	Membre du conseil de surveillance	
	OFI ASSET MANAGEMENT	SA	Président et membre du conseil de surveillance	Fin le 7 juin
	OFI ASSET MANAGEMENT	SA	Président du conseil d'administration et administrateur	Début le 7 juin
	OFI HOLDING	SA	Vice-président du conseil d'administration et administrateur	
	SIEM	SAS	Membre du comité de direction	
	SOCRAM BANQUE	SA	Administrateur	
	SFEREN	SGAM	Vice-président du conseil d'administration et administrateur	Fin le 27 mars
	SYNETERISTIKI (Grèce)	SA	Administrateur	
	UMG MACIF Santé Prévoyance	UMG	Président du Conseil d'Administration et Administrateur	Début le 17 juin

(1) Date de début ou de fin de mandat si changement en cours d'année

	Société	Forme juridique	Mandat 2017	Dates ⁽¹⁾
Philippe PERRAULT	MACIF	SAM	Vice-président et Administrateur	
	MACIFILIA	SA	Président et Administrateur	
	MACIF SGAM	SGAM	Administrateur	
	FINORPA Financement	SAS	Représentant permanent MACIF Participations – administrateur	
	FINORPA SCR	SAS	Représentant permanent MACIF Participations – administrateur	
	Inter Mutuelles Entreprises	SA	Représentant permanent MACIF – membre du conseil de surveillance	
	Inter Mutuelles Assistance	SA	Représentant permanent MACIFILIA – membre du conseil de surveillance	
	IDMACIF	SAS	Président et membre du conseil de surveillance	Fin le 28 fev.
	MACIF Participations	SAS	Administrateur	
	Caisse Solidaire Du Nord	SA	Représentant permanent MACIF Participations – Administrateur	
	Tele Nord Pas De Calais	SA en liquidation	Représentant permanent MACIF Participations – censeur	
	FINOVAM	SAS	Représentant permanent MACIF Participations – censeur	
	SFEREN en liquidation	SGAM	Administrateur	Fin le 27 mars
	BPCE Assurances	SA	Administrateur	Fin le 16 nov.
	MACIF INNOVATION	SAS	Membre du comité d'investissement	
	THEMIS	SA	Président et administrateur	
	MACIF Immobilier	GIE	Membre du Conseil de Surveillance	Début le 1 ^{er} juin.
Jean-Marc RABY	Compagnie foncière de la MACIF	SAS	Administrateur	
	Foncière De Lutèce	SA	Président et Administrateur	
	Inter Mutuelles Assistance	SA	Membre du Conseil de Surveillance	
	MACIF	SAM	Directeur Général	
	MACIF Participations	SAS	Administrateur	
	MACIF SGAM	SGAM	Directeur Général	
	MACIFILIA	SA	Censeur	
	MACIFIMO	SAS	Membre du Conseil d'orientation	
	MUTAVIE	SE	Censeur	
	OFI ASSET Management	SA	Membre du Conseil de Surveillance	Fin le 7 juin
	OFI ASSET Management	SA	Administrateur	Début le 7 juin
	OFI HOLDING	SA	Administrateur	
	OFIVALMO Partenaires	SA	Censeur	
	SIEM	SAS	Membre du Comité de Direction	
	SOCRAM Banque	SA	Censeur	Début le 1 ^{er} dec.
	SFEREN	SGAM en liquidation	Directeur Général	Fin le 27 mars
	SCOR	SE	Administrateur	
	UNG MACIF Santé Prévoyance	UMG	Directeur Général	Début le 17 juin

(1) Date de début ou de fin de mandat si changement en cours d'année

Prénom/ Nom	Société	Forme juridique	Mandat 2017	Dates ⁽¹⁾
Claude SARCIA	ASSURIMA	SA	Président Directeur Général	Début le 1 ^{er} janv.
	IMA Assurances	SA	Président Directeur Général	Début le 1 ^{er} janv.
	IMA Benelux	SA	Administrateur, représentant IMA SA	
	IMA Iberica	SA	Administrateur, représentant IMA Services	
	IMA Italia	SA	Administrateur Délégué Président du Conseil d'Administration	
	DOMISSIMA	SARL	Gérant	
	Inter Mutuelles Assistance	SA	Président du Directoire	Début le 1 ^{er} janv.
	WAFA IMA Assistance	SA	Représentant IMA SA au Conseil d'Administration	
Hilde VERNAILEN	CLU Invest	SA	Administrateur	
	Financière Botanique	SA	Président	
	Inter Mutuelles Assistance Benelux	SA	Vice-Président du Conseil d'administration Président du Comité d'audit	
	Inter Mutuelles Assistance SA	SA	Conseil de Surveillance	
	IU	SA	Président du Conseil d'administration	
	MULTIPAR	SCRL	Président du Conseil d'administration	
	Multipharma	SCRL	Président du Conseil d'administration	
	Multipharma Group	SCRL	Président du Conseil d'administration	
	P&V Assurances	SCRL	Administrateur Président du Comité de direction	
	Partena Business Services	SCRL	Administrateur	
	Partena Business Solutions	SA	Administrateur	
	PSH	SCRL	Administrateur Président du Comité de direction	
	PROCOOP	SCRL	Administrateur Délégué	

(1) Date de début ou de fin de mandat si changement en cours d'année

5.3

Tableau récapitulatif des délégations de compétence et de pouvoirs accordées par l'assemblée générale au directoire de la SA dans le domaine des augmentations de capital

Il n'y a pas eu d'augmentation de capital dans IMA SA en 2017.

5.4

Observations du Conseil de Surveillance sur le rapport du Directoire et les comptes de l'exercice 2017

Messieurs,

Nous vous rappelons qu'en application de l'article L. 225-68 du Code de commerce, le Conseil de Surveillance doit présenter à l'Assemblée Générale annuelle des actionnaires ses observations sur les comptes annuels arrêtés par le Directoire, ainsi que sur le rapport de gestion soumis à l'assemblée.

Nous vous précisons que les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2017 et le rapport de gestion ont été communiqués au Conseil de Surveillance dans les délais prévus par les dispositions légales et réglementaires.

Les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2017 font apparaître :

- Total du bilan : 117 088 536 euros
- Résultat : 1 511 470 euros

L'exercice 2017 a été marqué par :

- Un encaissement de dividendes des filiales du Groupe pour 2 554 K€,
- Un impact positif de 2 500 K€ sur le résultat d'IMA SA provenant d'un crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) des filiales IMA GIE et IMH GIE,
- Un crédit d'impôt recherche obtenu au titre de l'année 2016 par IMA GIE et comptabilisé dans les comptes 2017 pour 128 K€.

IMA SA a procédé à :

- Une avance complémentaire en compte courant pour la filiale SCI Bellune pour un montant de 2,6 M€,
- Une augmentation de capital pour les filiales suivantes :
 - ASSURIMA pour un montant total de 2 M€
 - SERENA pour un montant total de 1,5 M€

Par ailleurs, le Conseil de Surveillance reconnaît avoir eu connaissance des comptes consolidés.

Compte tenu de ce qui précède, le Conseil de Surveillance n'a aucune observation particulière à formuler, tant en ce qui concerne le rapport de gestion du Directoire que les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Le Conseil de Surveillance



Inter Mutuelles Assistance S.A.

118 avenue de Paris - CS 40 000

79 033 NIORT Cedex 9

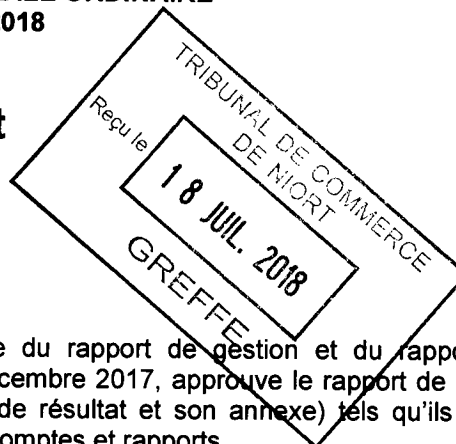
Tél. : +33 (0)5 49 347 347

www.imagroupe.eu

INTER MUTUELLES ASSISTANCE
SA à directoire et à conseil de surveillance au capital de 32 048 180 euros
Siège social : 118, avenue de Paris 79000 NIORT CEDEX
RCS NIORT 320 281 025

**PROCES-VERBAL
DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
DU 26 JUIN 2018**

Extrait



.../...

PREMIERE RESOLUTION
(Approbation des comptes sociaux)

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion et du rapport des Commissaires aux comptes sur l'exercice clos le 31 décembre 2017, approuve le rapport de gestion et les comptes annuels (à savoir le bilan, le compte de résultat et son annexe) tels qu'ils lui ont présentés, ainsi que les opérations retracées dans ces comptes et rapports.

En conséquence, l'assemblée générale donne quitus de leur gestion, pour l'exercice écoulé, aux membres du directoire et du conseil de surveillance.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à la majorité des voix présentes ou représentées.

DEUXIEME RESOLUTION
(Approbation des comptes consolidés)

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du groupe et du rapport des commissaires aux comptes, approuve les comptes consolidés arrêtés au 31 décembre 2017 tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations retracées dans ces comptes et rapports.

En conséquence, l'assemblée générale donne quitus de leur gestion, pour l'exercice écoulé, aux membres du directoire et du conseil de surveillance.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à la majorité des voix présentes ou représentées.

TROISIEME RESOLUTION
(Affectation du résultat)

L'assemblée générale décide d'affecter le bénéfice net comptable s'élevant à 1 511 470,49 euros de la façon suivante :

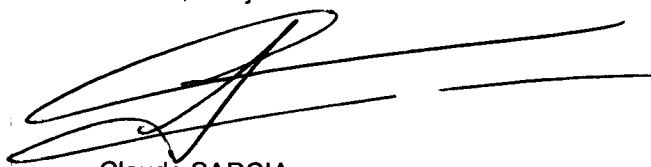
Réserve légale :	75 573,52 €
Report à nouveau :	<u>1 435 896,97 €</u>
	1 511 470,49 €

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à la majorité des voix présentes ou représentées.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, il est précisé qu'il n'a pas été distribué de dividendes au titre des trois précédents exercices.

.../...

Certifié conforme
A Niort, le 3 juillet 2018


Claude SARCIA
Président du Directoire

Inter Mutuelles Assistance SA



Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2017

GROUPE Y AUDIT

MAZARS

GROUPE Y AUDIT

SIEGE SOCIAL : 53 RUE DES MARAIS - CS 18421 - 79 024 NIORT CEDEX

TEL : +33 (0) 5 49 32 49 01 - FAX : +33 (0) 5 49 32 49 17

SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

CAPITAL DE 37000 EUROS - RCS Niort B 377 530 563

MAZARS

SIEGE SOCIAL : 61, RUE HENRI REGNAULT - 92075 PARIS LA DÉFENSE CEDEX

TEL : +33 (0) 1 49 97 60 00 - FAX : +33 (0) 1 49 97 60 01

SOCIETE ANONYME D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES A DIRECTOIRE ET
CONSEIL DE SURVEILLANCE

CAPITAL DE 8 320 000 EUROS - RCS NANTERRE 784 824 153

Inter Mutuelles Assistance SA

Société anonyme au capital de 32 048 180 €

Siège social : 118 avenue de Paris - 79000 Niort

R.C.S : Niort 320 281 025

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2017

GROUPE Y AUDIT

MAZARS

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

A l'Assemblée Générale de la société Inter Mutuelles Assistance SA,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Inter Mutuelles Assistance SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice :

- Certains postes techniques propres à l'assurance, à l'actif et au passif des comptes consolidés de votre Groupe, sont estimés en utilisant des données statistiques et des techniques actuarielles. Il en est ainsi notamment des provisions techniques. Les modalités de détermination de ces éléments ainsi que les montants concernés sont relatées dans la note « *Provisions techniques* » de l'annexe.

Nous nous sommes assurés de la cohérence d'ensemble des hypothèses et des modèles de calcul retenus par votre Groupe ainsi que de la conformité des évaluations obtenues avec les exigences de son environnement réglementaire et économique.

- Votre Groupe détaille les modalités de valorisation et de dépréciation retenues pour les placements dans la note « *Placements financiers* » de l'annexe aux comptes.

Nous avons vérifié que les valorisations et les dépréciations retenues étaient cohérentes avec l'intention de détention de ces titres par le Groupe et examiné, en tant que de besoin, les données, les hypothèses retenues et la documentation préparée dans ce cadre.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Vérification du rapport sur la gestion du groupe

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes

consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

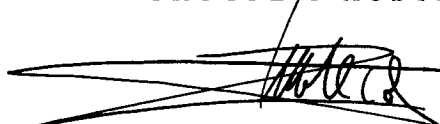
Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Niort et à Paris La Défense, le 1^{er} juin 2018

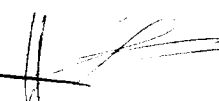
Les Commissaires aux Comptes

GROUPE Y AUDIT



Christophe MALÉCOT

MAZARS



Pascal PARANT



Nicolas DUSSON

DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

2.1 Bilan

Bilan actif

IMA consolidé (en Euro)

	NET N TOTAL 31/12/2017	NET N-1 TOTAL 31/12/2016
Ecart d'acquisition		
Actifs incorporels	34 947 230	30 876 435
Placements des entreprises d'assurance	61 703 100	61 036 389
Terrains et constructions	2 232 705	2 253 873
Placements dans les entreprises liées et dans des entreprises avec lesquelles existe un lien de participation	0	0
Autres placements	59 470 395	58 782 516
Placements représentant les engagements en UC		
Placements des autres entreprises	88 661 365	99 014 456
Terrains et constructions	38 961 853	39 177 397
Placements dans les entreprises liées et dans des entreprises avec lesquelles existe un lien de participation	25 020	25 020
Autres placements	49 674 492	59 812 039
Titres mis en équivalence	3 452 794	3 086 504
Part des cessionnaires et rétrocessionnaires dans les provisions techniques	2 387 432	2 167 409
Provisions pour primes non acquises	1 769 635	1 347 440
Provisions pour sinistres	617 797	819 969
Autres provisions techniques	0	0
Créances nées des opérations d'assurance et de réassurance	8 369 026	14 936 896
Primes acquises non émises	1 991 654	3 404 213
Autres créances nées d'opérations d'assurance directe	5 713 550	6 067 524
Créances nées d'opérations de réassurance	663 822	5 465 159
Créances sur les entreprises du secteur bancaire	29 153 007	30 238 407
Compte courant et caisse	29 153 007	30 238 407
Autres créances	116 699 554	92 311 246
Personnel	200 941	182 400
Etat, organismes de Sécurité Sociale, collectivités publiques	10 682 920	8 291 697
Débiteurs divers	105 815 693	83 837 149
Capital appelé non versé	0	0
Autres actifs	34 018 542	29 806 504
Actifs corporels d'exploitation	28 876 142	26 045 694
Autres	5 142 400	3 760 810
Comptes de régularisation - Actif	4 267 838	4 054 319
Frais d'acquisition reportés	1 309 179	1 201 522
Autres	2 958 659	2 852 797
Différence de conversion	0	0
Total de l'actif	383 659 888	367 528 565

Bilan passif

IMA consolidé (en Euro)

	NET N TOTAL 31/12/2017	NET N-1 TOTAL 31/12/2016
Capitaux propres du Groupe	155 178 712	145 924 143
Capital social	31 407 217	31 407 217
Primes d'émission	21 485 819	21 485 819
Résultat de l'exercice	9 444 927	13 848 572
Réserves	92 865 894	79 167 202
Autres	-25 145	15 333
Intérêts minoritaires	794 206	754 270
Passifs subordonnés		
Provisions techniques brutes	33 887 438	31 501 003
Provisions techniques Vie		
Provisions techniques non-Vie	33 887 438	31 501 003
Provisions techniques en UC		
Provisions pour risques et charges	2 813 254	2 692 557
Dettes nées des opérations d'assurance et de réassurance	7 199 554	8 877 557
Dettes représentées par des titres		
Dettes envers les entreprises du secteur bancaire	23 300 824	28 535 215
Autres dettes	159 083 410	147 560 911
Comptes de régularisation - Passif	1 402 490	1 682 909
Différence de conversion	0	0
Total du passif	383 659 888	367 528 565

2.2

Compte de résultat

IMA consolidé (en euros)

	ACTIVITES ASSURANCE NON-VIE	AUTRES ACTIVITES	TOTAL 31/12/2017	TOTAL 31/12/2016
Primes émises	97 899 475		97 899 475	96 285 902
Variation des primes non acquises	-344 129		-344 129	-2 795 453
Primes acquises	97 555 346	0	97 555 346	93 490 449
Produits d'exploitation bancaire			0	0
Chiffre d'affaires ou produits des autres activités		597 689 302	597 689 302	545 847 136
Autres produits d'exploitation	714 952	3 609 726	4 324 678	3 943 432
Produits financiers nets de charges	-21 650	-222 404	-244 054	73 026
Produits d'exploitation courants	98 248 648	601 076 624	699 325 272	643 354 043
Charges des prestations d'assurance	-73 708 994		-73 708 994	-66 966 295
Charges ou produits nets des cessions en réassurance	-403 764		-403 764	-549 809
Charges des autres activités		-318 907 288	-318 907 288	-285 591 397
Charges de gestion	-16 851 004	-280 298 745	-297 149 749	-275 624 154
Charges d'exploitation courantes	-90 963 762	-599 206 033	-690 169 795	-628 731 655
Résultat de l'exploitation courante	7 284 886	1 870 591	9 155 477	14 622 388
Autres produits nets			31 670	33 684
Résultat exceptionnel			-367 388	1 293 270
Impôts sur les résultats			-61 775	-2 779 033
RÉSULTAT NET DES ENTREPRISES INTÉGRÉES			8 757 984	13 170 309
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence			726 878	705 555
Dotation aux amortissements des écarts d'acquisition			0	0
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ			9 484 862	13 875 864
Intérêts minoritaires			39 935	27 292
RÉSULTAT NET (PART DU GROUPE)			9 444 927	13 848 572



2.3

Tableau des engagements reçus et donnés

IMA consolidé (en K€uros)

	31/12/2017	31/12/2016
Engagements reçus	4 257	4 196
Entreprises d'assurance	860	1 219
Entreprises du secteur bancaire	0	0
Autres entreprises	3 397	2 977
Engagements donnés	37 807	39 861
Entreprises d'assurance	0	0
Entreprises du secteur bancaire	0	0
Autres entreprises	37 807	39 861

2.4

Annexe aux comptes consolidés

► **Référentiel comptable**

Les comptes consolidés du Groupe sont établis conformément aux dispositions de la législation française définies par :

- la loi du 3 janvier 1985 et son décret d'application du 17 février 1986,
- la loi n° 94-679 du 8 août 1994,
- les décrets n° 94-481 et 94-482 du 8 juin 1994,
- l'arrêté du 20 juin 1994,
- le règlement n° 2000-05 du 7 décembre 2000 relatif aux règles de consolidation et de combinaison des entreprises régies par le code des assurances.

► **Faits marquants de l'exercice**

Le chiffre d'affaires consolidé s'élève 696 M€ par rapport à 641 M€ en 2016, soit +8,6 % et le chiffre d'activité est de 908,7 M€ contre 837M€ en 2016, soit + 8,6 %.

Les primes d'assurance représentent 97,5 M€ (93,5 M€ en 2016).

La dynamique commerciale reste forte.

Les entités françaises ont contribué à hauteur de 56 M€ à cette évolution.

Cela s'est traduit par la croissance d'activité des actionnaires, la poursuite du développement de l'activité Groupe Renault / Peugeot Citroën, le gain de nouveaux contrats. Le taux de rendement des placements financiers d'IMA SA est d'environ 0,7 % en moyenne sur l'exercice. Ce pourcentage est obtenu dans un marché de taux bas avec des placements sécurisés de court terme. Le résultat du Groupe s'établit à 9,5M€ contre 13,9M€ en 2016.

► **Périmètre de consolidation**

Toutes les entreprises contrôlées par IMA SA ou sur lesquelles elle exerce une influence notable sont incluses dans le périmètre de consolidation.

Toutes les entreprises incluses dans le périmètre de consolidation sont sous contrôle exclusif à l'exception de WAFA IMA Assistance et d'IMA Benelux.

WAFA IMA Assistance est consolidée selon la méthode de mise en équivalence depuis 2011. IMA Benelux est consolidée selon la méthode de l'intégration proportionnelle à partir de 2012.

La SARL Domissima, au capital de 25K€, détenue à 100 % par IMA SA a été créée en 2008.

Le montant des titres de cette société n'étant pas significatif, elle n'est pas consolidée en 2017.

Il n'y a pas eu de mouvements sur le périmètre de consolidation en 2017.

Le GIE La Chantrerie, groupement d'intérêt économique, situé 1 impasse Claude Nougaro 44800 Saint Herblain, a été créé en 2017. Les membres sont IMA Technologies, IMA Protect et MACIFIN. Cette entité qui a démarré son activité fin 2017 n'a pas été consolidée.

Périmètre et méthode

Nom commercial et siège social	Pays	Partenariat	Intérêt	Méthode
1 - Activité Holding				
<u>IMA SA</u> 118 avenue de Paris – NIORT	France	100,00	100,00	Conso- lidante
2 - Activité Assurance				
<u>IMA Iberica</u> Julián Camarillo n°29 – MADRID	Espagne	100,00	100,00	Globale
<u>IMA Italia Assistance</u> Piazza Indro Montanelli n°20 – Sesto San Giovanni (MILAN)	Italie	100,00	100,00	Globale
<u>IMA Assurances</u> 118 avenue de Paris – NIORT	France	100,00	100,00	Globale
<u>Assurima</u> 118 avenue de Paris – NIORT	France	100,00	100,00	Globale
<u>Wafa IMA Assistance</u> Casablanca Business Center, lot°2 lotiss. Mandarouna Sidi Maârouf, CASABLANCA	Maroc	35,00	35,00	Equiva- lence
3 - Activité hors assurance				
<i>Assistance</i>				
<u>IMA GIE</u> 118 avenue de Paris – NIORT	France	84,57	84,57	Globale
<u>IMA Services</u> 118 avenue de Paris – NIORT	France	100,00	100,00	Globale
<u>Séréna</u> 118 avenue de Paris – NIORT	France	100,00	100,00	Globale
<u>IMA Deutschland</u> 250 B Leopoldstrasse – 80807MUNICH	Allemagne	100,00	100,00	Globale
<u>Prestima</u> Julián Camarillo n°29 – MADRID	Espagne	100,00	100,00	Globale
<u>IMA Servizi</u> Piazza Indro Montanelli n°20 – Sesto San Giovanni (MILAN)	Italie	100,00	99,31	Globale
<u>IMA Benelux</u> Parc d’Affaires Zénobe Gramme – Bât 11/12 Square des Conduites d’Eau – LIEGE	Belgique	50,00	50,00	Propor- tionnelle
<u>IMA UK Assistance Limited</u> Cottingley Business Park – BD 16 – 1PY WEST YORKSHIRE	Angleterre	100,00	100,00	Globale
<u>Inter Mutuelles Habitat GIE</u> 471 rue Puits Japie, ZA Le Luc – ECHIRE	France	80,00	80,00	Globale
<i>Autres activités</i>				
<u>IMA Technologies</u> 1 impasse Claude Nougaro – SAINT HERBLAIN	France	100,00	100,00	Globale
<u>IMA Protect</u> 10 rue Henri Picherit – NANTES	France	100,00	100,00	Globale
<u>IMA Voyages</u> 118 avenue de Paris – NIORT	France	100,00	100,00	Globale
<i>Immobilier</i>				
<u>SCI Bellune</u> 118 avenue de Paris – NIORT	France	100,00	100,00	Globale

Modalités de consolidation

Méthode de consolidation

Les seize filiales, sous contrôle exclusif, ont été consolidées par intégration globale. WAFA IMA Assistance est mise en équivalence et IMA Benelux est consolidée selon la méthode de l'intégration proportionnelle.

Harmonisation et retraitements de consolidation

Les comptes sociaux des sociétés françaises et étrangères du Groupe IMA sont établis, pour leur activité respective, selon les règles comptables en vigueur dans les pays considérés.

Les retraitements nécessaires à l'harmonisation des méthodes d'évaluation retenues par les sociétés consolidées sont effectués lorsqu'ils présentent un caractère significatif.

Ainsi, aucun retraitement d'homogénéisation n'a été jugé nécessaire pour ce qui concerne les provisions techniques, les placements ; les cadences d'amortissements sont harmonisées conformément aux dispositions du règlement CRC 2002-10.

Les retraitements de consolidation ont porté notamment sur les opérations de location financement et les impôts différés.

Date de clôture

La consolidation est réalisée à partir des comptes annuels de chaque société arrêtés au 31 décembre.

Conversion des comptes d'entreprises établissant leurs comptes en monnaies étrangères

Les comptes des filiales IMA UK et WAFA IMA Assistance, hors zone euro, sont convertis selon la méthode du cours de clôture :

- les éléments bilanciels sont convertis au cours de clôture, les produits et charges au cours moyen de la période,
- les écarts de conversion constatés sur le bilan d'ouverture et le résultat sont inscrits au poste "écarts de conversion".

Élimination des opérations internes au Groupe

Toutes les opérations internes au Groupe sont éliminées.

Lorsque ces opérations affectent le résultat consolidé, l'incidence de leur élimination est répartie entre les intérêts du Groupe et les intérêts minoritaires dans l'entreprise ayant réalisé le résultat.

L'élimination des incidences des opérations internes portant sur des actifs a pour conséquence de les ramener au coût historique consolidé.

Les opérations internes éliminées portent notamment sur :

- les créances et dettes réciproques, ainsi que les produits et charges réciproques,
- les dividendes intra-groupes,
- les dépréciations des titres de sociétés consolidées ou de créances détenues sur celles-ci.

Imposition différée

Des impôts différés ont été calculés sur toutes les différences significatives liées à des décalages temporaires entre la base imposable et le résultat comptable selon la méthode du report variable.

En application de la loi de finances 2018 qui prévoit une diminution du taux d'impôts sur les sociétés de 33,33 % à 25 % d'ici 2022, les impôts différés actifs et passifs ont été comptabilisés en prenant en compte les taux d'impôts qui seront applicables lorsque les différences temporaires se résorberont.

Ce traitement se traduit par un impôt différé actif comptabilisé pour 13K€ et un impôt différé passif de 74K€.

Les impôts différés actifs et passifs sont présentés respectivement en comptes de régularisation actifs et passifs.

Les actifs et passifs d'impôts différés concernant une même entité fiscale ont été compensés. Ils concernent les sociétés faisant partie de l'intégration fiscale d'IMA SA : IMA GIE (84,57 %), IMA Services, SCI Bellune, IMA Technologies, Inter Mutuelles Téléassistance, IMA Assurances, Assurima, Inter Mutuelles Habitat (80 %) et Sérena.

L'actif d'impôts différés, estimé à 183K€ et relatif à la filiale IMA UK, n'a pas été comptabilisé car sa récupération n'est pas jugée probable, dans un avenir proche, du fait de la situation déficitaire actuelle de cette société.

Il en est de même pour la filiale Prestima ; l'actif d'impôts différés non comptabilisé est estimé à 61 K€. En ce qui concerne IMA Deutschland, il est évalué à 312K€.

Écarts de première consolidation

Lors de l'entrée dans le périmètre de consolidation d'une entreprise, la différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation de l'ensemble des actifs et passifs identifiés constitue l'écart d'acquisition.

Les écarts d'évaluation constatés sur des actifs et passifs identifiables sont imputés sur l'écart d'acquisition.

Les écarts d'acquisition résiduels sont, lorsqu'ils sont positifs, inscrits à l'actif immobilisé et amortis sur une durée fonction du contexte de l'acquisition. Lorsqu'ils sont négatifs, ils représentent une provision pour risques qui est inscrite au passif du bilan.

Comptes sociaux des entités italiennes

Les comptes sociaux des entités italiennes, intégrés en consolidation, sont réalisés selon des données provisoires au 31 décembre 2017. Leurs comptes sociaux définitifs sont arrêtés postérieurement aux comptes consolidés du Groupe IMA.

La différence entre les résultats sociaux provisoires et définitifs de ces sociétés est constatée dans les résultats consolidés de l'exercice suivant.

L'impact sur les comptes consolidés 2017 est une charge de 533 K€ correspondant à un écart sur le résultat 2016.

► Méthodes et règles d'évaluation

■ Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

L'option d'activation des projets développés par IMA GIE (Livraisons A Soi Même : LASM) a été prise en 2006 pour l'ensemble du Groupe IMA de manière irréversible, engageant l'ensemble des sociétés du Groupe IMA sur l'ensemble de leurs projets.

Chaque projet est analysé chaque année en 4 étapes :

Etape 1

- identification des parties autonomes acquises sur le marché,
- identification des projets développés par des salariés d'IMA GIE et/ou des prestataires informatiques externes,
- lotissement des projets chaque fois que :
 - . des lots se distinguent du fait de dates de recettes ou de durées d'utilisation distinctes,
 - . des lots sont destinés à une ou plusieurs entités du Groupe IMA.

Etape 2

Pour les projets développés en interne, vérification de la validité de tous les critères d'immobilisation.

Critères	Immobilisation	Charges
1- Faisabilité technique	oui	
2- Intention d'achever	oui	Un "non" suffit.
3- Capacité à utiliser	oui	Les 6 critères doivent être simultanément réunis pour chaque projet passé au crible des critères au moment de la préparation budgétaire de l'année
4- Avantages futurs	oui	N où ils débutent, ceci étant validé par le dernier
5- Disponibilité des ressources	oui	Directoire de l'année N-1
6- Evaluation possible	oui	

Etape 3 : évaluation des composantes immobilisables des projets

• Phases

Pour chaque projet, seuls les coûts encourus sur certaines phases sont activables :

Phase PsNext	Phase DAF	Charge / Immo
Pré-étude	Etude préalable	Charge
Mise en œuvre	Analyse fonctionnelle	Immo
Mise en œuvre	Analyse organique (conception détaillée de l'application)	Immo
Mise en œuvre	Programmation (appelée parfois codification)	Immo
Mise en œuvre	Tests et jeux d'essais	Immo
Mise en œuvre	Documentation destinée à une utilisation interne et externe	Immo
Production et Post-production	Formation de l'utilisateur	Charge
Production et Post-production	Suivi de logiciel (maintenance)	Charge

• Centres de coûts

Seules les dépenses contribuant à la construction de la solution du projet sont prises en compte (essentiellement dépenses identifiées dédiées au projet et les charges relatives aux équipes de développement informatique).

Etape 4 : paramètres d'immobilisation

Montant	Salaires (salariés fonctionnels dédiés au projet) = Nombre jours x coût budget Salaires (salariés développeurs informatiques) = Nombre jours x coût budget Frais externes AMOE = Réel TTC (y compris factures non parvenues).
Durée d'amortissement	Durée d'utilisation techniquement prévue pour le matériel/licences. La durée d'amortissement est la durée d'utilisation prévue par la direction sur la base de données techniques ou commerciales.
Date de début	Date du procès-verbal de réception (recette du lot du projet)

Logiciels acquis

Ils comprennent des logiciels informatiques acquis et amortis sur une durée de 3 ans en linéaire.

Logiciels développés en interne

Conformément à la réglementation, les dépenses de recherches sont enregistrées en charges sur l'exercice au cours duquel elles sont encourues et les frais de développement et de création de logiciels en interne sont immobilisés dès lors qu'ils remplissent les critères énoncés par les textes.

Au sein du Groupe IMA, les projets suivants sont en mesure de satisfaire aux conditions décrites ci-dessus.

♦ IMA GIE

Dans le cadre du schéma directeur informatique, la refonte de la partie front-office (projet Nouma domicile) a démarré en 2015. Certains projets ont été livrés et mis en service en 2015, d'autres projets liés à Nouma ont été mis en service en 2017 (Nouma Connexe, Nouma domicile) suite à la mise en production de la V1 Higgins. D'autres projets sont en cours en 2017.

Le tableau ci-dessous représente l'évolution des projets LASM entre 2016 et 2017 :

	31.12.16			31.12.17		
	Valeur brute	Amortissements	Valeur nette	Valeur brute	Amortissements	Valeur nette
Projets en service	1 521	104	1 417	7 345	745	6 600
Projets encore en cours en fin d'exercice	5 549	-	5 549	5 021	-	5 021
Total des projets LASM inventoriés en fin d'exercice	7 070	104	6 966	12 366	745	11 621
dont projet NOUMA	4 551	0	4 551	7 975	619	7 356

♦ Inter Mutuelles Habitat GIE

Au titre de l'exercice un applicatif OSMOZ lot 2 a été mis en production. Cette immobilisation fait l'objet d'un amortissement sur sa durée d'utilisation estimée de 7 ans.

■ Placements financiers

Les placements financiers et les titres de participation non consolidés sont évalués à leur valeur historique d'acquisition, nette de frais d'acquisition, sous réserve des dispositions prévues aux articles R 343-9 et R 343-10 du code des assurances.

Titres de participation non consolidés

La valeur de référence des placements dans les entreprises avec lesquelles existe un lien de participation correspond à leur valeur d'usage, laquelle est fonction de l'utilité que représente la participation pour le Groupe.

Une provision est constituée ligne à ligne dans le cas où cette valeur est inférieure au coût historique.

Au 31 décembre 2017, les titres de participation présents au bilan concernent essentiellement DOMISSIMA dont IMA SA détient 100 % du capital (25 K€ : société créée en 2008 dont le siège social est situé 118 avenue de Paris – CS 40 000 - 79033 NIORT Cedex 9) ; ils ne sont pas consolidés en raison de leur caractère non significatif.

Valeurs mobilières amortissables à taux fixe (article R 343-9 du code des assurances)

Les valeurs mobilières amortissables (obligations, titres de créances négociables,...) sont inscrites pour leur prix d'achat (hors intérêts courus).

La différence entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement de chaque ligne de titres est rapportée au résultat sur la durée résiduelle des titres.

Cet amortissement figure en compte de régularisation actif ou passif et est intégré dans le résultat financier.

Une dépréciation est constituée si le débiteur n'est pas en mesure de respecter ses engagements (paiement des intérêts et remboursement du principal notamment).

Au 31 décembre 2017, IMA Assurances et Assurima détiennent des certificats de dépôt qui sont éligibles au régime de l'article R 343-9 mais ne font pas l'objet d'un traitement particulier.

Titres et autres placements financiers affectés ou non à la représentation des engagements techniques (article R 343-10 du code des assurances)

Ces titres, essentiellement des SICAV obligataires et monétaires, figurent au bilan à leur coût d'acquisition.

L'évaluation des titres est effectuée conformément à l'article R 343-11 :

- titres cotés : sur la base du dernier cours coté au jour de l'inventaire,
- titres non cotés : valeur d'utilité pour l'entreprise.

Lorsque leur valeur actuelle à la date de clôture est inférieure à la valeur d'actif brut, une provision pour dépréciation est constituée conformément aux dispositions de l'article R 343-10 du code des assurances.

Le règlement n°2015-11 du 26 novembre 2015 de l'Autorité des Normes Comptables précise dans ses articles 123-6 à 123-19 les règles de comptabilisation des valeurs amortissables visées à l'article R 343-10 du Code des assurances.

Lorsque l'entreprise a l'intention et la capacité de détenir les valeurs amortissables relevant de l'article R.343-10 du code des assurances jusqu'à leur maturité, les valeurs recouvrables s'analysent au regard du seul risque de crédit.

Provision pour dépréciation durable

La provision pour dépréciation durable (PDD) est constituée si la valeur de marché d'un actif est inférieure à sa valeur au bilan, et si cette situation de moins-value latente est considérée comme durable.

La PDD doit être calculée à l'unité pour chaque titre du portefeuille détenu par le Groupe IMA.

En pratique, la règle est de constituer une PDD si un actif baisse de plus de 20 % (30 % en période de forte volatilité des marchés, identifiée comme telle par l'Autorité des Marchés Financiers) pendant au moins 6 mois.

Lorsque les titres concernés voient leur valeur augmenter à nouveau, il est possible de procéder à une reprise de PDD.

Au 31 décembre 2017, le Groupe IMA n'a pas à constater de provision pour dépréciation durable.

Provision globale pour risque d'exigibilité

La provision pour risque d'exigibilité est constituée lorsque les placements mentionnés à l'article R 343-10 se trouvent en situation de moins-value latente globale (VNC > valeur globale).

La valeur globale se détermine de la manière suivante :

- pour les valeurs mobilières cotées et les titres cotés, la valeur retenue est le cours moyen des trente derniers jours précédant le jour de l'inventaire ou à défaut, le dernier cours coté avant cette date,
- pour les actions de sociétés d'investissement à capital variable et les parts de fonds communs de placements, la valeur retenue est la moyenne des prix de rachat publiés au cours des trente derniers jours précédant le jour de l'inventaire ou, à défaut, le dernier prix de rachat publié avant cette date,
- pour les autres actifs, leur valeur est évaluée selon les règles prévues à l'article R 343-11.

Compte tenu de la nature des titres en portefeuille, il n'y a pas lieu de constituer une telle provision au 31 décembre 2017.

Allocation des produits financiers au compte technique

Le résultat des placements (produits moins charges de placement) est ventilé dans les entités d'assurance concernées en affectant au résultat technique, la part issue des provisions techniques et au résultat non technique, la part revenant aux capitaux propres.

Placements financiers des entreprises non assurance

Ils sont principalement constitués de valeurs mobilières de placement. Elles représentent des parts d'OPCM, des certificats de dépôt négociables et des comptes à terme. Elles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. La valeur d'inventaire est égale au dernier cours connu.

Une dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'entrée.

Patrimoine immobilier et autres actifs corporels d'exploitation

Les éléments constituant le patrimoine immobilier et les autres actifs corporels d'exploitation sont évalués à leur coût d'acquisition (prix d'achat majoré des frais accessoires).

Les amortissements sont calculés en fonction des règles de la société consolidante et des retraitements sont opérés sur les comptes des filiales étrangères.

Les taux couramment pratiqués sont les suivants :

- | | |
|---|---------------------|
| - agencements installations | 10 ans linéaire |
| - installations et matériels techniques | 3 à 10 ans linéaire |
| - matériel de bureau | 5 à 8 ans linéaire |
| - mobilier | 5 à 8 ans linéaire |
| - matériel informatique et téléphonique | 1 à 8 ans linéaire |
| - matériel de transport | 3 à 5 ans linéaire |

L'application du règlement CRC 2002-10 a conduit à la détermination de composants et de nouvelles durées d'amortissements suivantes pour les bâtiments :

Composants	Mode d'amortissement comptable	Durées d'amortissement comptable
Terrains	Non amortis	
VRD et gros œuvre	Linéaire	30 ou 50 ans
Façades	Linéaire	10 ou 20 ans
Terrasses	Linéaire	10 ou 20 ans
Aménagements extérieurs	Linéaire	15 ou 30 ans
Aménagements intérieurs	Linéaire	10 ans

■ Stocks et encours

A la clôture de l'exercice, un certain nombre de services d'Inter Mutuelles Habitat ne sont pas totalement terminés, l'entité a valorisé ces services en fonction du temps passé en 2017 pour un montant de 4 308K€ dans ses comptes sociaux.

■ Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

■ Frais d'acquisition reportés

Conformément aux dispositions comptables prévues par l'article 151-1 du Règlement ANC 2015-11, la société a inscrit à l'actif du bilan la partie non imputable à l'exercice des frais d'acquisition des contrats constatés en charges de l'exercice.

Soit l'information disponible pour certains contrats permet le calcul du montant reporté contrat par contrat, dans les mêmes conditions et selon les mêmes méthodes que la provision pour primes non acquises.

Soit, pour les autres contrats les frais d'acquisitions non directement affectables contrats par contrat sont reportés selon le prorata des items (a) et (b) définis ci-dessous :

(a) partie de la provision pour primes non acquises correspondant aux contrats non affectés,

(b) partie des primes émises correspondant aux contrats non affectés.

Au 31 décembre 2017, les frais d'acquisition reportés s'élèvent à 1 309K€ et concernent les sociétés Assurima, IMA Iberica et IMA Assurances.

■ Provisions techniques

Les provisions constituées sont destinées à couvrir des charges échues de l'exercice ou à garantir un risque dont l'entreprise a connaissance à la clôture de l'exercice.

Les provisions techniques sont élaborées en conformité avec les règles du code des assurances.

Provisions pour primes non acquises et risques en cours

La provision pour primes non acquises est destinée à constater la part des primes se rapportant à la période comprise entre la date de l'inventaire et la date de la prochaine échéance de la prime.

Elle est calculée en fonction des paramètres des contrats, contrat par contrat, au prorata temporis.

La provision pour risques en cours est destinée à couvrir, pour chacun des contrats payables d'avance, la charge de sinistres et de frais pour la période qui s'écoule entre la date d'inventaire et la première échéance de prime ou de terme du contrat pour la part de ce coût non couverte par la provision pour primes non acquises.

Le calcul est effectué en fonction d'un taux moyen de sinistralité observé sur chacun des contrats concernés sur les exercices N et N-1.

Sur les contrats pluriannuels pour lesquels les prévisions de coûts de sinistres dépassent, sur la période comprise entre la date de l'inventaire et la date d'échéance du contrat, la part des primes se rapportant à cette période post clôture, le différentiel a été provisionné en "provision pour risque en cours".

Provisions pour sinistres

Les provisions pour sinistres représentent la valeur estimée des dépenses en principal et en frais tant internes qu'externes, relatives au règlement des dossiers d'assistance ouverts à la clôture de l'exercice.

Ces provisions sont calculées selon des méthodes statistiques et récapitulées par exercice de survenance. Les dépenses sont estimées à leur coût futur non actualisé.

Les provisions pour sinistres comprennent notamment les provisions pour "sinistres inconnus" ou "tardifs", y compris déclarés tardivement (après la date d'inventaire).

Elles sont augmentées d'une provision pour frais de gestion de sinistres : ce taux de chargement est déterminé annuellement en fonction du taux moyen de règlement des dossiers réellement observé sur les trois dernières années. Les modalités de calcul de la provision pour frais de gestion de sinistres ont été ajustées au cours de l'exercice 2017 et portent le taux de chargement à 20,32 % en 2017 contre 17,11 % en 2016.

Provisions pour risques croissants

Chez IMA Assurances, la provision pour risque croissant dont le solde au 31.12.15 était de 560K€ sur la base du business plan actualisé, suite à la mise en place en 2013 d'un contrat lié à la dépendance, a été recalculé au 31.12.17 au vu de l'évolution de l'activité dépendance en 2017.

Cette provision a donc été intégralement reprise et dotée à nouveau pour le même montant.

Cette provision reste évaluée sur la base d'une projection d'un résultat technique sur un horizon de 5 ans et correspond par conséquent, au déséquilibre des primes sur les sinistres et frais des contrats concernés.

Provisions pour risques et charges

Ces provisions sont destinées à couvrir les risques et les charges que les événements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisés quant à leur objet, mais dont la réalisation, l'échéance ou le montant sont incertains.

Les provisions pour risques et charges incluent :

- des provisions pour litiges, pour risques prud'homaux,
- les provisions pour indemnités de fin de carrière,

Provisions pour indemnités de fin de carrière

Les engagements de retraite vis-à-vis du personnel des sociétés consolidées sont couverts soit par un contrat d'assurance volontaire, soit par un contrat d'assurance obligatoire, ou encore font l'objet d'un engagement hors bilan en comptabilité sociale.

◆ IMA GIE

Le contrat d'assurance souscrit auprès de Parnasse MAIF couvre les indemnités de fin de carrière des salariés prévu par la convention collective (cadres et techniciens).

L'engagement total est estimé pour les techniciens et les cadres d'IMA GIE sur la base des droits acquis par les salariés à partir d'hypothèses relatives à l'âge de départ à la retraite et au "turn over". Il est de 15 348 K€ au 31 décembre 2017. Il inclut les charges sociales correspondantes.

Le fonds constitué auprès de l'assureur en 2013 couvre désormais le montant total de cet engagement. Il n'y a donc plus de provision en consolidation depuis 2013.

◆ Autres entités françaises

Le montant des IFC des salariés d'IMA Technologies, d'Inter Mutuelles Téléassistance et de Sérénia prévu par la convention collective et non couvert par un contrat d'assurance figure au passif. Il est de 368K€ au 31 décembre 2017.

Le taux d'actualisation retenu est de 0,5 %. L'âge de départ à la retraite pris en compte est de 65 ans.

Au 31 décembre 2017, le montant de la provision pour indemnités de fin de carrière, comptabilisé en consolidation, s'élève à 368 K€. Il inclut les charges sociales correspondantes.

La variation de la provision pour IFC entre l'année 2017 et 2016 a généré une charge qui a diminué le résultat consolidé de 81K€, soit 54K€ nets d'impôts différés.

Chez Inter Mutuelles Habitat, les IFC des cadres et des employés sont couvertes par un contrat d'assurance souscrit auprès de Parnasse Maif.

■ Règles retenues pour l'imputation des charges par destination

La comptabilisation des charges par destination est réalisée selon les dispositions du Plan Comptable particulier à l'assurance et à la capitalisation.

Une comptabilisation des charges est effectuée dans un premier temps dans des comptes par nature auxquels sont affectées des sections analytiques (services). Ces comptes par nature sont soldés et répartis dans les comptes par destination mensuellement.

L'affectation dans les différentes destinations est effectuée en fonction du couple charge par nature/section analytique.

Les spécificités inhérentes à l'activité d'assistance ont été intégrées. Les charges des plateaux d'assistance sont, par exemple, comptabilisées sur la ligne prestations et frais payés.

■ Charges et produits exceptionnels

Pour les activités d'assurance et autres, les charges et produits qui ont un caractère non récurrent et étranger à l'exploitation figurent en résultat exceptionnel.

■ Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE)

Le CICE est comptabilisé au crédit d'un compte de charges de personnel des sociétés du Groupe IMA concernées (IMA Technologies, Inter Mutuelles Téléassistance, IMA Voyages et Sérénia) conformément à la note d'information du 28 février 2013 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC). Le montant total s'élève à 1 000K€.

IMA SA comptabilise sa quote-part de CICE relative aux entités IMA GIE et Inter Mutuelles Habitat en crédit d'impôt soit 2 500K€.

Les éléments ci-après sont présentés en milliers d'euros.

Informations complémentaires sur les postes du bilan

■ Ecart d'acquisition

Aucun écart d'acquisition n'a été constaté à l'actif

■ Actifs incorporels

	Valeur brute			Montant à la fin de l'exercice
	Montant au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	
Frais d'établissement	0			0
Fonds de commerce et droit au bail*	50			50
Autres actifs incorporels	85 577	11 871	-2 341	95 107
Total	85 627	11 871	-2 341	95 157

* Dont le fonds de commerce IMA UK pour 50 K€ sur 5 ans.

	Amortissements et dépréciations			Montant à la fin de l'exercice	Valeur nette à la fin de l'exercice
	Montant au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions		
Frais d'établissement	0			0	0
Fonds de commerce et droit au bail	50			50	0
Autres actifs incorporels	54 701	7 503	-2 044	60 160	34 947
Total	54 751	7 503	-2 044	60 210	34 947

■ Placements des entreprises d'assurance

	31.12.17			31.12.16	
	Valeur brute	Valeur nette	Valeur de réalisation (1)	Plus ou moins values latentes	Plus ou moins values latentes
1. Placements immobiliers	2 352	2 233	2 424	191	146
2. Actions et autres titres à revenu variable autres que les parts d'OPCVM	6	6	6		
3. Parts d'OPCVM (autres que celles visées en 4.)	13 049	13 049	13 173	124	134
4. Parts d'OPCVM détenant exclusivement des titres à revenu fixe					
5. Obligations et autres titres à revenu fixe	39 125	39 125	39 460	335	376
6. Prêts hypothécaires					
7. Autres prêts et effets assimilés					
8. Dépôts auprès des entreprises cédantes	3 240	3 240	3 240		
9. Autres dépôts	4 050	4 050	4 050		
10. Actifs représentatifs de contrats en unités de compte					
11. Autres instruments financiers à terme					
Total	61 822	61 703	62 353	650	656
Total des placements cotés	26 557	26 557	27 016	459	510
Total des placements non cotés	35 265	35 146	35 337	191	146
Part des placements d'assurance Non Vie	61 822	61 703	62 353	650	656
Part des placements d'assurance Vie					

(1) La réalisation de plus-values latentes donnerait naissance à des droits en faveur des bénéficiaires de contrats et des actionnaires minoritaires ainsi qu'à des impositions.

■ *Placements des autres entreprises*

	31.12.17			31.12.16
	Valeur brute	Amortissements/ Dépréciations	Valeur nette	Valeur nette
Terrains et constructions	58 541	19 579	38 962	39 177
Immobilisations financières	637		637	517
Participations	327		327	75
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	88		88	189
Prêts	222		222	253
Autres immobilisations financières				
Valeurs mobilières de placements	49 084	22	49 062	59 320
Autres				
Total	108 262	19 601	88 661	99 014

■ *Part des cessionnaires et rétrocessionnaires dans les provisions techniques*

Ventilation entre activités Non Vie, Vie et nature des provisions techniques

Nature	31.12.17			31.12.16
	Activité Non Vie	Activité Vie	Total	
Provisions pour primes non acquises et risques en cours	1 769		1 769	1 347
Provisions pour sinistres	618		618	820
Provisions pour participation aux bénéfices				
Autres provisions techniques				
Total	2 387		2 387	2 167

■ Créances nées d'opérations d'assurance et de réassurance

Ventilation par échéance

Nature	31.12.17			Montant net total
	Jusqu'à 1 an	Plus d'1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	
Primes acquises non émises	1 992			1 992
Autres créances nées d'opérations d'assurance directe	5 713			5 713
Créances nées d'opérations de réassurance	664			664
Total	8 369			8 369

Ventilation par nature

Nature	31.12.17			31.12.16
	Activité Non Vie	Activité Vie	Montant net total	
Primes acquises non émises	1 992		1 992	3 404
Autres créances nées d'opér. d'ass. directe	5 713		5 713	6 068
Créances nées d'opérations de réassurance	664		664	5 465
Total	8 369		8 369	14 937

Montant des valeurs brutes et des dépréciations

Nature	31.12.17			31.12.16
	Valeurs brutes	Dépréciations	Montant net total	
Primes acquises non émises	2 138	146	1 992	3 404
Autres créances nées d'opér. d'ass. directe	5 713		5 713	6 068
Créances nées d'opérations de réassurance	664		664	5 465
Total	8 515	146	8 369	14 937

Créances sur les entreprises du secteur bancaire*Ventilation par échéance*

Nature	31.12.17			Montant net total
	Jusqu'à 1 an	Plus d'1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	
Comptes courants et caisses	29 153			29 153
Total	29 153			29 153

Ventilation par nature

Nature	31.12.17			31.12.16	
	Activité Non Vie	Activité Vie	Autres activités	Montant net total	Montant net total
Comptes courants et caisses	17 118		12 035	29 153	30 238
Total	17 118		12 035	29 153	30 238

Montant des valeurs brutes et des dépréciations

Nature	31.12.17			31.12.16
	Valeurs brutes	Dépréciations	Montant net total	
Comptes courants et caisses	29 153		29 153	30 238
Total	29 153		29 153	30 238

Autres créances*Ventilation par échéance*

Nature	31.12.17			Montant net total
	Echéances			
	Jusqu'à 1 an	Plus d'1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	
Personnel	173	28		201
Etat, organismes de Sécurité Sociale, collectivités publiques	10 683			10 683
Débiteurs divers	105 523	292		105 815
Total	116 379	320		116 699

Ventilation par nature et entre activités non vie et vie

Nature	31.12.17				31.12.16
	Activité Non Vie	Activité Vie	Autres activités	Montant net total	Montant net total
Personnel			201	201	182
Etat, organismes de Sécurité Sociale, collectivités publiques	1 764		8 919	10 683	8 292
Débiteurs divers	3 522		102 293	105 815	83 837
Total	5 286		111 413	116 699	92 311

Montant des valeurs brutes et des dépréciations

Nature	31.12.17			31.12.16
	Valeurs brutes	Dépréciations	Montant net total	
Personnel	201		201	182
Etat, organismes de Sécurité Sociale, collectivités publiques	10 683		10 683	8 292
Débiteurs divers	106 535	720	105 815	83 837
Total	117 419	720	116 699	92 311

Autres actifs

Montant des valeurs brutes et des dépréciations

	31.12.17			31.12.16		
	Valeurs brutes	Amortis./ Dépréciations	Montant net total	Valeurs brutes	Amortis./ Dépréciations	Montant net total
Actifs corporels d'exploitation						
Activité Non Vie	121	73	48	121	50	71
Activité Vie						
Autres activités	111 167	82 339	28 828	103 791	77 816	25 975
Stocks et en-cours						
Autres activités	5 142		5 142	3 761		3 761
Total	116 430	82 412	34 018	107 573	77 866	29 807

Ventilation par nature et entre activités non vie et vie

Nature	31.12.17			31.12.16	
	Activité Non Vie	Activité Vie	Autres activités	Montant net total	Montant net total
Actifs corporels d'exploitation	48		28 828	28 876	26 046
Stocks et en-cours			5 142	5 142	3 761
Total	48		33 970	34 018	29 807

Comptes de régularisation – actif

Frais d'acquisition reportés : ventilation entre les activités Non Vie, Vie et autres activités

Nature	31.12.17			31.12.16	
	Activité Non Vie	Activité Vie	Autres activités	Montant net total	Montant net total
Frais d'acquisition reportés	1 309			1 309	1 202
Total	1 309			1 309	1 202

Autres comptes de régularisation actif : ventilation entre les activités Non Vie, Vie et autres activités

Nature	31.12.17			31.12.16
	Activité Non Vie	Activité Vie	Autres activités	Montant net total
Intérêts courus à recevoir	143		382	525
Impôts différés actifs			13	13
Charges constatées d'avance diverses et autres comptes de régularisation actif	82		2 339	2 421
Total	225		2 734	2 959

Tableau de variation des capitaux propres

	Capital social	Primes	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Ecart de conversion	Autres postes	Total	Total des capitaux propres du Groupe	Intérêts minoritaires	Total des CP du Groupe + Intérêts minoritaires
Montant au 31.12.15	31 407	21 486	67 837	11 453		-5	-5	132 178	726	132 904
Affectation du résultat 31.12.15			11 453	-11 453						
Résultat 31.12.16				13 848				13 848	28	13 876
Variation des écarts de conversion			-102					-102		-102
Montant au 31.12.16	31 407	21 486	79 188	13 848		-5	-5	145 924	754	146 678
Affectation du résultat 31.12.16			13 848	-13 848						
Résultat 31.12.17				9 445				9 445	40	9 485
Variation des écarts de conversion			-190					-190		-190
Montant au 31.12.17	31 407	21 486	92 846	9 445		-5	-5	155 179	794	155 973

Provisions techniques

Ventilation entre activités Non Vie, Vie et nature des provisions techniques

Nature	31.12.17			31.12.16
	Activité Non Vie	Activité Vie	Total	
Provisions pour primes non acquises	15 186		15 186	17 429
Provisions pour sinistres	11 314		11 314	8 437
Provisions pour participation aux bénéfices et ristournes	5 126		5 126	3 367
Autres provisions techniques	2 261		2 261	2 268
Total	33 887		33 887	31 501

■ Provisions

Décomposition de la variation des provisions pour risques et charges

Nature	Valeur brute début d'exercice	Augmentation	Diminution	Valeur brute fin d'exercice
Provisions pour risque prud'hommal	103	295	-48	350
Provisions pour litiges	2	24	-2	24
Provisions indemnités fin de carrière et primes liées à l'ancienneté	287	81		368
Titres mis en équivalence				
Ecart d'acquisition				
Autres provisions pour risques et charges	2 300	800	-1 029	2 071
Total	2 692	1 200	-1 079	2 813

■ Dettes nées des opérations d'assurance ou de réassurance

Ventilation par échéance

Nature	31.12.17			Montant net total
	Jusqu'à 1 an	Echéances Plus d'1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	
Dettes nées d'opér. d'assurance directe	3 685			3 685
Dettes nées d'opérations de réassurance	2 897			2 897
Dettes pour dépôts en espèces reçus des réassureurs	618			618
Total	7 200			7 200

Ventilation par nature et entre activités Non Vie et Vie

Nature	31.12.17				31.12.16
	Activité Non Vie	Activité Vie	Autres activités	Montant net total	Montant net total
Dettes nées d'opér. d'assu- rance directe	3 685			3 685	4 727
Dettes nées d'opérations de réassurance	2 897			2 897	3 330
Dettes pour dépôts en espèces reçus des réassureurs	618			618	820
Total	7 200			7 200	8 877

■ Dettes envers les entreprises du secteur bancaire

Ventilation par échéance

Nature	31.12.17			Montant net total
	Jusqu'à 1 an	Plus d'1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	
Dettes envers les établissements de crédit	6 018	12 446	4 837	23 301
Total	6 018	12 446	4 837	23 301

Ventilation par nature et par activité Non Vie et Vie

Nature	31.12.17				31.12.16
	Activité Non Vie	Activité Vie	Autres activités	Montant net total	Montant net total
Dettes envers les établissements de crédit	164		23 137	23 301	28 535
Total	164		23 137	23 301	28 535

■ Autres dettes

Ventilation par échéance

Nature	31.12.17			Montant net total
	Jusqu'à 1 an	Plus d'1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	
Autres emprunts, dépôts et cautionnements reçus				
Personnel	28 522			28 522
Etat, organismes de Sécurité Sociale et collectivités publiques	34 993			34 993
Créanciers divers	95 556	12		95 568
Total	159 071	12		159 083

Ventilation par nature et par activité

Nature	31.12.17				31.12.16
	Activité Non Vie	Activité Vie	Autres activités	Montant net total	Montant net total
Autres emprunts, dépôts et cautionnements reçus					
Personnel	299		28 223	28 522	27 572
Etat, organismes de Sécurité Sociale et collectivités publiques	928		34 065	34 993	31 249
Créanciers divers	3 442		92 126	95 568	88 740
Total	4 669		154 414	159 083	147 561

Comptes de régularisation – passif

Ventilation par nature et par activité

Nature	31.12.17				31.12.16
	Activité Non Vie	Activité Vie	Autres activités	Montant net total	Montant net total
Impôts différés passif			74	74	393
Produits perçus d'avance et autres comptes de régularisation	552		776	1 328	1 290
Total	552		850	1 402	1 683

Tableau des engagements reçus et donnés

	31.12.17			31.12.16
	Assurance	Autres	Total	Total
Engagements reçus	860	3 397	4 257	4 196
Engagements donnés		37 807	37 807	39 861
- aval, cautions et garanties de crédit		37 093	37 093	39 147
- titres et actifs acquis avec engagements de revente				
- autres engagements sur titres, actifs ou revenus		714	714	714
- autres engagements donnés				
Valeurs reçues en nantissement des cessionnaires et rétrocessionnaires				
Valeurs remises par des organismes réassurés avec caution solidaire ou avec substitution				
Valeurs appartenant à des institutions de prévoyance				
Autres valeurs détenues pour le compte de tiers				

Les engagements hors bilan donnés concernent essentiellement des cautions bancaires et des garanties sur des paiements de loyers. A l'occasion de diverses opérations sur des participations stratégiques (IMA Benelux, WIA), IMA SA a été conduite en 2011 prendre et à recevoir des garanties de ventes ou de rachats sur titres à dire d'expert d'actions.

**Informations complémentaires sur les postes du compte de résultat****Ventilation des primes brutes émises**

Libellés	31.12.17	31.12.16
France	69 387	59 690
UE	28 512	36 596
Total	97 899	96 286

Ventilation des primes acquises et des provisions techniques brutes par catégorie

	31.12.17		31.12.16	
Catégories	Primes acquises	Provisions techniques	Primes acquises	Provisions techniques
Affaires directes	79 554	28 452	66 173	23 804
Acceptations en réassurance (Non Vie)	18 001	5 435	27 317	7 697
Total	97 555	33 887	93 490	31 501

Chiffre d'affaires des autres activités

	31.12.17	31.12.16
Prestations d'assistance	536 783	486 670
Abonnés télésurveillance	32 998	31 439
Télédiagnostic et autres activités	27 908	27 738
Total	597 689	545 847

Autres produits d'exploitation

	31.12.17	31.12.16
Reprises sur provisions pour dépréciation des immobilisations et pour risques et charges	1 675	1 852
Autres	2 649	2 091
Total	4 324	3 943

Produits financiers nets de charges

	Assurance Non Vie	Assurance Vie	Autres activités	Total 31.12.17	Total 31.12.16
Revenus des placements	254			254	250
Autres produits de placements	31			31	37
Produits provenant de la réalisation des placements	212			212	287
Ajustements ACAV (plus-values)					
Total produits financiers	497			497	574
Frais int. et ext. de gestion des placements	-295			-295	-312
Autres charges des placements	-88			-88	-104
Pertes provenant de la réalisation des placements	-136			-136	-175
Ajustements ACAV (moins values)					
Total charges financières	-519			-519	-591
Produits financiers nets de charges Assurances	-22			-22	-17
Sociétés non assurance (autres activités)					
Produits financiers			724	724	1 092
Charges financières			-946	-946	-1 002
Résultat financier des autres activités			-222	-222	90
Produits financiers nets de charges				-244	73

Charges des prestations d'assurance

	Assurance Non Vie	Assurance Vie	Total 31.12.17	Total 31.12.16
Prestations et frais payés	69 552		69 552	66 188
Charges des provisions pour sinistres (variations)	2 747		2 747	-1 242
Charges des autres provisions techniques	-227		-227	-270
Participation aux résultats	1 637		1 637	2 290
Total	73 709		73 709	66 966

■ Charges ou produits nets des cessions en réassurance

	Assurance Non Vie	Assurance Vie	Total 31.12.17	Total 31.12.16
Primes cédées	5 484		5 484	5 494
Variation des primes non acquises et risques en cours cédées	-422		-422	-430
Charges de sinistres cédées	-3 353		-3 353	-3 420
Participation aux résultats				-64
Commissions cédées	-1 305		-1 305	-1 030
Total	404		404	550

■ Détail des charges des autres activités

	31.12.17	31.12.16
Frais de sinistres prestations	319 384	286 289
Rabais, remises, ristournes obtenues assistance	-775	-900
Autres	298	202
Total	318 907	285 591

■ Charges de gestion

	Assurance Non Vie	Assurance Vie	Autres activités	Total 31.12.17	Total 31.12.16
Sociétés d'assurance					
Frais d'acquisition	9 997			9 997	9 832
Frais d'administration	3 982			3 982	3 609
Autres charges techniques	2 872			2 872	1 062
Participation des salariés					
Sociétés non assurance (autres activités)					
Charges de personnel (y compris participation des salariés)			173 443	173 443	165 786
Autres charges d'exploitation			66 203	66 203	57 408
Impôts et taxes			19 162	19 162	17 593
Dotations aux amortissements et aux provisions			21 490	21 490	20 334
Total	16 851		280 298	297 149	275 624

Autres produits nets

	31.12.17	31.12.16
Rabais, remises, ristournes accordées assistance	0	0
Autres produits	32	34
Total	32	34

Résultat exceptionnel

	31.12.17	31.12.16
Produits exceptionnels		
Produits sur exercices antérieurs	120	167
Produits des cessions d'éléments actifs	48	22
Quote-part de subvention d'investissement virée au compte de résultat		
Reprises sur dépréciations et provisions		349
Autres produits exceptionnels	424	1 350
Total produits exceptionnels	592	1 888
Charges exceptionnelles		
Charges sur exercices antérieurs	25	103
Pertes sur avances de fonds		
Pertes sur créances		
Charges sur cessions d'éléments d'actifs	295	130
Autres charges exceptionnelles	639	362
Total charges exceptionnelles	959	595
Résultat exceptionnel	-367	-293

■ Impôts sur les résultats

La charge d'impôt du Groupe est constituée par la somme de la charge d'impôt exigible et de la charge d'impôt différé.
Au 31 décembre 2017, cette somme conduit à constater une charge d'impôt de 62 K€.

	31.12.17	31.12.16
Charge d'impôt exigible	380	1 780
Charge d'impôt différé	-318	999
Total	62	2 779

La charge d'impôt théorique s'élève à :

	31.12.17	31.12.16
Résultat net consolidé	9 485	13 876
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	-727	-706
Charge nette d'impôt	62	2 779
Résultat avant impôt	8 820	15 949
Taux d'impôt théorique	34,43 %	34,43 %
Charge théorique d'impôt	3 037	5 491

L'écart entre la charge d'impôt théorique et la charge nette d'impôt s'analyse de la manière suivante :

	31.12.17	31.12.16
Charge théorique d'impôt	3 037	5 491
Différences permanentes	-2 947	-2 220
Différences de taux liées aux pays	-568	-209
Retraitements de consolidation n'ayant pas donné lieu à calcul d'impôt différé	208	-289
Impact des déficits	332	6
Autres impôts exigibles		
Charge nette d'impôt	62	2 779

■ Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions

Libellés	31.12.17	31.12.16
Dotations aux amortissements	20 029	18 086
Dotations aux dépréciations et aux provisions	1 594	2 653
Total	21 623	20 739

■ Personnel

Effectif moyen du personnel	31.12.17			31.12.16
	Assurance	Autres activités	Total	
Cadres	22	633*	655	633
Techniciens	26	2 915**	2 941	2 759
Total	48	3 548	3 596	3 392

Charges de personnel	2 935	173 335	176 270	168 262
----------------------	-------	---------	---------	---------

L'effectif moyen ci-dessus inclut la quote-part contrôlée des effectifs employés par les entreprises consolidées par intégration proportionnelle en 2017 (* cadres : 5, ** techniciens : 26) et exclut le Maroc.

L'effectif des personnels sous contrat à durée indéterminée au 31.12.17 représente 2 983 personnes (hors Maroc et incluant la quote-part des effectifs employés par les entreprises consolidées par intégration proportionnelle).

■ Honoraires des Commissaires aux comptes

- Honoraires comptabilisés au titre du contrôle légal des comptes : 624 K€.

dont Mazars : 439 K€

Groupe Y : 175 K€

Marca Cardinal : 10 K€

Comptes de résultats sectoriels

Compte technique de l'assurance Non Vie

	Opérations brutes	Cessions et rétroces- sions	Opérations nettes 31.12.17	Opérations nettes 31.12.16
Primes acquises	97 555	-5 062	92 493	88 426
- Primes	97 899	-5 484	92 415	90 792
- Variation des primes non acquises	-344	422	78	-2 366
Part du compte technique dans les produits nets de placements	37		37	46
Autres produits techniques	715		715	1 546
Charges de sinistres	-72 299	3 353	-68 946	-61 526
- Prestations et frais payés	-69 552	3 555	-65 997	-62 725
- Charges des provisions pour sinistres	-2 747	-202	-2 949	1 199
Charges des autres provisions techniques	227		227	270
Participation aux résultats	-1 637		-1 637	-2 226
Frais d'acquisition et d'administration	-13 979	1 305	-12 674	-12 411
- Frais d'acquisition	-9 997		-9 997	-9 832
- Frais d'administration	-3 982		-3 982	-3 609
- Commissions reçues des réassureurs		1 305	1 305	1 030
Autres charges techniques	-2 872		-2 872	-1 062
Variation de la provision pour égalisation				
Résultat technique de l'assurance Non Vie	7 747	-404	7 343	13 063
Participation des salariés				
Produits nets des placements hors part du compte technique	-59		-59	-63
Résultat de l'exploitation courante	7 688	-404	7 284	13 000

■ Comptes d'exploitation des autres activités

	31.12.17	31.12.16
Chiffre d'affaires	597 689	545 847
Autres produits d'exploitation	3 609	2 397
Achats consommés	-318 907	-285 591
Charges de personnel (y compris la participation des salariés)	-173 443	-165 786
Autres charges d'exploitation	-66 203	-57 408
Impôts et taxes	-19 162	-17 593
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	-21 490	-20 334
Résultat d'exploitation	2 093	1 532
Produits financiers	724	1 092
Charges financières	-946	-1 002
Résultat de l'exploitation courante	1 871	1 622

■ Événements postérieurs à la clôture de l'exercice

Aucun événement important n'est intervenu sur la période allant de la date d'arrêté des comptes consolidés et la date à laquelle ils ont été établis.